

SÉNAT

DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15.
TELEX 201176 F DIRJO PARIS



TÉLÉPHONES :
STANDARD : (1) 40-58-75-00
ABONNEMENTS : (1) 40-58-77-77

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1991-1992

COMPTE RENDU INTÉGRAL

22^e SÉANCE

Séance du vendredi 15 mai 1992

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER

1. Procès-verbal (p. 1182).

2. Questions orales (p. 1182).

Avenir de la région Nord - Pas-de-Calais dans la perspective de l'ouverture des frontières européennes (p. 1182).

Question de M. Henri Collette. - Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie ; M. Henri Collette.

Politique gouvernementale à l'égard du logement social (p. 1183).

Question de M. Henri Collette. - Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie ; M. Henri Collette.

Avenir des retraites (p. 1184).

Question de M. Henri Collette. - MM. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration ; Henri Collette.

Objectifs du Gouvernement à l'égard du chômage de longue durée (p. 1185).

Question de M. Henri Collette. - Mme Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; M. Henri Collette.

Politique de l'emploi à Paris (p. 1186).

Question de Mme Marie-Claude Beaudou. - Mmes Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Marie-Claude Beaudou.

Réévaluation du pouvoir d'achat des handicapés (p. 1187).

Question de Mme Marie-Claude Beaudou. - M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration ; Mme Marie-Claude Beaudou.

Avenir du service public de la poste en milieu rural (p. 1189).

Question de M. Henri Collette. - MM. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique ; Henri Collette.

Sécurité et protection civile des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon (p. 1189).

Question de M. Louis Minetti. - MM. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique ; Louis Minetti.

Financement de la préservation, la restauration et le reboisement des espaces forestiers et ruraux méditerranéens (p. 1191).

Question de M. Louis Minetti. - Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures ; M. Louis Minetti.

Politique de fermetures de consulats de France à l'étranger (p. 1193).

Question de M. Xavier de Villepin. - Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures ; M. Xavier de Villepin.

Bourses scolaires pour les élèves français des établissements d'enseignement français à l'étranger (p. 1194).

Question de M. Hubert Durand-Chastel. - Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures ; M. Hubert Durand-Chastel.

Délais de délivrance des certificats de nationalité aux Français résidant à l'étranger (p. 1195).

Question de M. Hubert Durand-Chastel. - Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures ; M. Hubert Durand-Chastel.

Inquiétude des infirmiers libéraux (p. 1196).

Question de M. Jean-Jacques Robert. - MM. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration ; Jean-Jacques Robert.

3. Code de la propriété intellectuelle. - Adoption d'un projet de loi après débat restreint (p. 1197).

MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois.

Article 1^{er} (p. 1197)

*Articles L. 111-1 à L. 112-1
du code de la propriété intellectuelle. - Adoption* (p. 1229)

Article L. 112-2 du code précité (p. 1229)

Amendement n° 1 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Retrait.

Adoption de l'article du code.

*Articles L. 112-3 à L. 132-2
du code précité. - Adoption* (p. 1229)

Article L. 132-3 du code précité (p. 1229)

Amendement n° 2 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption.

Adoption de l'article du code, modifié.

*Articles L. 132-4 à L. 411-3
du code précité. - Adoption* (p. 1229)

Article L. 411-4 du code précité (p. 1229)

Amendement n° 3 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption.

Adoption de l'article du code, modifié.

*Articles L. 411-5 à L. 611-16
du code précité. - Adoption (p. 1229)*

Article L. 611-17 du code précité (p. 1230)

Amendement n° 4 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Retrait.

Adoption de l'article du code.

*Articles L. 612-1 à L. 612-13
du code précité. - Adoption (p. 1230)*

Article L. 612-14 du code précité (p. 1230)

Amendement n° 5 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption.

Amendement n° 6 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption.

Adoption de l'article du code, modifié.

*Articles L. 612-15 à L. 613-24
du code précité. - Adoption (p. 1230)*

Article L. 613-25 du code précité (p. 1230)

Amendement n° 7 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Retrait.

Adoption de l'article du code.

*Articles L. 613-26 à L. 623-8
du code précité. - Adoption (p. 1231)*

Article L. 623-9 du code précité (p. 1231)

Amendement n° 8 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption.

Adoption de l'article du code, modifié.

*Articles L. 623-10 à L. 623-15
du code précité. - Adoption (p. 1231)*

Article L. 623-16 du code précité (p. 1231)

Amendement n° 9 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption.

Adoption de l'article du code, modifié.

*Articles L. 623-17 à L. 714-2
du code précité. - Adoption (p. 1231)*

Article L. 714-3 du code précité (p. 1231)

Amendement n° 10 de la commission. - M. le rapporteur. - Retrait.

Adoption de l'article du code.

*Articles L. 714-4 à L. 721-1
du code précité. - Adoption (p. 1232)*

Articles L. 722-1 à L. 724-3 du code précité (p. 1232)

Amendements n° 11 à 28 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption des amendements supprimant l'ensemble du titre II du code.

*Articles L. 811-1 et L. 811-2
du code précité. - Adoption (p. 1234)*

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Article 2. - Adoption (p. 1234)

Article 3 (p. 1234)

Amendement n° 29 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 4 (p. 1234)

Amendement n° 30 rectifié de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption de l'amendement constituant l'article modifié.

Article 5 (p. 1234)

Amendement n° 31 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 5 (p. 1235)

Amendement n° 32 de la commission. - MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Vote sur l'ensemble (p. 1235)

MM. Louis Minetti, Franck Sérusclat, Ernest Cartigny, le secrétaire d'Etat.

Adoption du projet de loi.

4. **Dépôt d'une question orale avec débat** (p. 1236).
5. **Ordre du jour** (p. 1236).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENTIE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER

vice-président

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

1

PROCÈS-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la précédente séance a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

2

QUESTIONS ORALES

M. le président. L'ordre du jour appelle les réponses à des questions orales sans débat.

AVENIR DE LA RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS DANS LA PERSPECTIVE DE L'OUVERTURE DES FRONTIÈRES EUROPÉENNES

M. le président. M. Henri Collette attire l'attention de M. le Premier ministre sur l'avenir du littoral du Pas-de-Calais et sur l'absolue nécessité, pour permettre l'essor de celle-ci, d'accompagner les grands chantiers actuellement en cours - tunnel sous la Manche et T.G.V. - et d'accroître la rapidité des échanges, tant par le rail que par la route.

Boulogne-sur-Mer, premier port de pêche de France, a tout mis sur la modernisation de son port de pêche et de ses entreprises, à Capécure en particulier. Tous ces enjeux sont joués sur la place qui lui sera réservée sur les marchés français et européens. Or, le Boulonnais et la Côte d'Opale subissent la menace de rester enclavés.

Pour y remédier, deux mesures doivent être prises d'urgence. D'une part, l'électrification de la ligne S.N.C.F., en cours dans la section Calais-Boulogne-sur-Mer, doit impérativement être prolongée sur la section Boulogne-sur-Mer-Amiens pour éviter deux ruptures de trafic sur la ligne Calais-Paris. D'autre part, l'autoroute A 16, ardemment souhaitée depuis des dizaines d'années par les chambres de commerce et d'industrie du littoral et par tous les partenaires qui, à des titres divers dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme, se sentent concernés, doit être réalisée sans retard, eu égard aux investissements engagés dans la perspective de cette réalisation.

Il lui demande donc, en raison de l'importance de l'avenir de la région Nord - Pas-de-Calais dans le contexte de l'ouverture européenne des frontières en 1992, la nature, les perspectives et les échéances des décisions qu'il envisage de prendre pour que cette région soit économiquement et socialement placée au cœur de l'avenir de l'Europe. (N° 404.)

La parole est à Mme le ministre délégué au logement, à qui je souhaite la bienvenue au Sénat.

Je suis persuadé, madame, que nous aurons avec vous des rapports utiles et fructueux, dans le cadre des relations normales entre le Gouvernement et la Haute Assemblée.

Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le président, je vous remercie des paroles aimables que vous venez de m'adresser. Je suis persuadée que les relations qui s'établiront entre mon département ministériel et la Haute Assemblée seront les meilleures.

Monsieur le sénateur, M. Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, est retenu aujourd'hui, et il vous prie de l'excuser ; je vais donc le suppléer et vous communiquer ses éléments de réponse et d'information à la question que vous avez posée.

Il est bien compréhensible que les régions du Nord - Pas-de-Calais et Picardie souhaitent disposer des moyens ferroviaires et routiers susceptibles de contribuer à leur désenclavement et à leur développement.

Je puis vous assurer que M. Bianco partage tout à fait cette préoccupation.

En ce qui concerne le domaine ferroviaire, la mise en service du T.G.V. Nord et celle du tunnel sous la Manche vont avoir des incidences importantes sur l'ensemble des dessertes des deux régions. Ainsi, les liaisons de voyageurs de Paris vers la Grande-Bretagne utiliseront la ligne nouvelle tandis que le trafic de marchandises transitant par le tunnel sous la Manche empruntera l'itinéraire Calais-Hazebrouck, dont l'électrification a été décidée dans le cadre des mesures accompagnant la réalisation du tunnel.

De même, la section de ligne Calais-Boulogne sera électrifiée, ce qui rendra possible techniquement l'arrivée du T.G.V. à Boulogne.

Il est souhaitable que la plus large part de la population puisse bénéficier des avantages de la grande vitesse ; dans ce dessein, la S.N.C.F. et la région Nord - Pas-de-Calais s'emploient actuellement à définir la meilleure articulation possible entre les dessertes régionales et les liaisons à grande vitesse.

Le ministre de l'équipement tient à ce que l'arrivée du T.G.V. n'entraîne pas une détérioration des relations existantes. Ainsi les grilles horaires de desserte les plus satisfaisantes devront-elles être mises en place en Picardie, en particulier sur la liaison Amiens-Boulogne ; dans ces conditions, l'électrification de cette section de ligne, qui représenterait un investissement de 1 milliard de francs, n'est pas envisagée actuellement.

Quant à l'aspect routier du désenclavement de votre région, vous avez exprimé le vœu que l'autoroute A 16 soit réalisée sans retard.

Vous n'ignorez pas les controverses que suscite ce projet, notamment le tronçon Amiens-Boulogne.

M. Bianco s'est exprimé récemment sur ce sujet à la tribune de l'Assemblée nationale ; je reprendrai donc ses propos. Il a précisé qu'il lui paraissait absurde que le tunnel sous la Manche, d'une part, et l'autoroute A 28, d'autre part, débouchent sur des sortes d'impasses. Il a également rappelé que le schéma directeur routier national demeure le cadre et la référence des décisions que le Gouvernement doit prendre - en effet, c'est bien au Gouvernement qu'il appartient de prendre les décisions.

Cela dit, M. Bianco a souhaité prendre le temps d'une concertation sur le dossier de la section Amiens-Boulogne de l'autoroute, afin de procéder à d'ultimes échanges d'opinions et expertises sur le tracé qui pose un certain nombre de problèmes sur le plan de l'environnement.

A l'issue de cette concertation, qui ne devra pas excéder quelques semaines, le Gouvernement, et en particulier les ministres concernés, assumeront leurs responsabilités sur ce dossier.

M. le président. La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Madame le ministre, je vous ai écouté avec beaucoup d'attention. Dans le Nord - Pas-de-Calais, comme en Picardie d'ailleurs, prévaut un sentiment d'injustice fondé sur la différence de traitement dont pâtissent ces régions par rapport aux autres régions françaises.

Le Pas-de-Calais est un département littoral et il a besoin de moyens de communication. Songez, par exemple, que pour se rendre de Calais - la plus grande ville du département - à Arras, la préfecture, il faut passer par Lille ou par Amiens. Nous avons une autoroute, l'autoroute A 26, mais nous n'avons pas de relations ferroviaires.

Par ailleurs, nous ne comprenons pas pourquoi la ligne S.N.C.F. Calais-Amiens par le littoral n'est pas électrifiée. Des stations balnéaires comme Le Touquet-Paris-Plage, Berck-sur-Mer et d'autres mériteraient une desserte qui n'a jamais existé.

Les délais sont constamment reportés ! Vous nous dites que, dans quelques semaines, M. le ministre de l'équipement sera peut-être en mesure de prendre des décisions pour l'autoroute A 16, contestée par certains, en particulier par la nouvelle présidente du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais. Les habitants de nos régions attendent, justement à l'occasion de l'ouverture du tunnel sous la Manche, que le service autoroutier d'une part et la S.N.C.F. d'autre part mettent tout en œuvre pour que le littoral puisse enfin connaître le développement auquel il peut prétendre.

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE À L'ÉGARD DU LOGEMENT SOCIAL

M. le président. M. Henri Collette attire l'attention de M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports sur la situation, chaque jour plus préoccupante, du logement social.

Il lui demande de lui préciser les perspectives de son action ministérielle tendant au maintien et au développement du logement social qui doit rester une priorité pour le Gouvernement.

Dans cette perspective, le Trésor ayant imaginé un système susceptible d'abaisser le coût des crédits par la création d'un fonds de garantie à l'accession sociale - F.G.A.S. - il lui demande la nature, les perspectives et les échéances de son action ministérielle tant pour le développement du logement social que, spécifiquement, la création d'un fonds de garantie de l'habitat social. (N° 419.)

La parole est à Mme le ministre.

Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le sénateur, je ne peux que vous confirmer l'importance que le Gouvernement attache à la politique du logement social.

Plusieurs faits mettent en évidence la priorité de l'action gouvernementale dans cette direction : d'abord, le nombre de logements sociaux financés en 1992 ; ensuite, le plan de soutien qui a été lancé au début du mois de mars par les pouvoirs publics et qui accroît encore l'effort de l'Etat.

Je vous rappellerai brièvement les grands chiffres de la loi de finances pour 1992.

Le programme physique pour le logement locatif social porte sur 80 000 prêts locatifs aidés. C'est le plus grand nombre de P.L.A. qui ait jamais été programmé depuis la création de ceux-ci.

Le programme physique comprend également 200 000 P.A.L.U.L.O.S., les primes à l'amélioration des logements, à usage locatif et à occupation sociale, conformément à l'engagement du Président de la République de faire procéder à la réhabilitation d'un million de logements en cinq ans.

Il convient aussi de noter que le régime des P.A.L.U.L.O.S. a été amélioré, puisque le plafond des travaux passe de 70 000 francs à 80 000 francs, ce qui permet d'assurer une réhabilitation lourde, notamment dans les quartiers dégradés.

Enfin, les prestations d'aide à la personne représentent 54 milliards de francs, elles sont accompagnées d'une mesure extrêmement importante puisque, cette année, l'allocation de logement est ouverte sous seules conditions de ressources dans toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants. Au 1^{er} janvier 1993, l'ensemble du territoire français sera couvert. Ainsi, en trois ans, 400 000 ménages supplémentaires bénéficieront de cette mesure. Cette réforme est en parfaite cohérence avec les efforts du Gouvernement concernant un autre grand domaine, celui du R.M.I.

Par ailleurs, le fonds de solidarité pour le logement créé par la loi Besson reçoit une participation accrue de l'Etat puisque, cette année, les crédits de ce fonds passent - Etat et départements - de 150 millions de francs à 180 millions de francs.

Votre question concernait tout particulièrement l'accession à la propriété puisqu'elle se référait au fonds de garantie.

L'accession sociale à la propriété est encouragée. J'insisterai sur ce point : il est important de mener une politique équilibrée entre les efforts qui sont consentis en direction du secteur locatif et ceux qui sont faits en direction de l'accession à la propriété. En effet, le Gouvernement est très attaché, d'une part, à la diversité de l'habitat, d'autre part, à la réalisation, par chacun, d'un véritable « parcours résidentiel » : il faut que chacun trouve, à chaque période de son existence, une réponse adaptée à ses aspirations et à ses besoins. Bon nombre de nos concitoyens aspirent, nous le savons, à la propriété.

Ainsi, la loi de finances initiale pour 1992 prévoit 35 000 P.A.P., les prêts aidés à l'accession à la propriété, et, ce qui est très important, des prêts conventionnés pour l'acquisition de logements anciens, avec la possibilité de bénéficier de l'aide personnalisée au logement.

Enfin, le plan de relance pour le bâtiment et les travaux publics accroît encore cet effort : 15 000 prêts locatifs sociaux, les P.L.S. permettront la création de ce que l'on pourrait appeler un « nouveau produit financier » - mais je n'apprécie guère le terme de « produit » s'agissant du logement. Ce plan permettra de construire des logements supplémentaires dans une catégorie qui se situe entre le locatif intermédiaire et le locatif social. En effet, les plafonds de ressources pour bénéficier d'un P.L.S. représenteront une fois et demie ceux du P.L.A.

J'ajouterai à ces efforts les 8 000 P.A.L.U.L.O.S. supplémentaires et les 12 000 primes à l'amélioration de l'habitat, qui sont justement des primes permettant l'amélioration de l'habitat pour les personnes dont le revenu est faible.

J'en viens à votre question concernant le F.G.A.S., le fonds de garantie à l'accession sociale, qui sera lancé le 1^{er} juillet prochain.

Les prêts conventionnés garantis par le fonds devront pouvoir être distribués dès la rentrée par les organismes financiers compétents. La création de ce fonds a fait l'objet de discussions entre les services de mon département ministériel, ceux du ministère des finances et les établissements de crédit.

Le F.G.A.S. répondra aux objectifs suivants : premièrement, moderniser l'approche des banques en matière de prêt à l'habitat ; deuxièmement - c'est essentiel - abaisser le coût du crédit de 0,75 point en moyenne pour les ménages dont les ressources sont inférieures au plafond de ressources prévu ; enfin, troisièmement, permettre aux établissements de crédit, qui ont pour la plupart fortement réduit le volume des prêts conventionnés accordés à des ménages bénéficiant de l'aide personnalisée au logement, de reprendre leur activité dans ce domaine.

La diminution du taux des prêts garantis par le F.G.A.S. résultera à la fois de la réduction du coût des fonds propres qu'autorise le fonctionnement d'un tel fonds de garantie et du versement d'une subvention de l'Etat. Une somme de 300 millions de francs sera dégagée à cet effet dès 1992, hors budget actuel du logement.

Ainsi, le lancement prochain de ce fonds permettra de renforcer notre politique en faveur de l'accession à la propriété. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, ce fonds de garantie est valable pour les prêts conventionnés et, bien sûr, complémentaires aux prêts à l'accession à la propriété.

M. le président. La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Madame le ministre, je vous remercie infiniment des précisions que vous venez d'apporter. Elles permettront certainement de rassurer un grand nombre de familles de ma région.

Le Pas-de-Calais connaît un taux de chômage extraordinaire en raison du sous-emploi. En conséquence, beaucoup de familles sont dans des situations dramatiques. Logées dans des H.L.M. ou ailleurs, elles sont dans l'impossibilité absolue de régler soit leurs loyers, soit les mensualités des prêts qu'elles avaient contractés pour accéder à la propriété.

Moi aussi, je souhaite de tout cœur que les ouvriers puissent accéder à la propriété. C'est le meilleur moyen d'améliorer les conditions d'hébergement. Sachez, en effet, que les immeubles H.L.M. de dix étages qui ont été construits il y a vingt ans dans Calais viennent d'être dynamités : en raison de leur dégradation, ils étaient devenus inhabitables.

Le problème du logement social se pose avec acuité dans le Pas-de-Calais, surtout dans les zones minières, en raison de la fermeture des mines, mais aussi dans d'autres endroits, notamment à Calais, car des usines - en particulier les usines Courtaulds - ont fermé.

Madame le ministre, le logement des familles nombreuses et malheureuses soulève de graves difficultés. Les nouvelles que vous venez de nous donner sont de nature à rassurer ces familles.

AVENIR DES RETRAITES

M. le président. M. Henri Collette appelle l'attention de M. le Premier ministre sur les préoccupations des Français à l'égard de l'avenir des retraites.

Sur l'initiative de l'un de ses prédécesseurs a été réalisé un *Livre blanc sur les retraites*, présenté au Parlement au printemps 1991, puis a été constituée une commission, qui a remis un rapport - le rapport Cottave - avant que soit fait appel à une nouvelle réflexion initiée par un haut fonctionnaire.

Alors que des propositions devaient être faites au printemps 1992, il semblerait que ce dossier, qui a pourtant fait l'objet de multiples rapports, études, propositions, soit de nouveau confié à une réflexion « au niveau du Plan », qui a pourtant été déjà saisi en 1986 et 1989, notamment en 1989, par un rapport de l'actuel ministre des affaires sociales.

Il lui demande donc d'informer le Parlement de la nature, des perspectives et des échéances de son action gouvernementale, notamment dans la perspective européenne nouvelle qui sera celle de la France au 1^{er} janvier 1993. (N° 421.)

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration. Monsieur le sénateur, vous avez bien voulu rappeler les récents travaux qui ont été diligentés par le Gouvernement afin de mieux informer nos concitoyens sur les perspectives de nos régimes de retraite pour les vingt prochaines années.

En effet, si la situation financière de la sécurité sociale devrait être très proche de l'équilibre en 1992, les conséquences du vieillissement de la population vont commencer à se faire sentir, notamment avec l'arrivée à l'âge de la retraite, dans une dizaine d'années, des générations nombreuses nées au lendemain de la dernière guerre.

Nous devons donc nous interroger sur les conséquences financières de ces évolutions, surtout du point de vue de l'équité entre générations.

J'ai eu l'honneur de présider la commission « protection sociale » du X^e Plan, dont le rapport a constitué une étape importante dans la prise de conscience de l'ampleur des problèmes financiers à venir.

Plus tard, le *Livre blanc sur les retraites*, réalisé sous le gouvernement de M. Michel Rocard, a permis d'étendre l'analyse à l'ensemble des régimes de retraite, d'observer les expériences étrangères en matière de maîtrise des dépenses d'assurance vieillesse et d'affiner les projections financières.

Sous le gouvernement de Mme Cresson, la mission « retraites » présidée par M. Robert Cottave a recueilli l'avis de nombreux acteurs de la vie économique et sociale et formulé plusieurs propositions, que le Gouvernement a étudiées attentivement.

Enfin, M. Jean-Louis Bianco avait confié à M. Bernard Brunhes une mission de consultation des organisations représentatives des salariés et des employeurs, dont les conclusions lui ont été communiquées au mois de février 1992.

Au cours de la présente législature, des efforts sans précédent - il faut le dire - d'information et de concertation sur la question des retraites ont donc été réalisés par les gouvernements qui se sont succédé.

L'opinion a maintenant une plus claire conscience des données du problème. Elle sait ainsi que certaines voies sont exclues, notamment la remise en cause de la répartition comme principe de fonctionnement de notre système de retraite, qui repose sur la solidarité entre générations. Elle sait également qu'il ne doit pas être porté atteinte à l'avancée sociale majeure que constitue le droit offert à des millions de salariés de prendre leur retraite à soixante ans. Elle sait enfin que des relèvements trop importants de cotisations sociales iraient à l'encontre de la volonté clairement exprimée par le Président de la République de ne plus voir augmenter les prélèvements obligatoires.

Certaines pistes de réforme ont été avancées à l'occasion de ces diverses réflexions.

Première piste, la revalorisation des pensions, qui doit intervenir avec le souci constant de maintenir un nécessaire équilibre entre les générations et ne peut se traduire par une hausse inconsidérée des prélèvements sociaux supportés par les actifs et, par là-même, rompre l'équilibre atteint aujourd'hui entre salariés et retraités.

Deuxième piste, les conditions de liquidation des pensions, en particulier la règle du calcul de la pension par référence à un salaire moyen calculé sur une période, qui pourrait être modifiée : pourraient être prise en compte les vingt ou vingt-cinq meilleures années, au lieu des dix meilleures années selon la législation actuellement en vigueur.

Troisième piste, l'allongement de la durée d'assurance nécessaire pour obtenir le taux plein.

Dans sa déclaration du 15 avril 1992 devant la Haute Assemblée, le Premier ministre a indiqué qu'il me demandait de lui faire des propositions quant à une classification, au sein des dépenses d'assurance vieillesse, entre celles qui relèvent de la solidarité nationale et celles qui se conforment à une logique d'assurance collective. C'est donc clairement à partir de ce principe que j'entends faire des propositions.

Je souhaite ainsi que la clarification des dépenses puisse être le prélude à une clarification des responsabilités au sein des régimes de retraite. C'est à l'Etat de prendre la responsabilité de ce qui relève de la solidarité nationale. Aux partenaires sociaux, s'ils le désirent, de prendre de nouvelles responsabilités dans l'assurance collective.

Dans aucun pays, on n'a pu faire évoluer le système de retraite sans qu'un accord minimal entre l'Etat et les représentants des salariés et des employeurs ait été obtenu. Cet accord est indispensable à la préservation de la solidarité entre les générations.

Loin d'être tenté par l'immobilisme, le Gouvernement engage donc une réforme de fond ; cette réforme est exigeante sur le plan technique, mais elle est essentielle pour l'avenir de notre protection sociale.

Il va de soi - et je m'en félicite - que le Parlement aura à connaître de ses résultats, tout comme les partenaires sociaux.

M. le président. La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Monsieur le ministre, Georges Clemenceau, notre illustre prédécesseur dans la Haute Assemblée, avait coutume de dire que, pour enterrer un dossier, il suffisait de créer une commission.

S'agissant de l'avenir des retraites, il faudrait parler de « funérailles nationales » ! Qu'on en juge !

En avril 1991, à l'issue d'une vaste consultation, le gouvernement Rocard présentait, à son dernier jour, un *livre blanc sur les retraites*.

Le gouvernement de Mme Cresson confiait à une commission présidée par M. Cottave une nouvelle réflexion.

Surpris par les propositions de cette mission, le Gouvernement demandait alors à M. Bernard Brunhes d'entamer une nouvelle concertation avec les partenaires sociaux.

Et voilà, alors que tout est dit, écrit, proposé, qu'une nouvelle période de réflexion nous est annoncée, si l'on en croit les principaux leaders syndicaux, MM. Marc Blondel et Paul Marchelli, récemment reçus par le Premier ministre.

Pourtant, les chiffres sont clairs et sans équivoque s'agissant de l'avenir démographique de la France.

Il y avait 17 p. 100 de personnes de plus de soixante ans en 1985, il y en aura 30 p. 100 à 35 p. 100 en l'an 2000, et, selon l'I.N.S.E.E., de 35 p. 100 à 52 p. 100 en 2040.

S'agissant des retraites et de leur financement, il y avait trois cotisants pour un retraité en 1970, il y en aura 1,90 en 2010, voire entre 1,3 et 1,7 en 2040.

Or, déjà, pour le financement des régimes de retraite, on constate que le régime vieillesse a été en déficit de 19,3 milliards de francs en 1991 et le sera, selon les prévisions, de 19,8 milliards en 1992. Il faut de plus savoir que, en 1991, la sécurité sociale a dû recourir à l'aide du Trésor public pour soixante-seize jours de ses échéances, tant en maladie qu'en retraite.

Les gouvernements - c'est le troisième en un an ! - qui ont étudié ce dossier ont émis plusieurs « fausses bonnes idées ».

Ils ont suggéré d'allonger à quarante ans la durée des cotisations, ce qui revient à repousser l'âge de la retraite, d'apprécier la retraite sur les vingt-cinq meilleures années et non plus sur les dix meilleures, de puiser dans les excédents de la sécurité sociale maladie et famille pour alimenter le régime vieillesse et, enfin, de revaloriser les retraites selon les prix et non plus en termes de pouvoir d'achat.

Ces mesures de régression sociale n'ont pas encore vu le jour et l'on comprend l'embarras du Gouvernement.

Déjà, le 4 octobre 1991, le ministre des affaires sociales, M. Bianco - il est maintenant affecté à d'autres tâches - annonçait des mesures devant la commission des affaires sociales du Sénat. On les attend encore !

Le simple bon sens consisterait pourtant à inciter les Français à constituer un complément de retraite par capitalisation, avec des incitations fiscales sérieuses. Des organismes mutualistes d'assurance en ont la compétence.

Il serait bon aussi d'inciter les caisses de retraites complémentaires par répartition à envisager une capitalisation pour assurer leur avenir. Il serait bon, par ailleurs, de développer les formules de retraite au sein des entreprises dans le cadre de l'article 83 et, enfin, d'apprécier la proposition de M. Balladur tendant à inciter les actifs à affecter une partie de leur supplément de salaire direct, qui résulterait du transfert à l'Etat du financement de la politique familiale, à l'épargne en vue de la retraite.

Confier au Plan une nouvelle mission d'étude résulte d'une dérisoire manœuvre, quand on sait que ce dossier a déjà été étudié en 1986 et 1989, avec M. Teulade, et que toutes les données du dossier des retraites sont connues et appréciées de tous les partenaires sociaux et des pouvoirs publics.

Aujourd'hui, il s'agit de se tourner vers l'avenir et de décider. Le voulez-vous ? Le pouvez-vous ? C'est, en tout cas, ce que nous souhaitons.

OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

M. le président. M. Henri Collette demande à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de lui préciser les objectifs du Gouvernement à l'égard du chômage de longue durée.

Après la conférence de presse, le 17 avril 1992, du directeur général de l'A.N.P.E. annonçant un traitement spécifique du sort individuel de 900 000 chômeurs de longue durée, il paraît opportun que le Parlement soit informé prioritairement de son action ministérielle à cet égard, d'autant que Mme le ministre ne saurait ignorer qu'avec 900 000 personnes inscrites depuis un an, le chômage de longue durée a doublé en dix ans et que le chômage de très longue durée s'est aggravé, puisque l'on dénombre 182 000 chômeurs ayant une ancienneté comprise entre deux et trois ans et 200 000 dépassant les trois ans.

Ce bilan accablant justifie que le Gouvernement précise devant le législateur la nature, les perspectives et les échéances de son action à la lumière de celle qui a été la sienne durant ces dix dernières années. (N° 416.)

La parole est à Mme le ministre.

Mme Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Monsieur le sénateur, comme l'a indiqué M. le Premier ministre lors de sa déclaration de politique générale et lors de la discussion des questions orales, le 16 avril dernier, devant la Haute Assemblée, la priorité du Gouvernement est effectivement de lutter contre l'exclusion, en particulier par la prévention du chômage de longue durée et, bien évidemment, par le traitement de celui-ci.

Comme vous l'avez souligné, monsieur le sénateur, 920 000 personnes sont actuellement en chômage de longue durée, c'est-à-dire depuis plus d'un an, dont 500 000, malheureusement, depuis un à deux ans et 200 000 depuis plus de trois ans.

Dès le 8 janvier dernier - vous devez vous en souvenir - j'avais proposé des mesures pour lutter contre le chômage de longue durée. Nous avons entamé une action visant à recevoir des chômeurs de longue durée depuis plus de deux ans pour leur proposer soit un emploi, soit une formation, soit une activité d'insertion. C'était le programme « 500 000 chômeurs de longue durée », que le Premier ministre a souhaité, au regard notamment des premiers résultats obtenus par l'A.N.P.E., accentuer et revaloriser, pour faire en sorte que 900 000 chômeurs de longue durée se voient proposer une solution adaptée à leurs problèmes d'ici au 1^{er} novembre prochain.

Entre le 1^{er} février et le 7 mai derniers, l'A.N.P.E. avait déjà reçu 192 000 chômeurs de longue durée. Elle leur a fait subir des entretiens approfondis qui lui ont permis de prendre en compte l'ensemble de leurs difficultés professionnelles certes, mais aussi familiales, ainsi que leurs problèmes de logement et de santé. Elle a tenté de leur proposer la solution la plus adaptée à leur situation personnelle.

Pour élargir ce programme et résoudre les problèmes de 900 000 chômeurs de longue durée, nous avons permis à l'Agence nationale pour l'emploi et à l'ensemble du service public chargé de l'emploi de procéder au recrutement de 1 000 agents supplémentaires, à titre permanent en grande majorité.

La plus grande partie de ces agents supplémentaires, 890, seront affectés à l'A.N.P.E., 150 à l'A.F.P.A. et environ 120 au P.A.I.O. et aux missions locales, qui reçoivent les jeunes sans qualification.

A propos des actions proposées - puisque c'est là le cœur de votre question - je me dois de préciser - mais vous le savez comme moi, monsieur le sénateur - que les chômeurs de longue durée ne constituent pas une population homogène.

Un nombre non négligeable d'entre eux ont une qualification utile, c'est-à-dire qu'ils peuvent effectivement trouver un emploi sur le marché du travail. Après l'entretien approfondi dont j'ai parlé tout à l'heure, notre souci premier sera donc de mettre ceux-ci en contact avec les entreprises qui sont susceptibles de les embaucher, soit directement soit avec l'aide des contrats de retour à l'emploi, c'est-à-dire de contrats aidés.

Une seconde catégorie de chômeurs de longue durée a principalement un problème de qualification : ou ils n'en ont pas, ou celle-ci est obsolète, ou elle ne correspond pas aux besoins du marché du travail ; dans ce dernier cas, ils ont besoin d'une réorientation.

Depuis plusieurs mois, nous travaillons sur la réadaptation de la formation aux besoins de notre économie et des entreprises.

Nous pouvons aujourd'hui proposer aux chômeurs de longue durée qui sont susceptibles de pouvoir la suivre, une formation correspondant non seulement à leurs capacités, définies après l'établissement d'un bilan, mais aussi aux besoins du marché du travail.

La deuxième catégorie des chômeurs de longue durée se verra donc proposer des stages de formation.

Un troisième ensemble de chômeurs de longue durée n'est malheureusement pas en mesure de prendre aujourd'hui un emploi classique ni de suivre immédiatement une formation. En effet, ces personnes cumulent de nombreuses difficultés, parfois d'ordre psychologique en raison d'une perte de confiance en soi. Ils ont besoin d'une mesure d'insertion leur permettant non seulement de retrouver peu à peu cette confiance en soi, mais aussi de se remettre le pied à l'étrier et d'exercer une véritable activité.

C'est la raison pour laquelle, au-delà des mesures d'insertion pour lesquelles le Gouvernement et un certain nombre d'entreprises se mobilisent aujourd'hui, le Gouvernement a souhaité développer des activités d'intérêt général par le biais de contrats emploi-solidarité, c'est-à-dire de vrais emplois, avec un contrat de travail normal payé au S.M.I.C.

Ces demandeurs d'emploi pourraient ainsi exercer une activité correspondant à des besoins de la société, dans les écoles ou les hôpitaux, en matière d'environnement ou de sécurité publique, ou susceptible d'améliorer la qualité de vie de nos concitoyens. Grâce à ces activités d'intérêt général, nous espérons pouvoir dégager cent mille postes supplémentaires.

Enfin, il est malheureusement une dernière catégorie de chômeurs qui ne peuvent même pas exercer aujourd'hui de telles activités, car ils éprouvent des difficultés « lourdes », souvent en matière de santé, parfois en matière de logement.

Avec le ministère des affaires sociales, nous avons donc mis en place ce que nous appelons un « appui social individualisé », afin de les aider à surmonter leurs difficultés car, tant qu'ils n'y parviendront pas, ils ne pourront pas revenir sur le marché du travail. Nous informerons l'opinion et, bien évidemment, en premier lieu, la représentation parlementaire des résultats de ce programme au fur et à mesure de son application.

Pour qu'un tel programme réussisse, c'est-à-dire pour que nos concitoyens soient moins nombreux à être en marge du marché du travail, nous avons besoin de l'aide des collectivités territoriales et des associations qui œuvrent aujourd'hui pour l'insertion des chômeurs de longue durée.

Monsieur le sénateur, telles sont les orientations arrêtées par le Gouvernement. J'ai veillé à ce que le Sénat soit informé de ces mesures dès le 29 avril dernier, et ce grâce à une petite brochure détaillant le contenu du plan gouvernemental, que j'ai envoyée à chacune et à chacun d'entre vous.

M. Henri Collette. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Madame le ministre, je vous remercie des renseignements que vous venez de me donner.

Dans mon département, particulièrement aux environs de Calais, le taux de chômage est l'un des plus élevés de France. Nous espérons que les promesses faites par M. Bérégovoy à propos de la fin du chômage de longue durée pour le 1^{er} novembre 1992 seront tenues, et ce d'autant plus que cette date est proche !

Mme Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Monsieur Collette, M. le Premier ministre a effectivement déclaré ce que nous espérons, avant le 1^{er} novembre 1992, faire aux 900 000 chômeurs de longue durée une proposition qui leur soit utile. Mais cela ne veut pas, bien évidemment, dire que les chômeurs de longue durée auront disparu dans notre pays à cette date, malheureusement !

Comme je l'avais annoncé dès le mois de juillet dernier, je tiens à ce que l'Agence nationale pour l'emploi continue, quoi qu'il arrive, à s'occuper de manière individualisée de chaque chômeur de longue durée, en lui accordant un entretien et en lui faisant une proposition susceptible de lui permettre de retrouver le chemin du marché du travail.

Comme vous, monsieur le sénateur, j'espère donc que ces 900 000 chômeurs de longue durée retrouveront un travail et qu'il en sera de même pour ceux qui, malheureusement, le trouveront, après eux, dans la même situation.

POLITIQUE DE L'EMPLOI À PARIS

M. le président. Mme Marie-Claude Beaudeau demande à M. le Premier ministre quelles mesures urgentes il envisage pour refuser les deux cents licenciements à l'entreprise Calberson, avenue de Clichy, à Paris 17^e.

Elle demande à M. le Premier ministre quelles mesures il envisage pour empêcher la transformation du site d'activités des Batignolles en zone de spéculation pour la construction immobilière et préserver ainsi l'emploi à Paris. (N^o 407.)

La parole est à Mme le ministre.

Mme Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Madame le sénateur, la société Calberson, qui employait mille trois cents salariés environ à la fin de l'année 1991 à Paris, a engagé un programme de suppressions d'emplois qui a été suivi avec une grande attention, vous vous en doutez, par les services de la direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

Ces suppressions d'emplois sont liées au ralentissement de la croissance du trafic qui s'est manifesté à partir de 1990 et qui est dû à la dégradation de la conjoncture économique. Le résultat d'exploitation de l'entreprise est en baisse régulière depuis 1988 ; il était négatif de près de 30 millions de francs au 30 juin 1991.

Sur le site de Paris, les suppressions d'emplois concernent cent soixante-dix salariés. Quarante-vingt-six d'entre eux bénéficieront des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, c'est-à-dire d'une préretraite.

Les mesures du plan social, qui ont fait l'objet d'une concertation avec les représentants du personnel au cours des réunions du comité central d'entreprise en date des 25 février, 17 mars et 7 avril, comprennent, notamment, des propositions de reclassement interne dans le groupe Calberson ainsi que la prospection d'emplois disponibles chez les sous-traitants. En outre, les salariés bénéficieront de conventions de conversion, de conventions d'allocation temporaire dégressive et de dispositifs d'aide à la mobilité pour pouvoir saisir les opportunités de reclassement à l'extérieur de la région parisienne. Les moyens du Fonds national de l'emploi ont été mobilisés pour améliorer ce plan social.

Enfin, depuis le 10 avril, l'ensemble des salariés concernés de la région parisienne bénéficieront des services d'une antenne de reclassement qui leur permet de disposer d'une aide individuelle pour rechercher un emploi.

A la demande de mes services, la direction de l'entreprise a créé une commission chargée d'assurer le suivi des mesures sociales, notamment des aides au reclassement, en liaison avec la direction départementale du travail de Paris.

Tels sont les éléments de réponse que l'on peut vous apporter sur le premier point de votre question.

J'en arrive au deuxième point. L'entreprise, située avenue de Clichy, à Paris, est dans une zone du plan d'occupation des sols principalement réservée aux activités. Cela favorise l'implantation d'autres entreprises, et donc d'emplois, dans ce secteur.

Le troisième point que vous avez abordé concerne la politique de transport du Gouvernement.

La question du transport combiné rail-route fait partie des orientations principales du contrat de plan signé entre l'Etat et la S.N.C.F. Beaucoup s'accordent à reconnaître qu'il s'agit d'une solution d'avenir, laquelle répond, de plus, à un souci de l'environnement. C'est aussi le moyen pour la S.N.C.F. de conserver certains trafics par chemin de fer.

En ce qui concerne le cas particulier de Calberson, le créneau prioritaire de cette entreprise est celui de la messagerie ; le transport combiné ne constitue donc pas son activité principale. D'autres entreprises du groupe S.N.C.F. y sont plus spécifiquement consacrées.

Vous comprendrez qu'il ne m'appartient pas de me prononcer sur la politique qu'entendent développer les dirigeants des différentes filiales de la S.N.C.F., en particulier celles qui assurent la messagerie. Toutefois, je saisisrai M. Bianco des deux questions que vous avez posées et qui relèvent de sa compétence, qu'il s'agisse du plan d'occupation des sols ou du plan gouvernemental rail-route. Il ne manquera pas de répondre à vos interrogations.

En tout état de cause, sachez que les services du ministère du travail suivent avec une grande attention l'application du plan social de l'entreprise Calberson, lequel nous paraît de bonne qualité et sera, je l'espère, appliqué dans l'esprit de ce qui a été conclu avec nos services.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Madame le ministre, votre réponse non seulement me déçoit, mais me semble lourde de conséquences.

Elle est décevante, car elle se borne à un constat que nous avons d'ailleurs déjà fait ; celui de la baisse d'activité réelle de l'entreprise Calberson.

Elle est lourde de conséquences pour les deux cents salariés qui sont menacés de licenciement et à qui s'ajoutent les soixante-cinq licenciés de la société Calx Press, les dix licenciés à Toulouse, les six licenciés à Marseille, ainsi que les nombreux licenciés parmi les cadres, sans oublier la fermeture de l'agence de Beauvais. Si l'on tient compte des licenciements systématiques de salariés en congé de maladie ou accidentés du travail, cela représente trois cents salariés, soit un cinquième des effectifs de l'entreprise Calberson.

Notre groupe estime que la lutte contre le chômage est un objectif essentiel et prioritaire. Vous venez de rappeler que c'était aussi l'objectif du Gouvernement en répondant à l'un de mes collègues. Madame le ministre, encore faut-il prouver que le Gouvernement en a vraiment la volonté. Pour nous, l'entreprise Calberson est aujourd'hui un test.

Madame le ministre, votre réponse nous satisfait d'autant moins que, dans le cas de cette entreprise, vous avez des atouts et vous disposez de solutions pour refuser les licenciements, aider à redévelopper l'entreprise, ce qui permettrait à la fois de lutter pour l'emploi et de servir l'intérêt national.

En effet, si le trafic de marchandises a subi une forte baisse - moins 16 p. 100 - de 1980 à 1983, puis une baisse plus modérée entre 1983 et 1986, il a retrouvé, de 1986 à 1990, une croissance soutenue de 19 p. 100. Ce sont les chiffres publiés par M. le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux. N'invoquons donc pas le marché !

Le transport routier atteint 75 p. 100 des volumes transportés, soit une augmentation de 10 p. 100 en dix ans, donc 1 p. 100 par an. Il est donc loin d'être en régression ; je dirai même qu'il se développe. A notre avis, la baisse d'activité de l'entreprise peut donc être corrigée.

S'agissant de la S.N.C.F., le volume de marchandises transportées est passé, ces dix dernières années, de 29 à 22 p. 100 du volume total. Ce chiffre démontre que, même sans création de nouvelles lignes, on peut développer le transport par rail.

Compte tenu de ces éléments - tirés d'une étude de l'Observatoire économique et statistique des transports - il est possible de sauver des emplois en modernisant l'entreprise Calberson.

Il faut, trouver des solutions nouvelles pour développer, en les associant, ces deux moyens de transport que sont le rail et la route, ce qui permettrait, en même temps, d'alléger le trafic routier, notamment en Ile-de-France, et de développer le trafic S.N.C.F. Calberson est bien l'entreprise clé - je dirai même qu'elle est la seule - susceptible de réaliser une telle association.

Cet équilibre est devenu nécessaire. Il faut aussi y associer le transport fluvial, qui connaît une baisse régulière de 5 p. 100 à 3 p. 100 depuis dix ans.

Alors que, tout le monde le sait, le transport par rail est moins coûteux, moins dangereux, moins polluant, plus un seul wagon ne pénètre sur le site des Batignolles. Pourtant, des voies S.N.C.F. existent, sont utilisables et pourraient donc recevoir un trafic marchandises au-delà de deux cents kilomètres.

L'entreprise Calberson a des atouts sur bien d'autres sociétés de niveau européen.

Elle mise sur le « tout camion », mais son principal actionnaire est la S.N.C.F. Bien sûr, cela suppose une volonté politique de la part de cette dernière.

Si l'on veut désengorger la région parisienne, qui connaît des embouteillages permanents, il faudra bien explorer les solutions nouvelles que nous vous proposons. Que préférez-vous ? Voir pénétrer dans Paris deux cents camions ou quelques plates-formes S.N.C.F. ?

De plus, l'entreprise Calberson est installée dans le XVII^e arrondissement. Les autres entreprises lui envient un site qui doit être préservé, préservation qui dépend du Gouvernement. Mme Lienemann affirme, je l'ai encore entendu tout à l'heure, vouloir lutter contre la spéculation immobilière. Ce site est l'objet, vous vous en doutez bien, de convoitises ! La Sernam a déjà déménagé. On veut maintenant chasser Calberson du XVII^e arrondissement pour construire, à la place, des logements de luxe.

Vous nous précisez tout à l'heure que ce site était dans une zone réservée aux activités. Mais, au fur et à mesure que le temps passe, nous le voyons bien, les déménagements qui ont lieu dans Paris laissent place à la spéculation immobilière. Vous ne pouvez pas laisser faire, madame le ministre.

Sinon, lutte pour l'emploi et lutte contre la spéculation ne resteront qu'à l'état de promesses du gouvernement de M. Bérégovoy ; je n'ose l'envisager.

Par conséquent, je vous propose l'étude d'un plan à soumettre à vos services, à la direction de l'entreprise Calberson et aux organisations syndicales. Madame le ministre, je vous suggère de convoquer une première réunion au ministère dès la semaine prochaine et, dans cette attente, d'annuler tous les licenciements et de maintenir le site actuel.

Ce plan comporte quatre points.

Premièrement, doivent participer à ce plan à la fois l'Etat et des actionnaires, qui ont déjà réalisé beaucoup de profits ces dernières années, et ce en liaison avec le plan gouvernemental rail, routes et fleuves. La région d'Ile-de-France, qui possède beaucoup d'atouts, pourrait, dans un premier temps et sur le site actuel disponible, diriger la réflexion.

Deuxièmement, des moyens nouveaux de contrainte doivent être recherchés pour recouvrir des créances qui s'élèvent, à ce jour, à un demi-milliard de francs.

Troisièmement, une organisation nouvelle s'impose, avec suppression progressive de la sous-traitance et de l'intérim. Il serait en effet scandaleux qu'après les licenciements la direction de Calberson fasse appel à l'intérim !

Quatrièmement, sur le plan financier, ce sont plusieurs millions de francs qui pourraient être versés sous forme de redevances au groupe grâce à des responsabilités nouvelles.

En tout cas, ce n'est pas avec des solutions de caractère européen que nous réussirons. Laissez-moi vous dire que l'entreprise Calberson connaît le prix de telles opérations. Par exemple, l'opération avec Ludwig Hermann lui a coûté, en 1990, 100 millions de francs de déficit !

Je propose enfin que l'Etat s'engage financièrement.

Depuis 1990, vous avez apporté aux pays de l'Est 50 milliards de francs d'aide au titre de l'assistance technique et de la modernisation des outils de production. C'était effectivement indispensable, mais il faudrait aussi consacrer de l'argent à la modernisation de Calberson et à la définition de ce qui constitue, j'en suis persuadée, l'avenir du transport des marchandises en France : la coordination efficace et rentable de la route, du rail et de l'eau.

Ce ne sera pas une aide à fonds perdus, car il s'agit de soutenir une politique d'avenir, dont Calberson peut devenir le précurseur, le vecteur, comme il fut hier le pionnier de la livraison express.

RÉÉVALUATION DU POUVOIR D'ACHAT DES HANDICAPÉS

M. le président. Mme Marie-Claude Beaudeau attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux handicapés sur la nécessité de réévaluer le pouvoir d'achat des handicapés.

Elle lui demande quelles mesures il envisage en faveur d'une réévaluation immédiate de 8 p. 100 de l'allocation aux adultes handicapés - en vue de la porter à 80 p. 100 du S.M.I.C. - ainsi que d'une réévaluation de l'allocation compensatrice pour tierce personne.

Elle lui demande quelles mesures il envisage pour une révision complète de l'allocation d'éducation spéciale destinée à compenser les surcoûts correspondant à l'éducation d'un enfant handicapé.

Elle lui demande enfin quelles mesures il envisage en faveur de la création de nouveaux établissements et services pour accueillir, aider, soigner, éduquer les handicapés. (N° 417.)

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration. Madame le sénateur, M. Gillibert, absent de Paris, m'a demandé de le remplacer, ce que je fais avec d'autant plus de plaisir que la politique du handicap est dans mes compétences ministérielles et constitue, pour moi, une priorité.

Etre handicapé coûte cher. Rendre son logement accessible, utiliser des moyens de transport accessibles ou faire équiper son véhicule, se procurer les aides techniques indispensables, rémunérer la tierce personne : voilà autant d'aspects de la vie quotidienne des handicapés dont M. Michel Gillibert a fait des axes de son action.

Le budget de l'Etat pour les personnes handicapées est le premier au monde. Vous savez l'effort sans précédent qui a été fait à la demande des associations, des élus et, notam-

ment, à votre demande : 14 400 places dans les centres d'aide par le travail et les ateliers protégés, ainsi que 5 000 places en maison d'accueil spécialisées.

Cet effort se prolonge, car les parents, qui attendent depuis trop longtemps, souffrent et le Gouvernement auquel j'ai l'honneur d'appartenir poursuit la tâche amorcée par ceux qui l'ont précédé, en vue d'une plus grande justice.

J'ai parlé, il y a un instant, de logement accessible. La grande loi sur l'accessibilité, que vous avez votée, a constitué une innovation majeure. Elle répond à une nécessité et représente un investissement important.

En ce qui concerne l'accessibilité des moyens de transport, nous venons de conclure avec Renault-Véhicules industriels un accord portant sur la construction d'un autobus à plancher bas. Ainsi, sur ce point, il n'y aura plus de discrimination. Le premier autobus sortira en 1993 et, en 1995, ce modèle sera généralisé. Cette innovation, qui a fait l'unanimité de tous les élus rencontrés, suppose, en dehors du financement de Renault, un effort important de la part de tous les partenaires.

En ce qui concerne les aides techniques, une baisse de la T.V.A. a été décidée, fixant le taux à 5,5 p. 100. S'agissant des ressources, il est vrai qu'il faut tenir compte de l'environnement des personnes handicapées, que soient attribuées l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation compensatrice ou d'autres allocations. Mais il faut aussi prendre en considération la situation sociale de la personne handicapée.

Sur ce point aussi, nous essayons de trouver le meilleur moyen d'établir la justice. Les associations partagent ce point de vue. D'autres possibilités existent dans le cadre de la nouvelle loi ; elles peuvent avoir autant de poids que certains pourcentages de revalorisation.

La revalorisation actuelle a été fixée à 1 p. 100 au 1^{er} janvier et à 1,8 p. 100 au 1^{er} juillet. Ces taux sont identiques à ceux qui ont été fixés pour les autres prestations sociales.

Vous serez d'accord avec moi, je pense, madame le sénateur, pour considérer que la vraie réponse est une politique globale du handicap, c'est-à-dire une politique d'intégration, c'est celle que nous nous efforçons de mettre en œuvre.

Nous devons agir dans tous les domaines de la vie quotidienne : à l'école, nous l'avons fait et nous continuerons ; à l'université, nous le faisons, et nous allons organiser, les 19 et 20 juin, des « assises des étudiants différents », sous la présidence du Président de la République ; nous le faisons enfin en matière de formation professionnelle, domaine dans lequel nous entreprenons de répondre à l'urgence.

Nous n'oublions pas non plus ce qui fait l'équilibre de l'homme : la culture, le sport et les loisirs, auxquels les handicapés, comme tout un chacun, ont droit.

S'agissant des moyens financiers, je rappellerai quelques initiatives importantes.

Outre la création de places en établissement, action qui sera poursuivie dans le nouveau plan pluriannuel actuellement en cours d'étude, je mentionnerai la création d'un troisième complément d'allocation d'éducation spéciale, destiné aux parents qui, pour s'occuper d'un enfant très lourdement handicapé, préfèrent suspendre leur activité professionnelle.

On peut également évoquer le supplément accordé sur la ligne budgétaire des auxiliaires de vie et représentant 25 p. 100 des crédits déjà inscrits. J'attends que les conseils généraux nous suivent dans cette action déterminante pour le maintien à domicile.

Je crois, madame le sénateur, qu'il n'est pas besoin de prolonger la description de ce bilan pour vous faire mesurer l'ampleur de ce qui a été réalisé et vous permettre d'apprécier les défis qu'il nous reste à relever pour assurer encore plus efficacement l'intégration des handicapés.

De cette exigence de solidarité, je suis particulièrement conscient, et je me félicite de la constante attention que le Sénat accorde, depuis de nombreuses années, à ce problème.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Monsieur le ministre, à vous entendre, je ne suis pas étonnée que, le samedi 4 avril dernier, 20 000 handicapés soient à nouveau venus manifester à Paris.

J'ai noté, comme vous avez d'ailleurs pu le faire vous-même, parmi les revendications exprimées lors de cette nouvelle marche, des formules comme celle-ci : « Toutes nos allocations, elles s'usent, toutes nos allocations avancent à

reculons ! » Voilà qui résume parfaitement la réalité et explique le contenu des 120 000 pétitions remises à M. Béré-govoy.

Si l'on en croit le sondage réalisé par l'association des paralysés de France, 64 p. 100 des handicapés estiment que leur situation ne s'est pas améliorée et 31 p. 100 d'entre eux jugent même qu'elle s'est détériorée. En écoutant votre réponse, monsieur le ministre, j'ai mieux compris pourquoi, selon ce même sondage, 83 p. 100 des handicapés estiment que, si des améliorations sont parfois apparues, elles sont dues au travail des associations, alors que seulement 3 p. 100 d'entre eux font confiance au Gouvernement pour redresser la situation.

Pourquoi une telle sévérité dans le jugement ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Après avoir représenté 52 p. 100 du S.M.I.C. brut en 1980, puis, du fait d'une revalorisation importante, 63 p. 100 en 1982, l'allocation aux adultes handicapés est retombée aujourd'hui à 54 p. 100 du S.M.I.C. brut.

Les handicapés ont raison : l'allocation avance bien à reculons !

Un handicapé ne travaillant pas doit vivre avec 3 035 francs par mois. Cela permet seulement de survivre ! C'était d'ailleurs aussi l'un des mots d'ordre de la manifestation du 4 avril.

Vous connaissez notre proposition, mais je tiens à vous en rappeler la teneur.

L'objectif de 80 p. 100 du S.M.I.C. doit être atteint, mais il faut procéder à une revalorisation immédiate de 8 p. 100.

Nous pensons que deux mesures doivent accompagner cette revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés, une indexation et l'interdiction de toute dérogation dans ce domaine, car, depuis plusieurs années, le Gouvernement ne se prive pas d'en décider.

Nous estimons aussi que l'allocation compensatrice pour tierce personne devrait être portée au niveau de l'allocation tierce personne de la sécurité sociale et qu'elle doit être intégrée au S.M.I.C.

Selon nous, l'allocation d'éducation spéciale doit également être revalorisée. En outre, l'attribution du troisième complément doit être étendue aux milliers de familles qui gardent chez elles un enfant handicapé profond, mais qui sont aujourd'hui exclues du bénéfice de cette aide.

En ce qui concerne les handicapés salariés, nous proposons l'application des règles communes de rémunération pour les travailleurs handicapés en milieu ordinaire.

Quant à ceux qui sont placés en milieu protégé, ils doivent, selon nous, recevoir au minimum un revenu égal au S.M.I.C.

Ces mesures, que nous avons souvent proposées au Sénat, notamment lors de la discussion budgétaire, représentent globalement, d'après un calcul que nous avons fait et qui a été confirmé par les associations, une dépense de l'ordre de 15 milliards à 20 milliards de francs. Voilà ce que nous voulons que l'Etat consacre au million de nos concitoyens handicapés, qui ont droit, monsieur le ministre, à un niveau de vie décent, à un pouvoir d'achat suffisant et à la dignité que la société doit à tous.

Enfin, monsieur le ministre, vous ne m'avez pas répondu au sujet des mesures de création de nouveaux établissements destinés à accueillir, aider, soigner et éduquer les handicapés. Certes, on nous a annoncé le plan de trois ans et vous nous avez fait part tout à l'heure de quelques décisions, mais je voudrais insister sur l'urgence de certaines mesures.

En effet, les listes d'attente d'enfants et d'adultes souhaitant être accueillis dans des établissements s'allongent.

Une revalorisation des prix de journée des établissements est par ailleurs indispensable. La modernisation des établissements existants doit être envisagée, parallèlement à l'application des progrès technologiques aux établissements qu'il faut construire.

Avant de conclure, je dirai que la loi d'orientation en faveur des handicapés votée en 1975 a constitué, à nos yeux comme aux yeux de beaucoup d'autres, une reconnaissance solennelle de droits, un progrès humain et, en quelque sorte, l'ébauche d'un statut social. Cette loi engageait l'Etat par une prise en charge collective et solidaire. Une réelle égalité entre les citoyens, légitimement exigée par les handicapés, pourrait donc devenir, plus qu'une simple phrase dans la Constitution, une réalité.

Cette loi a, toutefois, vite révélé ses insuffisances, voire, parfois, ses effets pervers ; elle a fait l'objet de nombreuses critiques, tandis que se sont multipliés les appels de l'A.R.C. - l'Association de recherche contre le cancer - et les « téléthons ».

Avec la crise et la réduction des moyens financiers, cette loi est apparue comme l'achèvement d'un long parcours, au lieu du point de départ que nous y voyions.

Des déclarations de M. Gillibert, nous avons retenu qu'un nouveau texte serait discuté en 1992. Or, dix-sept ans après la promulgation de la loi de 1975, la situation des handicapés en matière d'emploi, de formation, de conditions de vie et de niveau de vie reste toujours aussi préoccupante ; dans certains domaines - ce sont les handicapés et leurs associations qui le disent - elle s'est même aggravée.

Nous ne pouvons pas attendre une nouvelle loi, monsieur le ministre, pour que soit revalorisé un pouvoir d'achat en forte baisse. Il est possible de prendre tout de suite une telle mesure, indépendamment de la démarche globale que nous appelons par ailleurs de nos vœux.

Telle est l'attente des handicapés. Ils l'ont démontré en n'hésitant pas à descendre dans la rue pour défendre leurs droits de citoyens et pour manifester leur volonté d'obtenir les moyens de vivre dans la dignité. Le Gouvernement doit en tenir compte, monsieur le ministre.

AVENIR DU SERVICE PUBLIC DE LA POSTE EN MILIEU RURAL

M. le président. M. Henri Collette appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur les inquiétudes légitimes des personnels de La Poste devant les informations multiples et contradictoires actuellement diffusées quant à leur avenir et celui de cette institution, entre le nécessaire maintien d'une activité en milieu rural et les contraintes économiques nouvelles liées à la réforme du statut de La Poste.

Il lui demande donc s'il peut informer le Parlement des perspectives d'avenir de La Poste et de ses personnels, auxquels les maires et les communes sont particulièrement attachés, dans le cadre du maintien et du développement des services et de la qualité de la vie en milieu rural. (N° 420.)

La parole est à M. le ministre.

M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique. Monsieur le sénateur, M. Emile Zuccarelli, retenu aujourd'hui dans sa commune de Bastia par les suites du drame de Furiani, m'a chargé de répondre à votre question concernant la présence des services postaux en milieu rural et les inquiétudes des usagers, des élus et des personnels.

S'agissant d'un sujet dont j'ai eu à connaître voilà quelque temps, je me fais un plaisir de vous répondre à la place de M. Zuccarelli.

La poste joue, en milieu rural, un rôle fondamental. Le Gouvernement est naturellement attaché à ce que le service public maintienne cette présence sur l'ensemble du territoire.

Cette politique doit être appliquée dans le prolongement des propositions du rapport de votre collègue M. Delfau, reprises dans les textes qui ont créé l'exploitant public La Poste, le 1^{er} janvier 1991.

Ainsi, La Poste est amenée à optimiser sa présence en zone rurale en fonction de l'évolution du trafic postal et de la demande de services financiers, en contribuant à la politique d'aménagement de l'espace rural. Ces adaptations s'effectuent dans le cadre des schémas départementaux de présence postale après qu'une large concertation a eu lieu au sein des conseils postaux locaux créés par la loi du 2 juillet 1990 et par le cahier des charges de La Poste. La mise en place dans chaque département de commissions de concertation présidées par les chefs de service permettra une association plus étroite encore des élus locaux aux décisions.

Les objectifs sont clairs : il s'agit d'améliorer la connaissance des besoins des populations rurales, de relancer la diversification des services de La Poste, d'impliquer les élus dans son fonctionnement, de moderniser les équipements des bureaux et de déconcentrer la gestion quotidienne au profit des établissements.

L'équipement de plus de 3 300 bureaux ruraux en micro-ordinateurs et de 750 bureaux en télécopieurs montre bien toute l'attention portée par le service public à la dynamisation des zones rurales.

Parallèlement, les pratiques de polyvalence des bureaux ruraux seront développées.

Le contrat de plan entre l'Etat et La Poste, signé le 9 janvier 1992, a permis de formaliser les objectifs fixés à l'exploitant public pour quatre ans.

L'élaboration de ce document a donné lieu à un travail approfondi entre l'Etat et l'ensemble des interlocuteurs responsables avec lui de l'avenir de La Poste, à savoir la commission supérieure du service public, à laquelle participent des parlementaires, le conseil d'administration de l'exploitant et les organisations syndicales.

Dans ce contrat de plan, l'accent a été particulièrement mis sur la présence postale en milieu rural.

En outre, la mise en œuvre de la réforme des services postaux a conduit à une politique active de déconcentration visant à une plus grande autonomie des services départementaux. Cette déconcentration améliore la prise en compte des besoins des usagers, tout particulièrement en zone rurale.

Le monde rural constitue un atout pour la France de demain. La Poste maintiendra donc sa présence et, dans la mesure de ses possibilités, participera à la revitalisation du milieu rural, conformément aux objectifs fixés lors de la réforme des P.T.T. et qui ont été largement débattus au sein de votre assemblée.

M. le président. La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Monsieur le ministre, je suis maire d'une petite commune de 1 400 habitants, située dans le Pas-de-Calais ; c'est ce que l'on peut appeler un faux chef-lieu de canton qui compte cependant un bureau de poste et sept facteurs. Mon département comprend 896 communes, réparties sur un territoire très vaste et regroupant une population de 1,4 million d'habitants. Or cette population s'inquiète des menaces de fermeture qui pèsent sur de nombreux bureaux de poste ruraux.

Ces bureaux jouent pourtant un rôle primordial, notamment auprès des personnes âgées, en leur évitant d'avoir à se déplacer parfois très loin pour effectuer les formalités qu'elles ont à accomplir, ce qui leur est souvent très difficile, faute de moyens de transport.

Ceux qui travaillent à La Poste et qui ont acheté une maison dans un des villages concernés, pensant y faire carrière, s'inquiètent également.

Des maires viennent me voir pour me dire : « On ne va quand même pas fermer les bureaux de poste ! Ce n'est pas possible ! On ne le veut pas ! Pourquoi fait-on cela ? »

Le Gouvernement parle souvent de ruralité, de maintien de la vie dans les campagnes. Face à la disparition, dans nos petits villages, de tant de commerces, d'écoles, le maintien du bureau de poste reste un signe d'attachement des habitants à leur terroir.

Par ailleurs, la proximité du tunnel sous la Manche entraînera, nous l'espérons, un développement de population important, qui ne fera qu'accroître la nécessité des services postaux.

La semaine dernière, lors d'une réunion du conseil général du Pas-de-Calais, le directeur concerné des postes a déclaré - à notre satisfaction - qu'il n'y aurait pas de fermetures de bureau de poste dans le département. Cela nous a réconfortés ; mais nous aimerions obtenir confirmation de votre part, monsieur le ministre.

SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE DES RÉGIONS PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR ET LANGUEDOC - ROUSSILLON

M. le président. M. Louis Minetti attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique sur les risques liés à la sécurité et à la protection civile des deux régions Provence - Alpes - Côte d'Azur et Languedoc - Roussillon.

Une première réponse à sa question en date du 6 juin 1991 ne comportait que des chiffres concernant uniquement les risques liés aux incendies de forêts.

Dans une deuxième réponse à sa question en date du 24 octobre 1991, aucun élément complémentaire n'a été apporté sur les autres risques.

Or, la défense civile comporte divers aspects :

- la protection des villes (biens, explosions, noyades, risques industriels, naturels) ;

- les incendies bien entendu, mais aussi les risques nucléaires, d'aviation (aéroports) ;
- la sécurité des personnes (police, gendarmerie, C.R.S.), l'ensemble des corps liés à la protection civile (pompiers, etc.).

Il lui demande précisément combien l'Etat a dépensé, dans la dernière année de référence, pour tous les risques énumérés et s'il peut lui apporter des éléments chiffrés bien concrets sur ces questions. (N° 415.)

La parole est à M. le ministre.

M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique. Monsieur le président, permettez-moi d'ajouter un mot à propos de la question précédente.

La situation que j'occupe au Gouvernement ne me permet pas, bien entendu, de répondre, de façon précise à M. Collette, mais je transmettrai ses propos à M. Zucarelli.

Je comprends bien sa préoccupation, mais j'analyse tout aussi bien le dispositif qui est en place actuellement et que j'ai contribué à créer voilà un an et demi. J'ai confiance dans ce système, qui permet d'examiner au plus près les besoins de chaque département, en concertation avec les élus.

J'en viens à la question de M. Minetti.

Cette question s'inscrit dans le prolongement d'autres questions qu'il a posées par écrit à mon prédécesseur, les 6 juin et 24 octobre 1991.

Il semble, monsieur le sénateur, que les réponses qui vous ont été faites ne vous ont pas satisfait. Cela ne me surprend pas, car vous souhaitiez et souhaitez encore que l'on définitive, outre le coût des risques liés aux incendies de forêt, celui de toutes les actions de l'Etat qui concourent à la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre l'ensemble des risques que vous évoquez.

Votre question aborde tout à la fois la sécurité dans les villes, la protection contre les risques nucléaires, industriels, naturels, les interventions en cas de noyade, d'explosion, etc. Tous ces événements redoutés impliquent des mesures de prévention et d'intervention dont le coût financier relève de multiples acteurs.

Les collectivités locales, les départements et les communes financent les services d'incendies et de secours, tant en personnel qu'en moyens matériels. C'est ce que prévoient les dispositions de la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection des centres d'incendie et à la prévention des risques naturels.

Les entreprises qui exercent des activités générant des risques particuliers - E.D.F. pour les centrales nucléaires par exemple - se voient imposer un certain nombre de normes et d'obligations en matière de sécurité. Je rappelle que ces entreprises à risque sont tenues de préparer des plans d'opérations internes prévus par la circulaire Seveso, qui date de 1982.

L'Etat intervient dans le dispositif de sécurité et de protection avec des moyens spécialisés nationaux regroupés au sein des différentes branches constitutives de la sécurité-civile.

Il est vrai que les forces de police et de gendarmerie, tout comme les C.R.S., peuvent agir naturellement dans le cas d'événements graves et dans le cadre d'opérations d'assistance aux personnes : je pense aux interventions lors d'accidents de voiture ou à la surveillance des plages en été.

Il faut savoir que le coût de ce type d'intervention n'est pas comptabilisé à part dans les budgets de l'Etat et des ministères concernés.

Même si des éléments de réponse vous ont déjà été fournis, vous m'excuserez d'insister particulièrement sur la lutte contre les incendies de forêt, domaine sensible à cette époque de l'année, je le sais, pour un élu d'un département particulièrement concerné.

J'observe que ce problème est le seul qui soit vraiment identifiable au niveau budgétaire. Le budget qui y est consacré est suffisamment important pour que je vous communique les chiffres de 1991, ce qui, je l'espère, répondra en partie à votre question et illustrera mes propos.

En 1991, le coût total des moyens mobilisés dans le cadre de la lutte contre les risques liés aux incendies de forêt a été de l'ordre de 1 250 millions de francs, dont 713 millions de francs incombent à l'Etat et 536 millions de francs aux collectivités territoriales, en ce qui concerne tant la prévention que la lutte effectuée contre les incendies. Ces éléments, donnent la dimension de l'engagement de l'Etat.

Cet effort sera renforcé par l'acquisition de 12 avions Canadair de la nouvelle génération pour un coût de 1,5 milliard de francs.

Voilà, monsieur le sénateur, quelques éléments d'information complémentaires. Cependant, je vous le rappelle, la question que vous avez posée, maintenant à trois reprises, ne peut recevoir de réponse précise pour les raisons que j'ai indiquées et, notamment, parce que le budget de l'Etat ne permet pas une appréciation fine de tous les éléments pour lesquels vous avez souhaité obtenir des données chiffrées.

M. le président. La parole est à M. Minetti.

M. Louis Minetti. Effectivement, votre prédécesseur, monsieur le ministre, voilà un peu plus d'un an, m'a fourni des détails extrêmement précis sur la lutte et la prévention contre les incendies.

Cependant, j'ai eu l'impression de ne pas avoir été compris par le ministère de l'intérieur, d'où mon insistance. Vous venez de répéter qu'il est difficile de fournir des précisions détaillées sur le sujet.

J'ai parlé de deux régions ; j'aurais pu y joindre la Corse. Après le drame de Furiani - j'en parle bien qu'il ne s'agisse pas d'un problème identique à ceux que j'ai évoqués - on a reproché au préfet de s'être préoccupé plus de la sécurité au sens classique du terme que de la solidité de la fameuse tribune, ce qui prouve bien que la sécurité est au cœur des préoccupations de tous, y compris des fonctionnaires.

Les deux régions que j'ai citées dans ma question sont particulièrement sensibles à des risques particuliers.

Une première série de risques découle de la présence de raffineries, de centrales nucléaires, de grands aéroports.

Une deuxième série de risques est liée aux incendies des espaces forestiers ruraux ; ils ne font pas l'objet de ma question aujourd'hui, puisque j'ai eu satisfaction pour l'essentiel.

La troisième série de risques est inhérente au développement du tourisme. Pendant trois ou quatre mois de l'année, l'afflux de population est tel que les problèmes de sécurité sont multipliés par dix, par vingt, par cent...

En tout cas, moi qui vis dans cette région l'été, je suis à tout instant préoccupé par l'insécurité qui y règne à tous les niveaux : sur les autoroutes, en raison de la multiplication du nombre de voitures, en mer, en montagne...

Enfin, une dernière série de risques doit retenir notre attention.

Dans nos belles régions, nous voyons affluer des gens convenables, c'est vrai, mais l'attrait de la Méditerranée, des festivals, des fêtes d'été, nous envoie aussi des gens bien moins intéressants. Je sais que tous les services de sécurité, au sens large du terme, éprouvent beaucoup d'inquiétude à cet égard et souhaiteraient disposer de moyens supplémentaires.

D'où ma question : combien l'Etat consacre-t-il à l'ensemble de ces problèmes en dehors des aspects forestiers ? Je comprends que ce ne soit pas facilement identifiable dans le budget de l'Etat.

Mais, à partir des précisions que je viens d'apporter, vous pourriez peut-être, par écrit, me fournir des indications qui me permettraient au moins de savoir de quelle façon sont traitées les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon et la Corse - par rapport à d'autres régions de France.

Monsieur le ministre, je vous fais un aveu : dans ma région, certaines personnes ne partent pas en vacances en été parce qu'elles ont peur de retrouver leur maison vide à leur retour. Cela doit nous interpeller, même s'il ne s'agit là que d'un aspect du problème.

Je souhaiterais donc connaître le montant des crédits que l'Etat consacre à la sécurité, je pourrais ainsi me faire une idée. Je suis d'ailleurs prêt à donner mon avis sur les chiffres que vous pourriez me fournir. Ainsi, ensemble nous pourrions progresser sur les problèmes de sécurité que j'ai évoqués.

Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique. Monsieur le sénateur, nous allons, je le crains, continuer à échanger des lettres, des questions et des réponses pendant encore longtemps si nous en restons, fina-

lement, à la surface des choses. Cela ne signifie pas que votre propos était superficiel, mais à trop regarder le thermomètre, on oublie la température et les raisons pour lesquelles elle monte.

Le thermomètre que vous souhaitez ne peut exister. En effet, cela reviendrait à faire une analyse très fouillée et, permettez-moi de vous le dire, finalement inutile. L'étude à laquelle vous songez devrait être effectuée non seulement dans votre département et votre région, mais dans l'ensemble du pays.

A quoi servirait-il que je vous dise que l'Etat consacre, par exemple, 2 ou 3 milliards de francs ? Je ne connais pas le chiffre - d'ailleurs personne ne le connaît, car il n'a pas paru utile de le calculer.

A quoi bon comparer les régions entre elles ? Qu'en retirerions-nous ?

Vous avez fort bien décrit la réalité. En matière de sécurité, différents problèmes se posent effectivement.

Vous avez évoqué les problèmes rencontrés pendant les périodes de vacances, et qui sont liés à la délinquance. Vous avez aussi évoqué les accidents de la route. Vous admettez qu'il ne s'agit pas de la même chose, même si, parfois, certains parlent de « délinquance routière ». Je citerai aussi l'insécurité liée aux phénomènes naturels, notamment les incendies de forêts.

Il s'agit là de problèmes réels. Des réponses sont apportées par l'Etat, mais aussi par les autres partenaires. Toutes ces actions ont un coût. Quel serait l'intérêt d'additionner tous les chiffres ?

Nous savons très bien qu'il n'y a pas de commune mesure entre les crédits consacrés par l'Etat à la sécurité d'une façon générale dans votre département et votre région, notamment en période d'été, et ceux qui sont affectés à des départements plus tranquilles et moins sujets à la délinquance ou aux problèmes liés à l'environnement et aux difficultés naturelles.

Encore une fois, intéressons-nous non pas au thermomètre, mais aux causes des difficultés rencontrées.

S'agissant de la sécurité civile proprement dite, notamment des incendies de forêts, je vous ai répondu.

Quelle réponse apportons-nous au problème de la délinquance ?

Hier, dans cet hémicycle, en répondant à certains de vos collègues, j'ai cité le plan que le Gouvernement vient d'élaborer et que j'ai moi-même présenté au dernier conseil des ministres.

Nous allons répondre de façon adaptée aux situations. Si vous étiez présent hier, vous avez entendu mes explications sur la mise en place par les préfets, en liaison avec les partenaires que sont les élus, les entreprises, les organismes de logement social, des projets locaux de sécurité qui définiront les objectifs, les responsabilités et les moyens.

L'Etat a dégagé des moyens supplémentaires pour la police nationale. Ils seront distribués en fonction des débats qui auront lieu au sein des instances qui mettront au point ces projets locaux de sécurité.

Bien entendu, l'Etat espère - je l'ai dit et je le répéterai - que là où il fait un effort - et il en fera - ses partenaires en fassent aussi, pour que la sécurité de nos concitoyens soit mieux assurée, dans votre belle région, en été et le reste de l'année, mais aussi dans l'ensemble du pays.

M. Louis Minetti. Je m'intéresse au thermomètre, mais aussi à la température !

FINANCEMENT DE LA PRÉSERVATION, DE LA RESTAURATION ET DU REBOISEMENT DES ESPACES FORESTIERS ET RURAUX MÉDITERRANÉENS

M. le président. M. Louis Minetti s'étonne de l'immobilisme de M. le ministre du budget pour abonder le financement de la préservation, de la restauration et du reboisement des espaces forestiers et ruraux méditerranéens.

Pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il opposé l'article 40 de la Constitution à ses propositions tendant à dégager des moyens financiers pour les opérations concrètes signalées au premier paragraphe de cette question orale sans débat ?

M. le ministre du budget, lors du débat budgétaire en séance du 21 novembre 1991, avait affirmé : « Faites d'abord adopter votre amendement, nous verrons ensuite. »

Est-il prêt à la transparence et à indiquer comment fonctionnent la taxe de publicité foncière, les taxes annexes sur les transactions foncières et immobilières, quel est leur rapport, à quoi elles sont affectées, comment on pourrait les augmenter, tout cela pour trois régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Corse ?

Peut-il, dans la phase actuelle de préparation du budget 1993, indiquer comment il envisage d'augmenter de manière significative, à hauteur des nécessités, les crédits pour la préservation, la restauration, le reboisement des espaces forestiers et ruraux méditerranéens en utilisant mieux le budget général de l'Etat, voire en augmentant et en attribuant mieux des taxes destinées, dans le Midi, aux missions énoncées plus haut ? (N° 425.)

La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures. Monsieur le sénateur, je vous prie tout d'abord d'excuser l'absence de M. Charasse, qui m'a demandé de répondre à sa place.

Vous avez évoqué les problèmes du financement de la préservation, de la restauration et du reboisement des espaces forestiers et ruraux méditerranéens.

Tout d'abord, vous reprochez au Gouvernement d'avoir opposé l'article 40 de la Constitution à vos propositions de financement. Ensuite, vous souhaitez connaître comment fonctionnent les taxes sur les transactions immobilières. Enfin, vous vous interrogez sur la volonté de l'Etat de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour la protection et la conservation de la forêt méditerranéenne.

Sur le premier point, vous évoquez la discussion qui est intervenue lors du débat budgétaire à l'automne dernier.

Je voudrais vous rappeler que l'article 40 de la Constitution prévoit que les amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique.

Lors du débat budgétaire, vous avez demandé à M. le ministre du budget de déposer un amendement visant à augmenter les taxes liées aux transactions immobilières, et de créer une taxe spécifique ou d'augmenter celles qui existent sur les bateaux de plaisance de haut standing.

Il vous a alors été répondu que le groupe communiste était libre de déposer un amendement visant à augmenter des taxes puisque, dans ce cas, l'article 40 de la Constitution ne s'applique pas. Je vous invite à cet égard à vous reporter au compte rendu publié au *Journal officiel* du 22 novembre 1991, page 3946.

L'article 40 ne vous a donc pas été opposé puisque, à ce jour, vous n'avez déposé aucun amendement.

Sur le deuxième point, je vous précise que les mutations à titre onéreux de biens immobiliers sont soumises à un droit d'enregistrement perçu pour le compte des départements, dont le taux varie selon la nature des biens, et à des taxes additionnelles régionale et communale perçues pour le compte de ces collectivités ou du fonds de péréquation départemental.

Les droits départementaux sont perçus pour le compte des départements depuis 1984 et 1985. La fixation de leurs taux, en fonction de certaines limites, relève de la seule compétence des conseils généraux.

Quant aux taxes additionnelles régionale et communale, elles sont perçues au profit des régions et des communes à un taux limité à 1,60 p. 100 en ce qui concerne les régions et à 1,20 p. 100 pour les communes.

Pour l'année 1990, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2 430 millions de francs ont été perçus au titre de la taxe départementale et 544 millions de francs au titre des taxes additionnelles régionales. Les communes de cette région ont, quant à elles, perçues 408 millions de francs de taxes additionnelles.

Dans la région Languedoc-Roussillon, les sommes s'élèvent respectivement à 727 millions de francs au titre de la taxe départementale, à 157 millions de francs au titre de la taxe additionnelle régionale et à 118 millions de francs pour les taxes additionnelles communales.

Enfin, pour la Corse, les chiffres correspondants atteignent 65 millions de francs au titre de la taxe départementale, 13 millions de francs pour la taxe régionale et 10 millions de francs pour la taxe communale.

S'agissant des taxes sur les immeubles d'habitation, dont vous souhaitez éventuellement l'augmentation, le Gouvernement s'efforce de les réduire pour faciliter la mobilité des personnes et des biens dans une économie où les contraintes de changement sont de plus en plus fortes.

L'article 102 de la loi de finances de 1992 a ainsi poursuivi et accentué le plafonnement entrepris dans le cadre de la loi de finances de 1991 du tarif applicable aux acquisitions de cette dernière catégorie de biens, afin que celui-ci soit ramené de 6,50 p. 100 à 5 p. 100 au cours de la période 1991-1995.

Enfin, vous vous êtes interrogé sur la volonté de l'Etat de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour la protection et la conservation de la forêt.

En premier lieu, je tiens à souligner que les trois quarts des superficies forestières en région méditerranéenne appartiennent à des propriétaires privés. Aussi, il ne m'apparaît pas souhaitable que l'Etat se substitue de manière systématique aux obligations desdits propriétaires.

En second lieu, les moyens consacrés par l'Etat à l'entretien, à la restauration et à la lutte contre les incendies dans les zones à risques sont en constante progression depuis plusieurs années.

Pour la prévention, ils s'élevaient à 311,8 millions de francs en 1988 ; ils atteignent 351,1 millions de francs en 1991, soit une augmentation de 12,6 p. 100.

En matière de lutte contre l'incendie, cette augmentation est encore plus significative puisque les dépenses de l'Etat sont passées de 248 millions de francs en 1988 à 431 millions de francs en 1991, soit une hausse de 76,6 p. 100. L'accroissement du nombre des sinistres dans la forêt méditerranéenne est donc bien pris en compte.

En outre, je rappelle que l'Etat a décidé le renouvellement de la flotte de Canadair, ce qui représente une charge, pour la collectivité, de 2 milliards de francs. Cela a été mentionné tout à l'heure.

L'augmentation de ces moyens depuis 1988 a permis de financer, notamment, les mesures suivantes : 60 patrouilles de surveillance supplémentaires ont été mises en place - 87 l'avaient été en 1988 et 147 en 1991 ; les patrouilles de première intervention, qui constituent l'un des éléments de lutte très efficace contre les incendies, sont passées de 206 en 1988 à 327 en 1991 ; les subventions de l'Etat pour travaux après incendies augmentent de 36,7 p. 100 au cours de la période ; les crédits consacrés au conservatoire de la forêt méditerranéenne ont été reconduits tous les ans, alors que le produit de la taxe sur les briquets et allumettes, qui doit en principe financer cette dépense, n'atteint pas le niveau de la dotation ouverte chaque année en loi de finances.

L'ensemble de ces éléments témoignent, je crois, monsieur le sénateur, de la volonté du Gouvernement de maintenir l'effort pour la préservation des espaces en région méditerranéenne.

M. le président. La parole est à M. Minetti.

M. Louis Minetti. Madame le secrétaire d'Etat, ne le prenez pas mal, mais j'aurais souhaité que M. Charasse soit présent, car il s'agit d'un débat que j'ai avec lui depuis plusieurs années. Mais je sais que vous lui transmettez mes propos.

L'article 40 de la Constitution a été opposé à mes propositions lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1992. Il l'avait déjà été à l'occasion de la discussion du budget de 1991. Voilà huit jours, il a encore été opposé à un amendement déposé par les sénateurs du Midi lors de l'examen du projet de loi tendant à modifier le code forestier. Je connais, je crois, la Constitution.

Mais il faut discuter du fond.

« Faites d'abord adopter votre amendement, nous verrons ensuite ! », m'avait répondu M. le ministre du budget en séance publique.

Alors que le Gouvernement prépare actuellement le budget pour 1993, que propose M. le ministre du budget pour résoudre les problèmes ?

Je tiens à m'inscrire en faux contre l'affirmation que vous venez de formuler, madame le secrétaire d'Etat, au nom de M. le ministre du budget, selon laquelle les dépenses pour la lutte contre les incendies seraient en constante progression.

Sans doute peut-on avancer de tels chiffres ; mais j'ajouterai aussitôt : nous assistons en même temps, et cela depuis trente ans, à une constante progression des incendies, de la terre brûlée et à un constant recul des forêts. Nous faisons moins bien que nos grands-pères dans ce domaine !

Il nous faut donc réagir. Et je n'ai pas, en déposant un amendement de caractère financier, voulu taxer les briquets et les allumettes - on se moque un peu de nous lorsque nous nous contentons de suggérer cette façon de faire - j'ai parlé d'autre chose, d'autres taxes, qu'il faudrait augmenter ou créer.

Vous venez de donner des précisions sur leur rapport, madame le secrétaire d'Etat.

En novembre 1992, j'avais déjà rappelé que, pour la seule région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les taxes annexes sur les transactions foncières et immobilières pour l'année 1989 s'élevaient à la somme phénoménale de 30 milliards de francs, la seule taxe de publicité foncière rapportant 3 686 millions de francs.

M. le ministre du budget tente de justifier son désir de ne pas taxer trop les transactions immobilières par le souci du Gouvernement de protéger la mobilité des personnes. Or, ma proposition ne vise ni les transactions immobilières ni les transactions foncières des personnes dotées de revenus modestes.

La beauté des paysages de la Provence, du Languedoc et, dans une moindre mesure sans doute, de la Corse attirent une pléiade d'émirs du pétrole, sans parler de quelques dictateurs réfugiés dans nos régions, dont la fortune colossale a souvent des origines inavouables. Ces derniers, en s'installant dans nos régions, font grimper les prix du foncier et de l'immobilier dans des proportions considérables.

M. Jean-Jacques Robert. C'est vrai !

M. Louis Minetti. C'est de cela que je veux parler !

Si ces personnes veulent continuer à profiter des beautés des paysages, qu'elles nous aident alors à les sauver et à les reconstituer !

M. Jean-Jacques Robert. Vous avez raison !

M. Louis Minetti. Il ne s'agit pas d'engager un débat pour savoir si la propriété des espaces forestiers et ruraux est privée, publique, départementale ou communale à 50 p. 100 ou à 70 p. 100. Le problème est que l'installation en France de ces étrangers entraîne une augmentation des risques d'incendie. Or, les communes, les départements et les régions n'ont pas les moyens de faire front tout seuls. De même, l'Etat ne dispose pas des moyens suffisants dans sa politique globale.

Je propose donc de demander à ces émirs du pétrole, qui se sentent si bien chez nous, de mettre un peu « la main à la poche » et de nous aider à reconstituer nos magnifiques paysages.

J'ai également parlé des yachts de haute plaisance.

M. Xavier de Villepin. Très bien !

M. Louis Minetti. A mon avis, M. le ministre du budget a les moyens d'augmenter le taux de la taxe en question et d'en redistribuer le produit afin d'alimenter la ligne budgétaire concernant la préservation des forêts méditerranéennes.

Nous sommes au mois de mai. M. le ministre du budget a le temps de formuler des propositions. Qu'il mette donc les hauts fonctionnaires de son ministère au travail !

M. Xavier de Villepin. Enfin !

M. Louis Minetti. Ainsi, il ne sera plus obligé de m'opposer une nouvelle fois, au mois de novembre prochain, l'article 40 de la Constitution. S'il fait un pas en avant convenable, nous nous rejoindrons.

J'ai pris la peine, en me référant aux chiffres gouvernementaux, d'estimer le coût d'un plan de reboisement sur trente ans.

La reconstitution de 1,2 million d'hectares incendiés, à raison de quarante mille hectares par an, nécessite, comme je l'avais indiqué en novembre dernier, à peu près 550 millions de francs. Je comprends qu'il faut les trouver !

C'est lourd pour l'Etat français, mais c'est au ministre du budget de s'en occuper ! Je me suis même transformé en fonctionnaire des finances en lui disant où prendre l'argent. Tonnerre ! Si, moi, je donne à M. le ministre du budget

l'adresse de la caverne d'Ali Baba, qu'il prononce au moins le « Sésame, ouvre-toi » ! (Rires et applaudissements sur les travées de l'union centriste et du R.P.R.)

POLITIQUE DE FERMETURES
DE CONSULATS DE FRANCE À L'ÉTRANGER

M. le président. M. Xavier de Villepin demande à M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, de bien vouloir l'informer sur le programme de fermetures envisagées pour les consulats de France à l'étranger.

Il souhaiterait connaître les régions du monde qui seront affectées et s'il ne serait pas possible de maintenir des antennes consulaires à l'intérieur des instituts culturels ou des représentations commerciales de notre pays. (N° 406.)

La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, ces derniers mois, la France a reconnu quinze nouveaux pays, issus de l'ex-Union soviétique et de la Yougoslavie, dans lesquels la représentation diplomatique française est déjà assurée ou le sera à bref délai. Ce n'est pas une mince charge nouvelle !

Dans le même temps, M. le ministre des affaires étrangères est amené à resserrer son réseau consulaire, notamment dans trois pays voisins de la Communauté européenne.

Ce remodelage de la carte diplomatique et consulaire implique la fermeture, en 1992, de douze postes consulaires.

Six sont situés en Europe : il s'agit des postes consulaires de Baden-Baden, de Fribourg, de Saint-Sébastien, de Tournai, de Trèves et de Valence.

Un poste consulaire est situé au Moyen-Orient, à Aden.

Un autre est implanté en Amérique, à Belém.

Enfin, quatre postes se trouvent en Afrique, à Agadir, à Arlit, à Bouaké et à Oudja.

En outre, à Sfax, le consulat de France sera transformé en chancellerie détachée à partir du 30 septembre 1992.

Nous comprenons votre souci du service qui est dû aux résidents Français à l'étranger, monsieur le sénateur.

La préoccupation qui a guidé le ministre des affaires étrangères est essentiellement celle de la rationalité des implantations et du regroupement des activités. Le choix des postes consulaires qui devront être fermés résulte d'un long processus de consultation au sein du département ministériel rassemblant plusieurs directions aux points de vue différents - directions politique, administrative et budgétaire, aide aux Français à l'étranger - et l'ambassade concernée.

Ce processus permet de prendre en compte toutes les observations connues par le département ministériel, notamment celles que le Conseil supérieur des Français de l'étranger et les sénateurs lui font régulièrement.

Pour pallier les inconvénients engendrés par les fermetures de postes consulaires et maintenir la présence française et un contact direct avec les ressortissants français, des agents consulaires seront nommés dans la plupart des villes où siègeait jusque-là le poste consulaire. Voilà, à mon avis, une forme de réponse à votre préoccupation de mise en place de mesures compensant la disparition de certains consulats, monsieur le sénateur.

Si un agent consulaire n'a certes pas les pouvoirs d'un consul, il peut cependant rendre d'importants services au poste dont il relève ; il en est ainsi en matière d'immatriculations, de délivrances de certificats, de fiches d'état civil, de législations, de déclarations de naissance ou de décès, de passeports, sans compter, bien évidemment, l'assistance au jour le jour aux Français résidents ou de passage. Il existe aujourd'hui plus de cinq cents agences consulaires réparties dans toutes les régions du monde.

A la suite de ces transformations, notre réseau consulaire français restera au premier rang mondial avec cent vingt-cinq postes consulaires répartis dans le monde, en sus des cent quarante-sept ambassades de France.

Voilà qui exprime bien le souci de la France, non seulement d'être présente à l'étranger pour nos partenaires étrangers, mais également de prendre en compte l'ensemble des problèmes que connaissent les Français à l'étranger.

M. le président. La parole est à M. de Villepin.

M. Xavier de Villepin. Madame le secrétaire d'Etat, je vous remercie des informations que vous avez bien voulu me donner sur la politique de fermeture des consulats de France à l'étranger.

Certaines situations sont regrettables. A Fribourg-en-Brigau, la population française est d'environ 13 000 personnes. A l'automne, des éléments de la brigade franco-allemande seront installés. De nombreuses entreprises s'implantent dans la région. L'influence culturelle y est importante puisqu'il existe un lycée franco-allemand et un institut français. Par ailleurs, une école franco-allemande a été créée tout récemment grâce à la volonté des Français présents sur place.

A partir du 30 septembre prochain, la fermeture du consulat obligera nos compatriotes à se rendre à Stuttgart pour tout acte administratif.

A Baden-Baden, la situation sera identique à partir du 31 juillet. On peut se demander si les économies prévues seront réalisées quand on sait que le consulat de Baden-Baden regroupe le service des pensions, qui exige une parfaite connaissance de la langue allemande et de la mentalité du pays.

En Côte-d'Ivoire, la fermeture du poste consulaire situé à Bouaké, deuxième ville du pays où résident plus de 2 000 Français, risque de présenter des aspects dramatiques. Notre désengagement dans le secteur économique y est déjà une réalité. Nous risquons donc, dans des régions entières où s'exerce la coopération française, de donner une impression de départ, voire d'adieu.

Dans ces situations évoquées à titre d'exemples, madame le secrétaire d'Etat, une concertation avec les délégués du Conseil supérieur des Français de l'étranger et avec les sénateurs représentant les Français de l'étranger aurait été souhaitable. Ces derniers ne veulent pas compliquer la tâche du Gouvernement : leur rôle est simplement de faire comprendre les réalités du terrain.

L'important est d'expliquer les critères retenus pour la décision, ce qui n'a pas été bien fait, et de réfléchir avec une volonté de dialogue.

Un consulat qui ferme, c'est la France qui s'en va. Ce sont aussi des gens dévoués et compétents qui partent. Ils méritent bien également que l'on pense à leur avenir. Ils ont en tout cas acquis la reconnaissance des Français de l'étranger.

Il est donc important, madame le secrétaire d'Etat, que vous nous disiez comment vous allez remplacer ces femmes et ces hommes de valeur. Allez-vous modifier certaines règles, par exemple, porter la carte consulaire à dix ans au lieu de trois ? Pensez-vous simplifier les démarches administratives, faciliter l'établissement des documents et le vote par correspondance ?

Il est souhaitable que vous nous disiez qu'en quittant ces postes consulaires la France a l'imagination et la volonté de rester dans le cœur des populations.

Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat. Monsieur le sénateur, tout à l'heure, j'ai commencé à répondre à votre interrogation sur la nécessité de faire travailler l'imagination et d'organiser nos services de manière à compenser de façon efficace les mesures que nous sommes contraints de prendre à l'égard de certains postes.

Sachez que vos interrogations et vos suggestions seront prises en compte.

L'imagination est au travail et ne doit pas s'arrêter sur ce plan. Nous gardons le plus grand souci du contact qui doit être maintenu avec nos ressortissants dans les pays concernés.

Je tiens aussi à vous dire, monsieur le sénateur, que le départ de certains services consulaires ne doit en aucun cas être interprété comme un départ - vous avez même employé le mot grave d'« adieu » - des pays concernés.

Mais la présence française dans tous ces pays s'exprime aussi par d'autres canaux que par nos services consulaires.

Vous avez évoqué particulièrement Fribourg, la Côte-d'Ivoire et Bouaké. Il est clair que nous avons avec ces pays un ensemble de relations de coopération culturelle, scientifique et technique.

Je pense aussi à notre implication dans la coopération multilatérale avec les pays francophones : c'est également à travers ces différentes formes de coopération, qui sont en développement, que nous pouvons dire clairement et concrètement à nos amis étrangers que la France ne prépare nullement un départ ou un désengagement.

M. Xavier de Villepin. Merci, madame le secrétaire d'Etat.

BOURSES SCOLAIRES POUR LES ÉLÈVES FRANÇAIS DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

M. le président. M. Hubert Durand-Chastel attire l'attention de Mme le secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures sur l'insuffisance de la dotation prévue au budget de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger en ce qui concerne les bourses scolaires destinées aux élèves français des établissements français agréés à l'étranger.

Cette dotation, de 106 millions de francs en 1992, ne représente qu'environ 5 p. 100 du budget total de l'Agence, ce qui ne permet pas, dans la difficile conjoncture économique, de répondre aux demandes des nombreux élèves français. Or ceux-ci, du fait de leur nationalité, doivent bénéficier d'une priorité absolue vis-à-vis des élèves étrangers.

Il demande donc que l'enveloppe des bourses soit sensiblement accrue dans le budget de l'Agence pour remédier au très grave malaise suscité par les réductions systématiques opérées cette année sur l'ensemble des circonscriptions, notamment en Amérique latine. (N° 411.)

La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, la qualité et les facilités d'accès à l'enseignement dispensé aux Français à l'étranger constituent pour le Gouvernement une préoccupation politique majeure.

A cet effet, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger assure la scolarisation de 145 000 élèves, dont 56 000 jeunes Français. Elle constitue donc, à nos yeux, un instrument tout à fait prioritaire de notre politique de formation et de diffusion culturelle à l'étranger.

Environ 80 p. 100 du budget de l'Agence sont affectés aux rémunérations des enseignants. Cette proportion n'a rien de surprenant ni d'excessif. Elle est nettement inférieure, par exemple, à celle du ministère de l'éducation nationale et de la culture.

Les 20 p. 100 restants, soit un crédit de 420 millions de francs, sont répartis entre les subventions aux établissements, la formation continue, les frais de fonctionnement des services et les bourses scolaires.

En ce qui concerne spécifiquement les bourses, celles-ci représentent environ le quart de cette part, soit 106 millions de francs.

Cette dotation est le résultat d'un effort continu. En effet, les crédits consacrés aux bourses scolaires sont passés de 70 millions de francs en 1988 à 106 millions de francs en 1992, soit une augmentation de 51,6 p. 100 en quatre ans.

Par ailleurs, je tiens à le préciser, la commission nationale des bourses n'a pas, croyez-le bien, pratiqué de réduction systématique sur l'ensemble des circonscriptions. Au contraire, elle a travaillé à partir d'une étude soignée des dossiers, pays par pays.

S'agissant de l'Amérique latine en particulier, il n'y a eu ni abatement ni réduction des crédits. Un examen rigoureux des demandes a conduit, en fait, à refuser des dossiers, non pas pour réduire le volume global des bourses accordées, mais parce que ces dossiers n'étaient pas conformes aux instructions.

En outre, une provision a été réservée pour couvrir d'éventuels dérapages dans les rapports change-prix, qui conditionnent, bien évidemment, l'utilité et l'efficacité de notre système de bourses.

D'une manière générale, monsieur le sénateur, nous nous efforçons d'accroître le nombre des bourses accordées aux élèves français, et nous y parvenons. Je voudrais cependant dire qu'il ne paraît pas possible d'augmenter la part du

budget consacrée à cet effet, car une telle augmentation entraînerait inéluctablement une diminution de l'aide directe aux établissements et, par voie de conséquence, une hausse des frais de scolarité.

Je puis par ailleurs vous annoncer la prochaine mise au point du système informatique de l'Agence, ce qui devrait nous fournir un outil d'analyse, de réflexion et de proposition utile pour la gestion de ces grands équilibres au sein de notre réseau d'établissements français à l'étranger et pour déterminer la place qui y est faite à l'octroi de bourses.

Enfin, monsieur le sénateur, vous évoquez la priorité absolue qui doit être assurée aux élèves français.

Il est clair que la scolarisation des enfants de Français expatriés est la mission prioritaire de l'Agence. C'est une priorité politique qui revêt un caractère de solidarité.

Il serait cependant dangereux de ne nous préoccuper que des élèves français et d'opter pour une politique de bourses moins bien contrôlée. Cela nous conduirait très vite à faire financer de façon massive les établissements par les parents d'élèves étrangers, au travers de hausses significatives des frais de scolarité. Or, nous le savons, ces établissements vivent déjà largement de la présence des élèves non français, qui représentent environ deux tiers des effectifs. Une augmentation des frais de scolarité risquerait, dans de nombreux pays, de faire fuir ces élèves et de mettre ainsi en péril l'équilibre financier des établissements.

Bien au-delà de ces conséquences financières, pourraient être remis en cause la vocation spécifique de l'Agence et, à travers elle, l'accueil d'élèves étrangers souhaitant accéder au système éducatif français. Nous mettrions ainsi en cause une vocation spécifique de l'Agence et un aspect fondamental de notre rayonnement linguistique et culturel dans le monde.

Voilà pourquoi il nous faut, tout en tenant compte de nos contraintes financières en cette matière, savoir préserver une équitable répartition, un juste équilibre.

Quoi qu'il en soit, l'enseignement aux élèves français demeure pour nous un axe essentiel de notre action et j'espère pouvoir, lors des prochains débats budgétaires, mettre en œuvre des moyens croissants pour développer notre politique globale de bourses à l'étranger.

M. le président. La parole est à M. Durand-Chastel.

M. Hubert Durand-Chastel. Madame le secrétaire d'Etat, je vous remercie des précisions et des chiffres que vous m'avez fournis.

L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger a été mise en place le 1^{er} janvier 1991.

Les crédits de bourses scolaires se sont élevés à 96 millions de francs en 1990, à 102 millions de francs en 1991 et à 106 millions de francs en 1992, ce qui représente une quasi-stagnation si on les compare avec les crédits affectés par le Gouvernement aux établissements scolaires à l'étranger, qui sont passés de 850 millions de francs en 1990 à près de 2 milliards de francs en 1992.

Ainsi, les bourses, qui remplissaient autrefois correctement leur rôle en période de prospérité mondiale, sont devenues très insuffisantes dans la période actuelle de récession.

Puis, il y a eu la promesse de M. François Mitterrand qui, lorsqu'il était candidat en 1981, avait annoncé la gratuité de l'enseignement français à l'étranger.

Bien sûr, nous demandons la gratuité progressive pour les seuls élèves français, par un accroissement du pourcentage de bourses. Actuellement, en effet, le budget total de l'enseignement français à l'étranger connaît une décroissance : 5 p. 100 en 1992 contre 10 p. 100 en 1990. De cette manière, nous nous approcherions de cette promesse, qui est devenue une peau de chagrin depuis la création de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Les 95 p. 100 restants de l'aide française sont essentiellement attribués aux établissements scolaires sous forme de détachements d'enseignants, et ces crédits se répartissent au prorata des élèves. L'orientation actuelle aboutit donc à favoriser la diffusion du français - qui, autrefois, était surtout le fait des Alliances françaises - au détriment de la scolarisation des enfants français à l'étranger. Or la première mission des écoles françaises est d'enseigner le français, et je vous remercie, madame, de l'avoir reconnu tout à l'heure.

Au demeurant, le niveau d'expatriation des Français est insuffisant. Je rappelle, à ce sujet, que le conseil des ministres du 3 janvier 1992 a entendu développer les condi-

tions susceptibles de favoriser l'expatriation. Or la question des bourses est essentielle à mes yeux. Elle provoque actuellement, à l'égard de l'Agence, un ressentiment très préjudiciable.

Il est donc souhaitable de réorienter la répartition des crédits de l'Agence, qui a pour mission de mener une politique de l'éducation pour les Français à l'étranger.

Ce n'est pas un supplément de crédits que je demande pour l'Agence, mais une réorientation de ces crédits : 5 p. 100. C'est peu ! Si l'on passait à 6 ou 7 p. 100, voire un peu plus - tout en maintenant l'envoi à l'étranger de professeurs en nombre suffisant - ce serait une bonne chose.

DÉLAIS DE DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS DE NATIONALITÉ AUX FRANÇAIS RÉSIDANT À L'ÉTRANGER

M. le président. M. Hubert Durand-Chastel signale à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, que, depuis des années, le service de la nationalité de la rue de Ferrus, chargé de délivrer les certificats de nationalité aux Français résidant à l'étranger, a fait l'objet de nombreuses interventions pour ses délais excessifs dans l'instruction des dossiers.

Le précédent ministre de la justice a affecté, en 1990, deux magistrats supplémentaires à ce service, mais le problème n'a pas été résolu et 13 000 demandes sont encore en cours d'examen, avec des délais de résolution atteignant parfois deux ans.

Les demandeurs peuvent, certes, recourir à la procédure judiciaire en saisissant le tribunal de grande instance, voie actuellement plus rapide, avec une durée moyenne de huit à douze mois.

Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour redresser cette situation anormale, où une procédure judiciaire se révèle plus efficace qu'une procédure administrative créée spécialement à cet effet en 1984 pour les Français résidant à l'étranger. (N° 414.)

La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, je vous prie tout d'abord d'excuser mon collègue Michel Vauzelle, garde des sceaux, qui m'a chargée de vous répondre en son lieu et place. Je ne pourrai sans doute pas prolonger le débat si vous attendez de moi des compléments à sa réponse, mais soyez assuré que je transmettrai fidèlement tous vos propos à M. le garde des sceaux.

Comme vous le savez, monsieur le sénateur, la délivrance des certificats de nationalité française aux personnes domiciliées à l'étranger relève de la compétence d'un service spécialisé du tribunal d'instance du 1^{er} arrondissement de Paris, situé rue de Ferrus.

La situation de ce service s'est beaucoup améliorée, puisque le stock des affaires en instance de traitement est passé de 7 747 affaires en janvier 1991 à 4 790 affaires en avril 1992.

Cette amélioration est la conséquence, en particulier, des efforts faits par la Chancellerie pour doter ce service d'effectifs et de moyens matériels supplémentaires.

Trois magistrats y sont affectés, dont deux en surnombre depuis 1990.

Le greffe a fait l'objet d'un renforcement important, puisque ce service a bénéficié, en 1990 et 1991, de la localisation de quatre emplois supplémentaires de fonctionnaires.

Les trois postes vacants, un de greffier et deux de catégorie C, sont publiés en vue des commissions administratives paritaires respectivement compétentes du mois de juin prochain.

S'agissant des moyens informatiques, le système a été modernisé en juin 1991.

De plus, dans la mesure où il ne répond plus aux besoins de ce service, le changement complet du matériel pour un équipement neuf et plus puissant est actuellement en cours.

Ainsi, la situation du service des nationalités est suivie avec une attention toute particulière par la Chancellerie.

Certes, le stock des affaires en instance reste important, et il convient de rappeler que la complexité de certaines demandes requiert parfois des vérifications et des enquêtes indispensables, pouvant allonger les délais d'obtention des certificats de nationalité française.

Je puis cependant souligner que les efforts entrepris, qui ont déjà permis un redressement sensible de la situation de ce service, n'ont pas encore effectivement produit tous leurs effets attendus ; mais ils continueront d'améliorer son fonctionnement, dans l'intérêt de nos concitoyens résidant à l'étranger.

M. le président. La parole est à M. Durand-Chastel.

M. Hubert Durand-Chastel. Je vous remercie, madame le secrétaire d'Etat, des précisions que vous venez de m'apporter. Elles augurent bien de l'avenir.

Les mesures prises par les prédécesseurs de M. le garde des sceaux pour la délivrance des certificats de nationalité n'avaient pas donné, jusqu'à présent, tous les résultats attendus.

Ce problème existe depuis la création du service de la nationalité des Français de l'étranger, en 1984, à la demande du tribunal de grande instance de Paris, qui était surchargé par l'affluence des demandes.

La lenteur des réponses de ce service, non plus judiciaire mais administratif, sa sujétion au ministère de la justice et les délais de consultation du ministère des affaires sociales l'ont rendu sinon inopérant du moins inefficace par rapport à la procédure judiciaire, puisqu'il faut de un à deux ans pour obtenir la décision administrative au lieu de huit à douze mois pour le jugement du tribunal.

Cette situation crée des mécontentements, voire un malaise, chez nos compatriotes de l'étranger, qui doivent attendre des mois et des années un certificat dont ils ont souvent un besoin urgent. Ils ne comprennent pas ces « tracasseries » de la part de l'administration française métropolitaine, qui est considérée comme prestigieuse à l'étranger.

Il semble pourtant que quelques mesures simples permettraient de résoudre définitivement ce problème qui empoisonne l'atmosphère dans la communauté française à l'étranger.

Premièrement, il faudrait résorber les retards, qui correspondent à une année et demie de dossiers, en affectant un nombre suffisant de greffiers à cette tâche. Vous m'avez dit, madame le secrétaire d'Etat, qu'il y en avait quatre de plus, ce dont je vous remercie, mais, si l'on pouvait porter ce nombre à dix pour résorber le retard, je pense qu'on pourrait revenir, ensuite, à cinq, voire à trois greffiers pour assurer la bonne marche du service.

Deuxièmement, il conviendrait de régler la question de l'informatique, qui était restée quelque peu en panne mais il semble ressortir de vos propos qu'une mesure est prévue.

Ces deux mesures sont minimes et peu coûteuses, je le répète, car, une fois le service mis à jour, le nombre des greffiers pourrait être réduit.

Troisièmement - j'insiste bien sur ce point - il serait utile que le ministère des affaires étrangères donne de nouveau des instructions aux consulats de France pour qu'ils n'exigent des certificats de nationalité que dans les cas, peu nombreux, expressément prévus par la loi, la naturalisation d'un conjoint, par exemple, ou dans les cas où il existe un doute sérieux sur la nationalité d'un ressortissant.

En effet, certains consulats ont eu tendance à se décharger systématiquement sur les services de la rue de Ferrus de la vérification normale préalable à l'établissement d'une carte nationale d'identité ou d'une immatriculation, qui ne nécessite pas un certificat de nationalité.

Grâce à ces mesures simples disparaîtra ce malaise inutilement suscité chez nos compatriotes de l'étranger, qui s'honoreraient d'être français à part entière et voudraient être considérés comme tels.

INQUIÉTUDE DES INFIRMIERS LIBÉRAUX

M. le président. M. Jean-Jacques Robert attire l'attention de M. le ministre de la santé et de l'action humanitaire sur le contenu des dispositions de l'avenant relatif à la régulation des dépenses de santé des infirmiers libéraux, signé le 20 mars dernier par son prédécesseur.

En effet, cette convention prévoit et impose un plafond individuel de 22 000 coefficients par an à ne pas dépasser sous peine de sanctions, ainsi que la revalorisation dite

« immédiate » de la lettre clé AMI, qui passe de 14,30 francs à 15 francs, soit soixante-dix centimes d'augmentation depuis quatre ans.

Face à de telles restrictions d'actes de soins et un tel manque de considération de la profession d'infirmier, il lui demande la réouverture de négociations afin d'apaiser les craintes que suscite cette redéfinition brutale de l'exercice libéral de cette profession pour les années à venir. (N° 418.)

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, un avenant à la convention nationale des infirmiers a été conclu, vous le savez, le 20 mars dernier, entre les trois principales caisses nationales d'assurance maladie et la fédération nationale des infirmières, organisation syndicale représentative majoritaire des infirmières libérales.

Cet avenant a été approuvé par le Gouvernement par arrêté, le 23 mars dernier, et est donc entré en vigueur.

Il prévoit des revalorisations de la lettre clé, qui a été immédiatement portée de 14,30 francs à 15 francs, soit une augmentation de 4,9 p. 100, et qui pourra être portée, en fonction de l'évolution des dépenses, à 15,50 francs au 1^{er} septembre prochain, ce qui représenterait une évolution de 8,4 p. 100 au cours de l'année 1992 pour cette lettre clé.

Cet avenant a également instauré un taux d'évolution des dépenses de soins infirmiers prises en charge par les régimes d'assurance maladie ; ce taux a été fixé à 9,7 p. 100 pour l'année 1992.

Enfin, il a institué un mécanisme selon lequel les professionnels seront tenus de reverser à l'assurance maladie les dépenses excédant un seuil correspondant à 22 000 coefficients au cours d'une année. Ce seuil correspond à une activité effective auprès des malades, c'est-à-dire ne prenant en compte ni les temps de déplacement ni le temps consacré aux activités de gestion, de treize heures par jour, six jours par semaine et quarante-huit semaines par an, en moyenne. Il s'agit là, il faut le reconnaître, d'une activité tout à fait considérable !

Vous conviendrez, monsieur le sénateur, qu'au-delà d'un tel seuil la qualité des soins semble difficile à assurer. C'est, en tout cas, ce qu'estiment les représentants des infirmières qui, faisant preuve d'un sens des responsabilités que je tiens à souligner, ont conduit cette négociation avec les caisses de sécurité sociale. Au-delà de cette activité, qui est une activité maximale, la qualité des soins est remise en cause.

La convention, approuvée par le Gouvernement, est complétée par des dispositions réglementaires, en cours d'élaboration, visant à mettre en place, en concertation avec la profession, je tiens à le souligner, des règles de déontologie professionnelle et une nouvelle nomenclature des actes infirmiers.

La démarche engagée ne se résume donc pas à la seule maîtrise des dépenses ; elle vise, d'abord, à assurer la bonne qualité des soins dispensés ainsi que des pratiques professionnelles garantes d'une évolution souhaitée par les infirmières et qui recueille, bien entendu, toute l'attention du Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Jean-Jacques Robert.

M. Jean-Jacques Robert. Monsieur le ministre, en décidant d'instaurer, quasi unilatéralement, ce que, par un doux euphémisme, le Gouvernement appelle la « maîtrise des dépenses de santé », vous savez bien que vous avez porté atteinte à la liberté de prescription médicale ainsi qu'à la qualité des soins, dans un domaine qui, en fait, est celui de l'assurance volontairement consentie par les usagers. Ce faisant, vous avez suscité des inquiétudes fort légitimes, accentuant un climat déjà morose.

Les infirmières de mon département, l'Essonne, m'ont fait part de cette évolution possible de leur profession, qui, de profession appelée « magique », risque de devenir une profession « tragique ».

Quel changement depuis 1979, quand on met en regard les tarifs imposés ! L'A.M.I., qui était à 14,3 francs en 1988, vient de passer difficilement à 15 francs en mars 1992. Soixante-dix centimes ! En conséquence, pouvez-vous vous rappeler quelle a été l'évolution des prix de la seringue, du coton ou de l'alcool décomptés dans cet acte lui-même, ou celle du coût de la vie pendant ces quatre années qui conduisent de 14,3 francs à 15 francs ?

Et si j'examine le coût du déplacement professionnel, alors le tarif proposé est profondément scandaleux ! Qui peut accepter, aujourd'hui, ces 8 francs misérablement alloués, alors qu'en 1983, voilà dix ans, le tarif était de 7 francs ?

Prenons notre police d'assurance, nos notes d'entretien chez le garagiste ! Remettons-nous en mémoire la variation des prix de l'essence entre ces deux dates ! Ces comparaisons devraient suffire à condamner la décision qui a été prise.

Un esprit normal pourrait penser que l'injustice est déjà à son comble. Malheureusement, il y a mieux encore.

Pour l'exercice de leur profession, il faut aux infirmières un cabinet médical - c'est obligatoire - ce qui signifie un loyer, dont la progression annuelle est de 4 p. 100 et des charges - électricité, chauffage, téléphone - qui s'accroissent également de 4 p. 100 l'an. Il leur faut également une voiture, pour répondre aux souhaits actuels de soins à domicile. C'est un investissement indispensable, et chacun connaît, vous comme nous, le poids de cet investissement et le coût de son fonctionnement.

Voyez-vous, monsieur le ministre, quand, ici, procédant devant vous à cet examen je mets le poids de ces charges en balance avec les 15 francs et les 8 francs, je suis tenté de me prendre la tête à deux mains en me demandant comment les fonctionnaires de votre ministère ont pu méconnaître une telle situation et décider une mesure si injuste.

Soyons clair : au-delà de l'argent, de la rémunération, juste au regard des études, des diplômes, de l'évolution des techniques médicales nécessaires à une meilleure qualité des soins, on ne peut ignorer que, de plus en plus, les malades demandent l'intervention à domicile.

Le rôle de nos infirmières et infirmiers libéraux se double alors de la charge d'une incomparable mission, celle de l'assistance chaleureuse et sociale à domicile : on remonte le moral de ceux qui, seuls à la maison, sont atteints par la maladie ou supportent difficilement le poids de l'âge ; on remplit pour eux les documents administratifs, les fiches de sécurité sociale ; on aide les malades à tout instant, pour ces petits riens qui sont beaucoup pour eux dans leur vie domestique, les courses par exemple.

Comme moi, vous ne pouvez pas ignorer ce soutien discret, irremplaçable et qu'aucune rémunération ne peut compenser. Mais ce n'est pas une raison pour exploiter les infirmières !

« Toujours plus ! », comme dirait un auteur connu. Comme tous ceux qui appartiennent au secteur libéral, infirmières et infirmiers doivent, s'ils sont prudents, penser à eux en assurant leur protection sociale personnelle, c'est-à-dire faire face à des charges fiscales et sociales, subir des contraintes administratives et financières, assurer la gestion de leur cabinet médical et leur comptabilité.

J'espère, monsieur le ministre, que vous avez bien voulu me suivre dans le déroulement de mes propos. Si tel est le cas, votre conclusion ne peut être que la mienne. On n'a pas voulu maîtriser les dépenses de santé, on ne l'a du reste jamais voulu ; en fait, soyons honnêtes, ce sont les remboursements légitimement dus par la sécurité sociale que l'on veut limiter.

Mais alors, oublierait-on l'essentiel, à savoir que ce sont les cotisations des particuliers qui alimentent les caisses ? Il s'agit bien d'un régime d'assurance et, à ce titre, dans cet esprit, je ne vois pas de justifications sérieuses aux décisions qui ont été prises.

Je vous ferai un reproche encore, celui d'aller beaucoup plus loin, de faire beaucoup plus fort : vous avez limité le nombre des actes de nos infirmières libérales. En cas de dépassement, avertissement et 50 p. 100 de la recette reversée à la caisse nationale d'assurance maladie ! Plus de 20 000 actes, et c'est la sanction suprême : le déconventionnement ! Quelle atteinte aux soins de qualité ! Quelle atteinte au libre choix du patient ! Je vous le dis tout net, voir prendre, racketter le fruit du travail difficile de ces irremplaçables fournis de la santé, cela m'est insupportable, et nous sommes nombreux à réagir de la sorte !

Les infirmières ne sont qu'une des catégories visées dans le programme qui a été établi. Les médecins sont également sur la sellette, bien qu'un médecin sur quatre seulement - et je suis généreux ! - semble vouloir accepter l'encadrement de même nature qu'on veut à tout prix leur imposer.

Imaginez-vous que, ce faisant, on adopte une formule *new look* dans notre système juridique : la sanction collective.

Croyez-vous vraiment que nos concitoyens acceptent que les tarifs soient liés aux économies réalisées par les médecins dans leurs prescriptions ?

Je me permets de vous mettre en garde : vous provoquez des incitations financières dangereuses qui peuvent entraîner des décisions médicales ayant des applications qui pourraient être contraires à l'intérêt du malade, et le Gouvernement en serait responsable.

Il est encore temps de se reprendre. Je compte sur vous, car j'ai écouté notre Premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, qui a annoncé que le Gouvernement voulait, maintenant plus que jamais, être à l'écoute de nos concitoyens.

Nous attendons de votre part une marche arrière salutaire. Je suis optimiste : le Gouvernement ne vient-il pas d'accepter d'adopter une telle attitude à l'égard des étudiants ?

3

CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Adoption d'un projet de loi après débat restreint

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi (n° 301, 1991-1992), adopté par l'Assemblée nationale, relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative). [Rapport n° 305 (1991-1992).]

La conférence des présidents, avec l'accord de tous les présidents de groupe, a décidé que ce projet de loi ferait l'objet de la procédure de vote après débat restreint prévue aux articles 47 *ter*, 47 *sexies*, 47 *octies* et 47 *nonies* du règlement.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication. Je veux simplement rendre hommage à la commission supérieure de codification et, en particulier, aux parlementaires qui, aux côtés des hauts fonctionnaires qui ont travaillé sous l'autorité de M. Guy Braibant, ont participé à cette tâche.

Le Gouvernement attache du prix au fruit de ce labeur, persuadé qu'il est que rendre plus accessible la législation aux citoyens, par un regroupement rationnel, suivant un plan plus simple, des différents textes relatifs à une matière juridique ou grâce à une rénovation des codes, constitue une œuvre utile.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Ce débat, même restreint, mérite quelques explications en ouverture.

La commission des lois a entendu avec beaucoup d'intérêt M. Braibant, vice-président de la commission supérieure de codification. Elle a apprécié les modifications qui sont intervenues depuis la codification administrative qui avait donné lieu à des critiques nombreuses et justifiées.

La commission des lois regrette, un peu - cependant nous l'avons dit à M. Braibant - que la commission supérieure n'ait pas fait preuve de plus d'audace. Cette codification n'est qu'une juxtaposition de textes précédemment adoptés ; nous aurions souhaité qu'elle soit effectuée dans un esprit de synthèse. Mais nous devons tenir compte du fait qu'une codification s'opère à droit constant.

La commission supérieure de codification comprend des parlementaires - je rend hommage au travail qu'ils ont accompli en son sein - cependant que des fonctionnaires des deux assemblées assistent à ses travaux. C'est une excellente chose.

Au cours de ce débat restreint, nous examinerons les points particuliers qui ont retenu l'attention de la commission des lois et nous proposerons des modifications de forme ou de simplification.

J'indiquerai, enfin, que, compte tenu du délai très court dont nous avons disposé, nous n'avons pas pu procéder à certaines synthèses du droit en vigueur - et ce texte concerne un vaste secteur du droit - mais l'idée mérite d'être étudiée.

M. le président. Nous passons à la discussion des articles.

Article 1^{er} et code de la propriété intellectuelle annexé

M. le président. « Art. 1^{er}. - Les dispositions annexées à la présente loi constituent le code de la propriété intellectuelle (partie législative). »

Le vote sur l'article 1^{er} est réservé jusqu'après l'examen des dispositions annexées.

Je donne lecture de ces dispositions :

LIVRE 1^{er}

LE DROIT D'AUTEUR

TITRE 1^{er}

OBJET DU DROIT D'AUTEUR

CHAPITRE 1^{er}

Nature du droit d'auteur

« Art. L. 111-1. - L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous.

« Ce droit comporte des attributs d'ordre intellectuel et moral, ainsi que des attributs d'ordre patrimonial, qui sont déterminés par les livres 1^{er} et III du présent code.

« L'existence ou la conclusion d'un contrat de louage d'ouvrage ou de service par l'auteur d'une œuvre de l'esprit n'emporte aucune dérogation à la jouissance du droit reconnu par l'alinéa premier.

« Art. L. 111-2. - L'œuvre est réputée créée, indépendamment de toute divulgation publique, du seul fait de la réalisation même inachevée, de la conception de l'auteur.

« Art. L. 111-3. - La propriété incorporelle définie par l'article L. 111-1 est indépendante de la propriété de l'objet matériel.

« L'acquéreur de cet objet n'est investi, du fait de cette acquisition, d'aucun des droits prévus par le présent code, sauf dans les cas prévus par les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 123-4. Ces droits subsistent en la personne de l'auteur ou de ses ayants droit qui, pourtant, ne pourront exiger du propriétaire de l'objet matériel la mise à leur disposition de cet objet pour l'exercice desdits droits. Néanmoins, en cas d'abus notoire du propriétaire empêchant l'exercice du droit de divulgation, le tribunal de grande instance pourra prendre toute mesure appropriée, conformément aux dispositions de l'article L. 121-3.

« Art. L. 111-4. - Sous réserve des dispositions des conventions internationales auxquelles la France est partie, dans le cas où, après consultation du ministre des affaires étrangères, il est constaté qu'un Etat n'assume pas aux œuvres divulguées pour la première fois en France sous quelque forme que ce soit une protection suffisante et efficace, les œuvres divulguées pour la première fois sur le territoire de cet Etat ne bénéficient pas de la protection reconnue en matière de droit d'auteur par la législation française.

« Toutefois, aucune atteinte ne pourra être portée à l'intégrité ni à la paternité de ces œuvres.

« Dans l'hypothèse prévue à l'alinéa premier ci-dessus, les droits d'auteur sont versés à des organismes d'intérêt général désignés par décret.

« Art. L. 111-5. - Sous réserve des conventions internationales, les droits reconnus en France aux auteurs de logiciels par le présent code sont reconnus aux étrangers sous la condition que la loi de l'Etat dont ils sont les nationaux ou sur le territoire duquel ils ont leur domicile, leur siège social ou un établissement effectif accorde sa protection aux logiciels créés par les nationaux français et par les personnes ayant en France leur domicile ou un établissement effectif.

CHAPITRE II

Œuvres protégées

« Art. L. 112-1. - Les dispositions du présent code protègent les droits des auteurs sur toutes les œuvres de l'esprit, quels qu'en soient le genre, la forme d'expression, le mérite ou la destination.

« *Art. L. 112-2.* - Sont considérés notamment comme œuvres de l'esprit au sens du présent code :

« 1^o Les livres, brochures et autres écrits littéraires, artistiques et scientifiques ;

« 2^o Les conférences, allocutions, sermons, plaidoiries et autres œuvres de même nature ;

« 3^o Les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales ;

« 4^o Les œuvres chorégraphiques, les numéros et tours de cirque, les pantomines, dont la mise en œuvre est fixée par écrit ou autrement ;

« 5^o Les compositions musicales avec ou sans paroles ;

« 6^o Les œuvres cinématographiques et autres œuvres consistant dans des séquences animées d'images, sonorisées ou non, dénommées ensemble œuvres audiovisuelles ;

« 7^o Les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie ;

« 8^o Les œuvres graphiques et typographiques ;

« 9^o Les œuvres photographiques et celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la photographie ;

« 10^o Les œuvres des arts appliqués ;

« 11^o Les illustrations, les cartes géographiques ;

« 12^o Les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture et aux sciences ;

« 13^o Les logiciels ;

« 14^o Les créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure. Sont réputées industries saisonnières de l'habillement et de la parure les industries qui, en raison des exigences de la mode, renouvellent fréquemment la forme de leurs produits, et notamment la couture, la fourrure, la lingerie, la broderie, la mode, la chaussure, la ganterie, la maroquinerie, la fabrique de tissus de haute nouveauté ou spéciaux à la haute couture, les productions des paruriers et des bottiers et les fabriques de tissus d'ameublement.

« *Art. L. 112-3.* - Les auteurs de traductions, d'adaptations, transformations ou arrangements des œuvres de l'esprit jouissent de la protection instituée par le présent code sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale. Il en est de même des auteurs d'anthologies ou recueils d'œuvres diverses qui, par le choix et la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles.

« *Art. L. 112-4.* - Le titre d'une œuvre de l'esprit, dès lors qu'il présente un caractère original, est protégé comme l'œuvre elle-même.

« Nul ne peut, même si l'œuvre n'est plus protégée dans les termes des articles L. 123-1 à L. 123-3, utiliser ce titre pour individualiser une œuvre du même genre, dans des conditions susceptibles de provoquer une confusion.

CHAPITRE III

Titulaires du droit d'auteur

« *Art. L. 113-1.* - La qualité d'auteur appartient, sauf preuve contraire, à celui ou à ceux sous le nom de qui l'œuvre est divulguée.

« *Art. L. 113-2.* - Est dite de collaboration l'œuvre à la création de laquelle ont concouru plusieurs personnes physiques.

« Est dite composite l'œuvre nouvelle à laquelle est incorporée une œuvre préexistante sans la collaboration de l'auteur de cette dernière.

« Est dite collective l'œuvre créée sur l'initiative d'une personne physique ou morale qui l'édite, la publie et la divulgue sous sa direction et son nom et dans laquelle la contribution personnelle des divers auteurs participant à son élaboration se fond dans l'ensemble en vue duquel elle est conçue, sans qu'il soit possible d'attribuer à chacun d'eux un droit distinct sur l'ensemble réalisé.

« *Art. L. 113-3.* - L'œuvre de collaboration est la propriété commune des coauteurs.

« Les coauteurs doivent exercer leurs droits d'un commun accord.

« En cas de désaccord, il appartient à la juridiction civile de statuer.

« Lorsque la participation de chacun des coauteurs relève de genres différents, chacun peut, sauf convention contraire, exploiter séparément sa contribution personnelle, sans toutefois porter préjudice à l'exploitation de l'œuvre commune.

« *Art. L. 113-4.* - L'œuvre composite est la propriété de l'auteur qui l'a réalisée, sous réserve des droits de l'auteur de l'œuvre préexistante.

« *Art. L. 113-5.* - L'œuvre collective est, sauf preuve contraire, la propriété de la personne physique ou morale sous le nom de laquelle elle est divulguée.

« Cette personne est investie des droits de l'auteur.

« *Art. L. 113-6.* - Les auteurs des œuvres pseudonymes et anonymes jouissent sur celles-ci des droits reconnus par l'article L. 111-1.

« Ils sont représentés dans l'exercice de ces droits par l'éditeur ou le publicateur originaire, tant qu'ils n'ont pas fait connaître leur identité civile et justifié de leur qualité.

« La déclaration prévue à l'alinéa précédent peut être faite par testament ; toutefois, sont maintenus les droits qui auraient pu être acquis par des tiers antérieurement.

« Les dispositions des alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables lorsque le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité civile.

« *Art. L. 113-7.* - Ont la qualité d'auteur d'une œuvre audiovisuelle la ou les personnes physiques qui réalisent la création intellectuelle de cette œuvre.

« Sont présumés, sauf preuve contraire, coauteurs d'une œuvre audiovisuelle réalisée en collaboration :

« 1^o l'auteur du scénario ;

« 2^o l'auteur de l'adaptation ;

« 3^o l'auteur du texte parlé ;

« 4^o l'auteur des compositions musicales avec ou sans paroles spécialement réalisées pour l'œuvre ;

« 5^o le réalisateur.

« Lorsque l'œuvre audiovisuelle est tirée d'une œuvre ou d'un scénario préexistants encore protégés, les auteurs de l'œuvre originaire sont assimilés aux auteurs de l'œuvre nouvelle.

« *Art. L. 113-8.* - Ont la qualité d'auteur d'une œuvre radiophonique la ou les personnes physiques qui assurent la création intellectuelle de cette œuvre.

« Les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 113-7 et celles de l'article L. 121-6 sont applicables aux œuvres radiophoniques.

« *Art. L. 113-9.* - Sauf stipulation contraire, le logiciel créé par un ou plusieurs employés dans l'exercice de leurs fonctions appartient à l'employeur auquel sont dévolus tous les droits reconnus aux auteurs.

« Toute contestation sur l'application du présent article est soumise au tribunal de grande instance du siège social de l'employeur.

« Les dispositions du premier alinéa du présent article sont également applicables aux agents de l'Etat, des collectivités publiques et des établissements publics à caractère administratif.

TITRE II

DROITS DES AUTEURS

CHAPITRE I^{er}

Droits moraux

« *Art. L. 121-1.* - L'auteur jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre.

« Ce droit est attaché à sa personne.

« Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible.

« Il est transmissible à cause de mort aux héritiers de l'auteur.

« L'exercice peut être conféré à un tiers en vertu de dispositions testamentaires.

« *Art. L. 121-2.* - L'auteur a seul le droit de divulguer son œuvre. Sous réserve des dispositions de l'article L. 132-24, il détermine le procédé de divulgation et fixe les conditions de celle-ci.

« Après sa mort, le droit de divulgation de ses œuvres posthumes est exercé leur vie durant par le ou les exécuteurs testamentaires désignés par l'auteur. A leur défaut, ou après leur décès, et sauf volonté contraire de l'auteur, ce droit est exercé dans l'ordre suivant : par les descendants, par le conjoint contre lequel n'existe pas un jugement passé en force de chose jugée de séparation de corps ou qui n'a pas contracté un nouveau mariage, par les héritiers autres que les descendants qui recueillent tout ou partie de la succession et par les légataires universels ou donataires de l'universalité des biens à venir.

« Ce droit peut s'exercer même après l'expiration du droit exclusif d'exploitation déterminé à l'article L. 123-1.

« Art. L. 121-3. - En cas d'abus notoire dans l'usage ou le non-usage du droit de divulgation de la part des représentants de l'auteur décédé visés à l'article L. 121-2, le tribunal de grande instance peut ordonner toute mesure appropriée. Il en est de même s'il y a conflit entre lesdits représentants, s'il n'y a pas d'ayant droit connu ou en cas de vacance ou de déshérence.

« Le tribunal peut être saisi notamment par le ministre chargé de la culture.

« Art. L. 121-4. - Nonobstant la cession de son droit d'exploitation, l'auteur, même postérieurement à la publication de son œuvre, jouit d'un droit de repentir ou de retrait vis-à-vis du cessionnaire. Il ne peut toutefois exercer ce droit qu'à charge d'indemniser préalablement le cessionnaire du préjudice que ce repentir ou ce retrait peut lui causer. Lorsque, postérieurement à l'exercice de son droit de repentir ou de retrait, l'auteur décide de faire publier son œuvre, il est tenu d'offrir par priorité ses droits d'exploitation au cessionnaire qu'il avait originairement choisi et aux conditions originairement déterminées.

« Art. L. 121-5. - L'œuvre audiovisuelle est réputée achevée lorsque la version définitive a été établie d'un commun accord entre, d'une part, le réalisateur ou, éventuellement, les coauteurs et, d'autre part, le producteur.

« Il est interdit de détruire la matrice de cette version.

« Toute modification de cette version par addition, suppression ou changement d'un élément quelconque exige l'accord des personnes mentionnées au premier alinéa.

« Tout transfert de l'œuvre audiovisuelle sur un autre type de support en vue d'un autre mode d'exploitation doit être précédé de la consultation du réalisateur.

« Les droits propres des auteurs, tels qu'ils sont définis à l'article L. 121-1, ne peuvent être exercés par eux que sur l'œuvre audiovisuelle achevée.

« Art. L. 121-6. - Si l'un des auteurs refuse d'achever sa contribution à l'œuvre audiovisuelle ou se trouve dans l'impossibilité d'achever cette contribution par suite de force majeure, il ne pourra s'opposer à l'utilisation, en vue de l'achèvement de l'œuvre, de la partie de cette contribution déjà réalisée. Il aura, pour cette contribution, la qualité d'auteur et jouira des droits qui en découlent.

« Art. L. 121-7. - Sauf stipulation contraire, l'auteur ne peut s'opposer à l'adaptation du logiciel dans la limite des droits qu'il a cédés, ni exercer son droit de repentir ou de retrait.

« Art. L. 121-8. - L'auteur seul a le droit de réunir ses articles et ses discours en recueil et de les publier ou d'en autoriser la publication sous cette forme.

« Pour toutes les œuvres publiées ainsi dans un journal ou recueil périodique, l'auteur conserve, sauf stipulation contraire, le droit de les faire reproduire et de les exploiter, sous quelque forme que ce soit, pourvu que cette reproduction ou cette exploitation ne soit pas de nature à faire concurrence à ce journal ou à ce recueil périodique.

« Art. L. 121-9. - Sous tous les régimes matrimoniaux et à peine de nullité de toutes clauses contraires portées au contrat de mariage, le droit de divulguer l'œuvre, de fixer les conditions de son exploitation et d'en défendre l'intégrité reste propre à l'époux auteur ou à celui des époux à qui de tels droits ont été transmis. Ce droit ne peut être apporté en dot, ni acquis par la communauté ou par une société d'acquêts.

« Les produits pécuniaires provenant de l'exploitation d'une œuvre de l'esprit ou de la cession totale ou partielle du droit d'exploitation sont soumis au droit commun des régimes matrimoniaux, uniquement lorsqu'ils ont été acquis pendant le mariage ; il en est de même des économies réalisées de ces chefs.

« Les dispositions prévues à l'alinéa précédent ne s'appliquent pas lorsque le mariage a été célébré antérieurement au 12 mars 1958.

« Les dispositions législatives relatives à la contribution des époux aux charges du ménage sont applicables aux produits pécuniaires visés au deuxième alinéa du présent article.

CHAPITRE II

Droits patrimoniaux

« Art. L. 122-1. - Le droit d'exploitation appartenant à l'auteur comprend le droit de représentation et le droit de reproduction.

« Art. L. 122-2. - La représentation consiste dans la communication de l'œuvre au public par un procédé quelconque, et notamment :

« 1° Par récitation publique, exécution lyrique, représentation dramatique, présentation publique, projection publique et transmission dans un lieu public de l'œuvre télédiffusée ;

« 2° Par télédiffusion.

« La télédiffusion s'entend de la diffusion par tout procédé de télécommunication de sons, d'images, de documents, de données et de messages de toute nature.

« Est assimilée à une représentation l'émission d'une œuvre vers un satellite.

« Art. L. 122-3. - La reproduction consiste dans la fixation matérielle de l'œuvre par tous procédés qui permettent de la communiquer au public d'une manière indirecte.

« Elle peut s'effectuer notamment par imprimerie, dessin, gravure, photographie, moulage et tout procédé des arts graphiques et plastiques, enregistrement mécanique, cinématographique ou magnétique.

« Pour les œuvres d'architecture, la reproduction consiste également dans l'exécution répétée d'un plan ou d'un projet type.

« Art. L. 122-4. - Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite. Il en est de même pour la traduction, l'adaptation ou la transformation, l'arrangement ou la reproduction par un art ou un procédé quelconque.

« Art. L. 122-5. - Lorsque l'œuvre a été divulguée, l'auteur ne peut interdire :

« 1° Les représentations privées et gratuites effectuées exclusivement dans un cercle de famille ;

« 2° Les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, à l'exception des copies des œuvres d'art destinées à être utilisées pour des fins identiques à celles pour lesquelles l'œuvre originale a été créée ;

« 3° Sous réserve que soient indiqués clairement le nom de l'auteur et la source :

« a) Les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées ;

« b) Les revues de presse ;

« c) La diffusion, même intégrale, par la voie de presse ou de télédiffusion, à titre d'information d'actualité, des discours destinés au public prononcés dans les assemblées politiques, administratives, judiciaires ou académiques, ainsi que dans les réunions publiques d'ordre politique et les cérémonies officielles ;

« 4° La parodie, le pastiche et la caricature, compte tenu des lois du genre.

« Art. L. 122-6. - Par dérogation au 2° de l'article L. 122-5 lorsque l'œuvre est un logiciel, toute reproduction autre que l'établissement d'une copie de sauvegarde par l'utilisateur ainsi que toute utilisation d'un logiciel non expressément autorisée par l'auteur ou ses ayants droit ou ayants cause est illicite.

« Art. L. 122-7. - Le droit de représentation et le droit de reproduction sont cessibles à titre gratuit ou à titre onéreux.

« La cession du droit de représentation n'emporte pas celle du droit de reproduction.

« La cession du droit de reproduction n'emporte pas celle du droit de représentation.

« Lorsqu'un contrat comporte cession totale de l'un des deux droits visés au présent article, la portée en est limitée aux modes d'exploitation prévus au contrat.

« Art. L. 122-8. - Les auteurs d'œuvres graphiques et plastiques ont, nonobstant toute cession de l'œuvre originale, un droit inaliénable de participation au produit de toute vente de cette œuvre faite aux enchères publiques ou par l'intermédiaire d'un commerçant.

« Le tarif du droit perçu est fixé uniformément à 3 p. 100 applicables seulement à partir d'un prix de vente fixé par voie réglementaire.

« Ce droit est prélevé sur le prix de vente de chaque œuvre et sur le total du prix sans aucune déduction à la base. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles les auteurs feront valoir à l'occasion des ventes prévues au premier alinéa les droits qui leur sont reconnus par les dispositions du présent article.

« Art. L. 122-9. - En cas d'abus notoire dans l'usage ou le non-usage des droits d'exploitation de la part des représentants de l'auteur décédé visés à l'article L. 121-2, le tribunal de grande instance peut ordonner toute mesure appropriée. Il en est de même s'il y a conflit entre lesdits représentants, s'il n'y a pas d'ayant droit connu ou en cas de vacance ou de déshérence.

« Le tribunal peut être saisi notamment par le ministre chargé de la culture.

CHAPITRE III

Durée de la protection

« Art. L. 123-1. - L'auteur jouit, sa vie durant, du droit exclusif d'exploiter son œuvre sous quelque forme que ce soit et d'en tirer un profit pécuniaire.

« Au décès de l'auteur, ce droit persiste au bénéfice de ses ayants droit pendant l'année civile en cours et les cinquante années qui suivent. Toutefois, pour les compositions musicales avec ou sans paroles, cette durée est de soixante-dix années.

« Art. L. 123-2. - Pour les œuvres de collaboration, l'année civile prise en considération est celle de la mort du dernier vivant des collaborateurs.

« Art. L. 123-3. - Pour les œuvres pseudonymes ou collectives, la durée du droit exclusif est de cinquante années à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle de la publication. Toutefois, pour les compositions musicales avec ou sans paroles, cette durée est de soixante-dix années. La date de publication est déterminée par tout mode de preuve du droit commun, et notamment par le dépôt légal.

« En cas de publication échelonnée d'une œuvre collective, le délai court à compter du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit la publication de chaque élément. Toutefois, si la publication est entièrement réalisée dans un délai de vingt ans à compter de la publication d'un premier élément, la durée du droit exclusif pour l'ensemble de l'œuvre prend fin seulement à l'expiration de la cinquantième année suivant celle de la publication du dernier élément.

« En ce qui concerne les œuvres anonymes ou pseudonymes, si le ou les auteurs se sont fait connaître, la durée du droit d'exploitation est celle afférente à la catégorie de l'œuvre considérée, et la période de protection légale commence à courir dans les conditions prévues à l'article L. 123-1.

« Art. L. 123-4. - Pour les œuvres posthumes, la durée du droit exclusif est de cinquante années à compter de la date de publication de l'œuvre ; toutefois, pour les compositions musicales avec ou sans paroles, cette durée est de soixante-dix années.

« Le droit d'exploitation des œuvres posthumes appartient aux ayants droit de l'auteur si l'œuvre est divulguée au cours de la période prévue à l'article L. 123-1.

« Si la divulgation est effectuée à l'expiration de cette période, il appartient aux propriétaires, par succession ou à d'autres titres, de l'œuvre, qui effectuent ou font effectuer la publication.

« Les œuvres posthumes doivent faire l'objet d'une publication séparée, sauf dans le cas où elles ne constituent qu'un fragment d'une œuvre précédemment publiée. Elles ne peuvent être jointes à des œuvres du même auteur précédemment publiées que si les ayants droit de l'auteur jouissent encore sur celles-ci du droit d'exploitation.

« Art. L. 123-5. - Pour un logiciel, les droits prévus par le présent code s'éteignent à l'expiration d'une période de vingt-cinq années à compter de sa date de création.

« Art. L. 123-6. - Pendant la période prévue à l'article L. 123-1, le conjoint survivant, contre lequel n'existe pas un jugement passé en force de chose jugée de séparation de corps, bénéficie, quel que soit le régime matrimonial et indépendamment des droits d'usufruit qu'il tient de l'article 767 du code

civil sur les autres biens de la succession, de l'usufruit du droit d'exploitation dont l'auteur n'aura pas disposé. Toutefois, si l'auteur laisse des héritiers à réserve, cet usufruit est réduit au profit des héritiers, suivant les proportions et distinctions établies par les articles 913 et suivants du code civil.

« Ce droit s'éteint au cas où le conjoint contracte un nouveau mariage.

« Art. L. 123-7. - Après le décès de l'auteur, le droit de suite mentionné à l'article L. 122-8 subsiste au profit de ses héritiers et, pour l'usufruit prévu à l'article L. 123-6, de son conjoint, à l'exclusion de tous légataires et ayants cause, pendant l'année civile en cours et les cinquante années suivantes.

« Art. L. 123-8. - Les droits accordés par la loi du 14 juillet 1866 aux héritiers et autres ayants cause des auteurs, compositeurs ou artistes sont prorogés d'un temps égal à celui qui s'est écoulé entre le 2 août 1914 et la fin de l'année suivant le jour de la signature du traité de paix pour toutes les œuvres publiées avant cette dernière date et non tombées dans le domaine public le 3 février 1919.

« Art. L. 123-9. - Les droits accordés par la loi du 14 juillet 1866 et l'article L. 123-8 aux héritiers et ayants cause des auteurs, compositeurs ou artistes sont prorogés d'un temps égal à celui qui s'est écoulé entre le 3 septembre 1939 et le 1^{er} janvier 1948, pour toutes les œuvres publiées avant cette date et non tombées dans le domaine public à la date du 13 août 1941.

« Art. L. 123-10. - Les droits mentionnés à l'article précédent sont prorogés, en outre, d'une durée de trente ans lorsque l'auteur, le compositeur ou l'artiste est mort pour la France, ainsi qu'il résulte de l'acte de décès.

« Au cas où l'acte de décès ne doit être ni dressé, ni transcrit en France, un arrêté du ministre chargé de la culture peut étendre aux héritiers ou autres ayants cause du défunt le bénéfice de la prorogation supplémentaire de trente ans ; cet arrêté, pris après avis des autorités visées à l'article premier de l'ordonnance n° 45-2717 du 2 novembre 1945, ne pourra intervenir que dans les cas où la mention « mort pour la France » aurait dû figurer sur l'acte de décès si celui-ci avait été dressé en France.

« Art. L. 123-11. - Lorsque les droits prorogés par l'effet de l'article L. 123-10 ont été cédés à titre onéreux, les cédants ou leurs ayants droit pourront, dans un délai de trois ans à compter du 25 septembre 1951, demander au cessionnaire ou à ses ayants droit une révision des conditions de la cession en compensation des avantages résultant de la prorogation.

TITRE III

EXPLOITATION DES DROITS

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

« Art. L. 131-1. - La cession globale des œuvres futures est nulle.

« Art. L. 131-2. - Les contrats de représentation, d'édition et de production audiovisuelle définis au présent titre doivent être constatés par écrit. Il en est de même des autorisations gratuites d'exécution.

« Dans tous les autres cas, les dispositions des articles 1341 à 1348 du code civil sont applicables.

« Art. L. 131-3. - La transmission des droits de l'auteur est subordonnée à la condition que chacun des droits cédés fasse l'objet d'une mention distincte dans l'acte de cession et que le domaine d'exploitation des droits cédés soit délimité quant à son étendue et à sa destination, quant au lieu et quant à la durée.

« Lorsque des circonstances spéciales l'exigent, le contrat peut être valablement conclu par échange de télégrammes, à condition que le domaine d'exploitation des droits cédés soit délimité conformément aux termes du premier alinéa du présent article.

« Les cessions portant sur les droits d'adaptation audiovisuelle doivent faire l'objet d'un contrat écrit sur un document distinct du contrat relatif à l'édition proprement dite de l'œuvre imprimée.

« Le bénéficiaire de la cession s'engage par ce contrat à rechercher une exploitation du droit cédé conformément aux usages de la profession et à verser à l'auteur, en cas d'adaptation, une rémunération proportionnelle aux recettes perçues.

« Art. L. 131-4. - La cession par l'auteur de ses droits sur son œuvre peut être totale ou partielle. Elle doit comporter au profit de l'auteur la participation proportionnelle aux recettes provenant de la vente ou de l'exploitation.

« Toutefois, la rémunération de l'auteur peut être évaluée forfaitairement dans les cas suivants :

« 1° La base de calcul de la participation proportionnelle ne peut être pratiquement déterminée ;

« 2° Les moyens de contrôler l'application de la participation font défaut ;

« 3° Les frais des opérations de calcul et de contrôle seraient hors de proportion avec les résultats à atteindre ;

« 4° La nature ou les conditions de l'exploitation rendent impossible l'application de la règle de la rémunération proportionnelle, soit que la contribution de l'auteur ne constitue pas l'un des éléments essentiels de la création intellectuelle de l'œuvre, soit que l'utilisation de l'œuvre ne présente qu'un caractère accessoire par rapport à l'objet exploité ;

« 5° En cas de cession d'un logiciel ;

« 6° Dans les autres cas prévus au présent code.

« Est également licite la conversion entre les parties, à la demande de l'auteur, des droits provenant des contrats en vigueur en annuités forfaitaires pour des durées à déterminer entre les parties.

« Art. L. 131-5. - En cas de cession du droit d'exploitation, lorsque l'auteur aura subi un préjudice de plus de sept douzièmes dû à une lésion ou à une prévision insuffisante des produits de l'œuvre, il pourra provoquer la révision des conditions de prix du contrat.

« Cette demande ne pourra être formée que dans le cas où l'œuvre aura été cédée moyennant une rémunération forfaitaire.

« La lésion sera appréciée en considération de l'ensemble de l'exploitation par le cessionnaire des œuvres de l'auteur qui se prétend lésé.

« Art. L. 131-6. - La clause d'une cession qui tend à conférer le droit d'exploiter l'œuvre sous une forme non prévisible ou non prévue à la date du contrat doit être expresse et stipuler une participation corrélative aux profits d'exploitation.

« Art. L. 131-7. - En cas de cession partielle, l'ayant cause est substitué à l'auteur dans l'exercice des droits cédés, dans les conditions, les limites et pour la durée prévues au contrat, et à charge de rendre compte.

« Art. L. 131-8. - En vue du paiement des redevances et rémunérations qui leur sont dues pour les trois dernières années à l'occasion de la cession, de l'exploitation ou de l'utilisation de leurs œuvres, telles qu'elles sont définies à l'article L. 112-2 du présent code, les auteurs, compositeurs et artistes bénéficient du privilège prévu au 4° de l'article 2101 et à l'article 2104 du code civil.

CHAPITRE II

Dispositions particulières à certains contrats

Section I

Contrat d'édition

« Art. L. 132-1. - Le contrat d'édition est le contrat par lequel l'auteur d'une œuvre de l'esprit ou ses ayants droit cèdent à des conditions déterminées à une personne appelée éditeur le droit de fabriquer ou de faire fabriquer en nombre des exemplaires de l'œuvre, à charge pour elle d'en assurer la publication et la diffusion.

« Art. L. 132-2. - Ne constitue pas un contrat d'édition, au sens de l'article L. 132-1, le contrat dit à compte d'auteur.

« Par un tel contrat, l'auteur ou ses ayants droit versent à l'éditeur une rémunération convenue, à charge par ce dernier de fabriquer en nombre, dans la forme et suivant les modes d'expression déterminés au contrat, des exemplaires de l'œuvre et d'en assurer la publication et la diffusion.

« Ce contrat constitue un louage d'ouvrage régi par la convention, les usages et les dispositions des articles 1787 et suivants du code civil.

« Art. L. 132-3. - Ne constitue pas un contrat d'édition, au sens de l'article L. 132-1, le contrat dit de compte à demi.

« Par un tel contrat, l'auteur ou ses ayants droit chargent un éditeur de fabriquer, à ses frais et en nombre, des exemplaires de l'œuvre, dans la forme et suivant les modes d'expression déterminés au contrat, et d'en assurer la publication et la diffusion, moyennant l'engagement réciproquement contracté de partager les bénéfices et les pertes d'exploitation, dans la proportion prévue.

« Ce contrat constitue une société en participation définie par les articles 1871 et suivants du code civil. Il est régi par la convention et les usages.

« Art. L. 132-4. - Est licite la stipulation par laquelle l'auteur s'engage à accorder un droit de préférence à un éditeur pour l'édition de ses œuvres futures de genres nettement déterminés.

« Ce droit est limité pour chaque genre à cinq ouvrages nouveaux, à compter du jour de la signature du contrat d'édition conclu pour la première œuvre ou à la production de l'auteur réalisée dans un délai de cinq années à compter du même jour.

« L'éditeur doit exercer le droit qui lui est reconnu en faisant connaître par écrit sa décision à l'auteur, dans le délai de trois mois à dater du jour de la remise par celui-ci de chaque manuscrit définitif.

« Lorsque l'éditeur bénéficiant du droit de préférence aura refusé successivement deux ouvrages nouveaux présentés par l'auteur dans le genre déterminé au contrat, l'auteur pourra reprendre immédiatement et de plein droit sa liberté quant aux œuvres futures qu'il produira dans ce genre. Il devra toutefois, au cas où il aurait reçu sur ses œuvres futures des avances du premier éditeur, effectuer préalablement le remboursement de celles-ci.

« Art. L. 132-5. - Le contrat peut prévoir soit une rémunération proportionnelle aux produits d'exploitation, soit, dans les cas prévus aux articles L. 131-4 et L. 132-6, une rémunération forfaitaire.

« Art. L. 132-6. - En ce qui concerne l'édition de librairie, la rémunération de l'auteur peut faire l'objet d'une rémunération forfaitaire pour la première édition, avec l'accord formellement exprimé de l'auteur, dans les cas suivants :

« 1° Ouvrages scientifiques ou techniques ;

« 2° Anthologies et encyclopédies ;

« 3° Préfaces, annotations, introductions, présentations ;

« 4° Illustrations d'un ouvrage ;

« 5° Editions de luxe à tirage limité ;

« 6° Livres de prières ;

« 7° A la demande du traducteur pour les traductions ;

« 8° Editions populaires à bon marché ;

« 9° Albums bon marché pour enfants.

« Peuvent également faire l'objet d'une rémunération forfaitaire les cessions de droits à ou par une personne ou une entreprise établie à l'étranger.

« En ce qui concerne les œuvres de l'esprit publiées dans les journaux et recueils périodiques de tout ordre et par les agences de presse, la rémunération de l'auteur, lié à l'entreprise d'information par un contrat de louage d'ouvrage ou de services, peut également être fixée forfaitairement.

« Art. L. 132-7. - Le consentement personnel et donné par écrit de l'auteur est obligatoire.

« Sans préjudice des dispositions qui régissent les contrats passés par les mineurs et les majeurs en curatelle, le consentement est même exigé lorsqu'il s'agit d'un auteur légalement incapable, sauf si celui-ci est dans l'impossibilité physique de donner son consentement.

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables lorsque le contrat d'édition est souscrit par les ayants droit de l'auteur.

« Art. L. 132-8. - L'auteur doit garantir à l'éditeur l'exercice paisible et, sauf convention contraire, exclusif du droit cédé.

« Il est tenu de faire respecter ce droit et de le défendre contre toutes atteintes qui lui seraient portées.

« Art. L. 132-9. - L'auteur doit mettre l'éditeur en mesure de fabriquer et de diffuser les exemplaires de l'œuvre.

« Il doit remettre à l'éditeur, dans le délai prévu au contrat, l'objet de l'édition en une forme qui permette la fabrication normale.

« Sauf convention contraire ou impossibilités d'ordre technique, l'objet de l'édition fournie par l'auteur reste la propriété de celui-ci. L'éditeur en sera responsable pendant le délai d'un an après l'achèvement de la fabrication.

« Art. L. 132-10. - Le contrat d'édition doit indiquer le nombre minimum d'exemplaires constituant le premier tirage. Toutefois, cette obligation ne s'applique pas aux contrats prévoyant un minimum de droits d'auteur garantis par l'éditeur.

« Art. L. 132-11. - L'éditeur est tenu d'effectuer ou de faire effectuer la fabrication selon les conditions, dans la forme et suivant les modes d'expression prévus au contrat.

« Il ne peut, sans autorisation écrite de l'auteur, apporter à l'œuvre aucune modification.

« Il doit, sauf convention contraire, faire figurer sur chacun des exemplaires le nom, le pseudonyme ou la marque de l'auteur.

« A défaut de convention spéciale, l'éditeur doit réaliser l'édition dans un délai fixé par les usages de la profession.

« En cas de contrat à durée déterminée, les droits du cessionnaire s'éteignent de plein droit à l'expiration du délai sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

« L'éditeur pourra toutefois procéder, pendant trois ans après cette expiration, à l'écoulement, au prix normal, des exemplaires restant en stock, à moins que l'auteur ne préfère acheter ces exemplaires moyennant un prix qui sera fixé à dire d'experts à défaut d'accord amiable, sans que cette faculté reconnue au premier éditeur interdise à l'auteur de faire procéder à une nouvelle édition dans un délai de trente mois.

« Art. L. 132-12. - L'éditeur est tenu d'assurer à l'œuvre une exploitation permanente et suivie et une diffusion commerciale, conformément aux usages de la profession.

« Art. L. 132-13. - L'éditeur est tenu de rendre compte.

« L'auteur pourra, à défaut de modalités spéciales prévues au contrat, exiger au moins une fois l'an la production par l'éditeur d'un état mentionnant le nombre d'exemplaires fabriqués en cours d'exercice et précisant la date et l'importance des tirages et le nombre des exemplaires en stock.

« Sauf usage ou conventions contraires, cet état mentionnera également le nombre des exemplaires vendus par l'éditeur, celui des exemplaires inutilisables ou détruits par cas fortuit ou force majeure, ainsi que le montant des redevances dues ou versées à l'auteur.

« Art. L. 132-14. - L'éditeur est tenu de fournir à l'auteur toutes justifications propres à établir l'exactitude de ces comptes.

« Faute par l'éditeur de fournir les justifications nécessaires, il y sera contraint par le juge.

« Art. L. 132-15. - Le redressement judiciaire de l'éditeur n'entraîne pas la résiliation du contrat.

« Lorsque l'activité est poursuivie en application des articles 31 et suivants de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, toutes les obligations de l'éditeur à l'égard de l'auteur doivent être respectées.

« En cas de cession de l'entreprise d'édition en application des articles 81 et suivants de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 précitée, l'acquéreur est tenu des obligations du cédant.

« Lorsque l'activité de l'entreprise a cessé depuis plus de trois mois ou lorsque la liquidation judiciaire est prononcée, l'auteur peut demander la résiliation du contrat.

« Le liquidateur ne peut procéder à la vente en solde des exemplaires fabriqués ni à leur réalisation dans les conditions prévues aux articles 155 et 156 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 précitée que quinze jours après avoir averti l'auteur de son intention, par lettre recommandée avec demande d'acquéreur de réception.

« L'auteur possède, sur tout ou partie des exemplaires, un droit de préemption. A défaut d'accord, le prix de rachat sera fixé à dire d'expert.

« Art. L. 132-16. - L'éditeur ne peut transmettre, à titre gratuit ou onéreux, ou par voie d'apport en société, le bénéfice du contrat d'édition à des tiers, indépendamment de son fonds de commerce, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'auteur.

« En cas d'aliénation du fonds de commerce, si celle-ci est de nature à compromettre gravement les intérêts matériels ou moraux de l'auteur, celui-ci est fondé à obtenir réparation même par voie de résiliation du contrat.

« Lorsque le fonds de commerce d'édition était exploité en société ou dépendait d'une indivision, l'attribution du fonds à l'un des ex-associés ou à l'un des coindivisaires en conséquence de la liquidation ou du partage, ne sera, en aucun cas, considérée comme une cession.

« Art. L. 132-17. - Le contrat d'édition prend fin, indépendamment des cas prévus par le droit commun ou par les articles précédents, lorsque l'éditeur procède à la destruction totale des exemplaires.

« La résiliation a lieu de plein droit lorsque, sur mise en demeure de l'auteur lui impartissant un délai convenable, l'éditeur n'a pas procédé à la publication de l'œuvre ou, en cas d'épuisement, à sa réédition.

« L'édition est considérée comme épuisée si deux demandes de livraisons d'exemplaires adressées à l'éditeur ne sont pas satisfaites dans les trois mois.

« En cas de mort de l'auteur, si l'œuvre est inachevée, le contrat est résolu en ce qui concerne la partie de l'œuvre non terminée, sauf accord entre l'éditeur et les ayants droit de l'auteur.

Section II

Contrat de représentation

« Art. L. 132-18. - Le contrat de représentation est celui par lequel l'auteur d'une œuvre de l'esprit et ses ayants droit autorisent une personne physique ou morale à représenter ladite œuvre à des conditions qu'ils déterminent. Est dit contrat général de représentation le contrat par lequel un organisme professionnel d'auteurs confère à un entrepreneur de spectacles la faculté de représenter, pendant la durée du contrat, les œuvres actuelles ou futures, constituant le répertoire dudit organisme aux conditions déterminées par l'auteur ou ses ayants droit.

« Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, il peut être dérogé aux dispositions de l'article L. 131-1.

« Art. L. 132-19. - Le contrat de représentation est conclu pour une durée limitée ou pour un nombre déterminé de communications au public.

« Sauf stipulation expresse de droits exclusifs, il ne confère à l'entrepreneur de spectacles aucun monopole d'exploitation.

« La validité des droits exclusifs accordés par un auteur dramatique ne peut excéder cinq années ; l'interruption des représentations au cours de deux années consécutives y met fin de plein droit.

« L'entrepreneur de spectacles ne peut transférer le bénéfice de son contrat sans l'assentiment formel et donné par écrit de l'auteur ou de son représentant.

« Art. L. 132-20. - Sauf stipulation contraire :

« 1° L'autorisation de télédiffuser une œuvre par voie hertzienne ne comprend pas la distribution par câble de cette télédiffusion, à moins qu'elle ne soit faite en simultané et intégralement par l'organisme bénéficiaire de cette autorisation et sans extension de la zone géographique contractuellement prévue ;

« 2° L'autorisation de télédiffuser l'œuvre ne vaut pas autorisation de communiquer la télédiffusion de cette œuvre dans un lieu accessible au public ;

« 3° L'autorisation de télédiffuser l'œuvre par voie hertzienne ne comprend pas son émission vers un satellite permettant la réception de cette œuvre par l'intermédiaire d'organismes tiers, à moins que les auteurs ou leurs ayants droit aient contractuellement autorisé ces organismes à communiquer l'œuvre au public ; dans ce cas, l'organisme d'émission est exonéré du paiement de toute rémunération.

« Art. L. 132-21. - L'entrepreneur de spectacles est tenu de déclarer à l'auteur ou à ses représentants le programme exact des représentations ou exécutions publiques et de leur fournir un état justifié de ses recettes. Il doit acquitter aux échéances prévues, entre les mains de l'auteur ou de ses représentants, le montant des redevances stipulées.

« Toutefois, les communes, pour l'organisation de leurs fêtes locales et publiques, et les sociétés d'éducation populaire, agréées par l'autorité administrative, pour les séances organisées par elles dans le cadre de leurs activités, doivent bénéficier d'une réduction de ces redevances.

« Art. L. 132-22. - L'entrepreneur de spectacles doit assurer la représentation ou l'exécution publique dans des conditions techniques propres à garantir le respect des droits intellectuels et moraux de l'auteur.

Section III

Contrat de production audiovisuelle

« Art. L. 132-23. - Le producteur de l'œuvre audiovisuelle est la personne physique ou morale qui prend l'initiative et la responsabilité de la réalisation de l'œuvre.

« Art. L. 132-24. - Le contrat qui lie le producteur aux auteurs d'une œuvre audiovisuelle, autres que l'auteur de la composition musicale avec ou sans paroles, emporte, sauf clause contraire et sans préjudice des droits reconnus à l'auteur par les dispositions des articles L. 111-3, L. 121-4, L. 121-5, L. 122-1 à L. 122-7, L. 123-7, L. 131-2 à 131-7, L. 132-4 et L. 132-7, cession au profit du producteur des droits exclusifs d'exploitation de l'œuvre audiovisuelle.

« Le contrat de production audiovisuelle n'emporte pas cession au producteur des droits graphiques et théâtraux sur l'œuvre.

« Ce contrat prévoit la liste des éléments ayant servi à la réalisation de l'œuvre qui sont conservés ainsi que les modalités de cette conservation.

« Art. L. 132-25. - La rémunération des auteurs est due pour chaque mode d'exploitation :

« Sous réserve des dispositions de l'article L. 131-4, lorsque le public paie un prix pour recevoir communication d'une œuvre audiovisuelle déterminée et individualisable, la rémunération est proportionnelle à ce prix, compte tenu des tarifs dégressifs éventuels accordés par le distributeur à l'exploitant : elle est versée aux auteurs par le producteur.

« Art. L. 132-26. - L'auteur garantit au producteur l'exercice paisible des droits cédés.

« Art. L. 132-27. - Le producteur est tenu d'assurer à l'œuvre audiovisuelle une exploitation conforme aux usages de la profession.

« Art. L. 132-28. - Le producteur fournit, au moins une fois par an, à l'auteur et aux coauteurs un état des recettes provenant de l'exploitation de l'œuvre selon chaque mode d'exploitation.

« A leur demande il leur fournit toute justification propre à établir l'exactitude des comptes, notamment la copie des contrats par lesquels il cède à des tiers tout ou partie des droits dont il dispose.

« Art. L. 132-29. - Sauf convention contraire, chacun des auteurs de l'œuvre audiovisuelle peut disposer librement de la partie de l'œuvre qui constitue sa contribution personnelle en vue de son exploitation dans un genre différent et dans les limites fixées par l'article L. 113-3.

« Art. L. 132-30. - Le redressement judiciaire du producteur n'entraîne pas la résiliation du contrat de production audiovisuelle.

« Lorsque la réalisation ou l'exploitation de l'œuvre est continuée en application des articles 31 et suivants de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, l'administrateur est tenu au respect de toutes les obligations du producteur, notamment à l'égard des coauteurs.

« En cas de cession de tout ou partie de l'entreprise ou de liquidation, l'administrateur, le débiteur, le liquidateur, selon le cas, est tenu d'établir un lot distinct pour chaque œuvre audiovisuelle pouvant faire l'objet d'une cession ou d'une vente aux enchères. Il a l'obligation d'aviser, à peine de nullité, chacun des auteurs et des coproducteurs de l'œuvre par lettre recommandée, un mois avant toute décision sur la cession ou toute procédure de licitation. L'acquéreur est, de même, tenu aux obligations du cédant.

« L'auteur et les coauteurs possèdent un droit de préemption sur l'œuvre, sauf si l'un des coproducteurs se déclare acquéreur. A défaut d'accord, le prix d'achat est fixé à dire d'expert.

« Lorsque l'activité de l'entreprise a cessé depuis plus de trois mois ou lorsque la liquidation est prononcée, l'auteur et les coauteurs peuvent demander la résiliation du contrat de production audiovisuelle.

Section IV

Contrat de commande pour la publicité

« Art. L. 132-31. - Dans le cas d'une œuvre de commande utilisée pour la publicité, le contrat entre le producteur et l'auteur entraîne, sauf clause contraire, cession au producteur des droits d'exploitation de l'œuvre, dès lors que ce contrat précise la rémunération distincte due pour chaque mode d'exploitation de l'œuvre en fonction notamment de la zone géographique, de la durée de l'exploitation, de l'importance du tirage et de la nature du support.

« Un accord entre les organisations représentatives d'auteurs et les organisations représentatives des producteurs en publicité fixe les éléments de base entrant dans la composition des rémunérations correspondant aux différentes utilisations des œuvres.

« La durée de l'accord est comprise entre un et cinq ans.

« Ses stipulations peuvent être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés par décret.

« Art. L. 132-32. - A défaut d'accord conclu soit avant le 4 avril 1986, soit à la date d'expiration du précédent accord, les bases des rémunérations visées au deuxième alinéa de l'article L. 132-31 sont déterminées par une commission présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le premier président de la Cour de cassation et composée, en outre, d'un membre du Conseil d'Etat désigné par le vice-président du Conseil d'Etat, d'une personnalité qualifiée désignée par le ministre chargé de la culture et, en nombre égal, d'une part, de membres désignés par les organisations représentatives des auteurs et, d'autre part, de membres désignés par les organisations représentatives des producteurs en publicité.

« Art. L. 132-33. - Les organisations appelées à désigner les membres de la commission ainsi que le nombre de personnes que chacune est appelée à désigner sont déterminés par arrêté du ministre chargé de la culture.

« La commission se détermine à la majorité de ses membres présents. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

« Les délibérations de la commission sont exécutoires si, dans un délai d'un mois, son président n'a pas demandé une seconde délibération.

« Les décisions de la commission sont publiées au *Journal officiel* de la République française.

LIVRE II

LES DROITS VOISINS DU DROIT D'AUTEUR

TITRE UNIQUE

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales.

« Art. L. 211-1. - Les droits voisins ne portent pas atteinte aux droits des auteurs. En conséquence, aucune disposition du présent titre ne doit être interprétée de manière à limiter l'exercice du droit d'auteur par ses titulaires.

« Art. L. 211-2. - Outre toute personne justifiant d'un intérêt pour agir, le ministre chargé de la culture peut saisir l'autorité judiciaire, notamment s'il n'y a pas d'ayant droit connu, ou en cas de vacance ou de déshérence.

« Art. L. 211-3. - Les bénéficiaires des droits ouverts au présent titre ne peuvent interdire :

« 1° Les représentations privées et gratuites effectuées exclusivement dans un cercle de famille ;

« 2° Les reproductions strictement réservées à l'usage privé de la personne qui les réalise et non destinées à une utilisation collective ;

« 3° Sous réserve d'éléments suffisants d'identification de la source :

« - les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées ;

« - les revues de presse ;

« - la diffusion, même intégrale, à titre d'information d'actualité, des discours destinés au public dans les assemblées politiques, administratives, judiciaires ou académiques, ainsi que dans les réunions publiques d'ordre politique et les cérémonies officielles ;

« 4° La parodie, le pastiche et la caricature, compte tenu des lois du genre.

« Art. L. 211-4. - La durée des droits patrimoniaux objets du présent titre est de cinquante années à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle de la première communication au public, de l'interprétation de l'œuvre, de sa production ou des programmes visés à l'article L. 216-1.

CHAPITRE II

Droits des artistes-interprètes.

« Art. L. 212-1. - A l'exclusion de l'artiste de complément, considéré comme tel par les usages professionnels, l'artiste-interprète ou exécutant est la personne qui représente, chante, récite, déclame, joue ou exécute de toute autre manière une œuvre littéraire ou artistique, un numéro de variétés, de cirque ou de marionnettes.

« Art. L. 212-2. - L'artiste-interprète a le droit au respect de son nom, de sa qualité et de son interprétation.

« Ce droit inaliénable et imprescriptible est attaché à sa personne.

« Il est transmissible à ses héritiers pour la protection de l'interprétation et de la mémoire du défunt.

« Art. L. 212-3. - Sont soumises à l'autorisation écrite de l'artiste-interprète la fixation de sa prestation, sa reproduction et sa communication au public, ainsi que toute utilisation séparée du son et de l'image de la prestation lorsque celle-ci a été fixée à la fois pour le son et l'image.

« Cette autorisation et les rémunérations auxquelles elle donne lieu sont régies par les dispositions des articles L. 762-1 et L. 762-2 du code du travail, sous réserve des dispositions de l'article L. 212-6 du présent code.

« Art. L. 212-4. - La signature du contrat conclu entre un artiste-interprète et un producteur pour la réalisation d'une œuvre audiovisuelle vaut autorisation de fixer, reproduire et communiquer au public la prestation de l'artiste-interprète.

« Ce contrat fixe une rémunération distincte pour chaque mode d'exploitation de l'œuvre.

« Art. L. 212-5. - Lorsque ni le contrat ni une convention collective ne mentionnent de rémunération pour un ou plusieurs modes d'exploitation, le niveau de celle-ci est fixé par référence à des barèmes établis par voie d'accords spécifiques conclus, dans chaque secteur d'activité, entre les organisations de salariés et d'employeurs représentatives de la profession.

« Art. L. 212-6. - Les dispositions de l'article L. 762-2 du code du travail ne s'appliquent qu'à la fraction de la rémunération versée en application du contrat excédant les bases fixées par la convention collective ou l'accord spécifique.

« Art. L. 212-7. - Les contrats passés antérieurement au 1^{er} janvier 1986 entre un artiste-interprète et un producteur d'œuvre audiovisuelle ou leurs cessionnaires sont soumis aux dispositions qui précèdent, en ce qui concerne les modes d'exploitation qu'ils excluaient. La rémunération correspondante n'a pas le caractère de salaire. Ce droit à rémunération s'éteint au décès de l'artiste-interprète.

« Art. L. 212-8. - Les stipulations des conventions ou accords mentionnés aux articles précédents peuvent être rendues obligatoires à l'intérieur de chaque secteur d'activité pour l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre compétent.

« Art. L. 212-9. - A défaut d'accord conclu dans les termes des articles L. 212-4 à L. 212-7, soit avant le 4 janvier 1986, soit à la date d'expiration du précédent accord, les modes et les bases de rémunération des artistes-interprètes sont déterminés, pour chaque secteur d'activité, par une commission présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le premier président de la Cour de cassation et composée, en outre, d'un membre du Conseil d'Etat, désigné par le vice-président du Conseil d'Etat, d'une personnalité qualifiée désignée par le ministre chargé de la culture et, en nombre égal, de représentants des organisations de salariés et de représentants des organisations d'employeurs.

« La commission se détermine à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante. La commission se prononce dans les trois mois suivant l'expiration du délai fixé au premier alinéa du présent article.

« Sa décision a effet, pour une durée de trois ans, sauf accord des intéressés intervenu avant ce terme.

« Art. L. 212-10. - Les artistes-interprètes ne peuvent interdire la reproduction et la communication publique de leur prestation si elle est accessoire à un événement constituant le sujet principal d'une séquence d'une œuvre ou d'un document audiovisuel.

CHAPITRE III

Droits des producteurs de phonogrammes

« Art. L. 213-1. - Le producteur de phonogrammes est la personne, physique ou morale, qui a l'initiative et la responsabilité de la première fixation d'une séquence de son.

« L'autorisation du producteur de phonogrammes est requise avant toute reproduction, mise à la disposition du public par la vente, l'échange ou le louage, ou communication au public de son phonogramme autres que celles mentionnées à l'article L. 214-1.

CHAPITRE IV

Dispositions communes aux artistes-interprètes et aux producteurs de phonogrammes

« Art. L. 214-1. - Lorsqu'un phonogramme a été publié à des fins de commerce, l'artiste-interprète et le producteur ne peuvent s'opposer :

« 1° A sa communication directe dans un lieu public, dès lors qu'il n'est pas utilisé dans un spectacle ;

« 2° A sa radiodiffusion, non plus qu'à la distribution par câble simultanée et intégrale de cette radiodiffusion.

« Ces utilisations des phonogrammes publiés à des fins de commerce, quel que soit le lieu de fixation de ces phonogrammes, ouvrent droit à rémunération au profit des artistes-interprètes et des producteurs.

« Cette rémunération est versée par les personnes qui utilisent les phonogrammes publiés à des fins de commerce dans les conditions mentionnées aux 1° et 2° du présent article.

« Elle est assise sur les recettes de l'exploitation ou, à défaut, évaluée forfaitairement dans les cas prévus à l'article L. 131-4.

« Elle est répartie par moitié entre les artistes-interprètes et les producteurs de phonogrammes.

« Art. L. 214-2. - Sous réserve des conventions internationales, les droits à rémunération reconnus par les dispositions de l'article L. 214-1 sont répartis entre les artistes-interprètes et les producteurs de phonogrammes pour les phonogrammes fixés par la première fois en France.

« Art. L. 214-3. - Le barème de rémunération et les modalités de versement de la rémunération sont établis par des accords spécifiques à chaque branche d'activité entre les organisations représentatives des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et des personnes utilisant les phonogrammes dans les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article L. 214-1.

« Ces accords doivent préciser les modalités selon lesquelles les personnes utilisant les phonogrammes dans ces mêmes conditions s'acquittent de leur obligation de fournir aux sociétés de perception et de répartition des droits le programme exact des utilisations auxquelles elles procèdent et tous les éléments documentaires indispensables à la répartition des droits.

« Les stipulations de ces accords peuvent être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre chargé de la culture.

« La durée de ces accords est comprise entre un et cinq ans.

« Art. L. 214-4. - A défaut d'accord intervenu avant le 30 juin 1986, ou si aucun accord n'est intervenu à l'expiration du précédent accord, le barème de rémunération et des modalités de versement de la rémunération sont arrêtés par

une commission présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le premier président de la Cour de cassation et composée, en outre, d'un membre du Conseil d'Etat désigné par le vice-président du Conseil d'Etat, d'une personnalité qualifiée désignée par le ministre chargé de la culture et, en nombre égal, d'une part, de membres désignés par les organisations représentant les bénéficiaires du droit à rémunération, d'autre part, de membres désignés par les organisations représentant les personnes qui, dans la branche d'activité concernée, utilisent les phonogrammes dans les conditions prévues aux 1^o et 2^o de l'article L. 214-1.

« Les organisations appelées à désigner les membres de la commission ainsi que le nombre de personnes que chacune est appelée à désigner sont déterminés par arrêté du ministre chargé de la culture.

« La commission se détermine à la majorité de ses membres présents. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

« Les délibérations de la commission sont exécutoires si, dans un délai d'un mois, son président n'a pas demandé une seconde délibération.

« Les décisions de la commission sont publiées au *Journal officiel* de la République française.

« Art. L. 214-5. - La rémunération prévue à l'article L. 214-1 est perçue pour le compte des ayants droit et répartie entre ceux-ci par un ou plusieurs organismes mentionnés au titre II du livre III.

CHAPITRE V

Droits des producteurs de vidéogrammes

« Art. L. 215-1. - Le producteur de vidéogrammes est la personne, physique ou morale, qui a l'initiative et la responsabilité de la première fixation d'une séquence d'images sonorisée ou non.

« L'autorisation du producteur de vidéogrammes est requise avant toute reproduction, mise à la disposition du public par la vente, l'échange ou le louage, ou communication au public de son vidéogramme.

« Les droits reconnus au producteur d'un vidéogramme en vertu de l'alinéa précédent, les droits d'auteur et les droits des artistes-interprètes dont il disposerait sur l'œuvre fixée sur ce vidéogramme ne peuvent faire l'objet de cessions séparées.

CHAPITRE VI

Droits des entreprises de communication audiovisuelle

« Art. L. 216-1. - Sont soumises à l'autorisation de l'entreprise de communication audiovisuelle la reproduction de ses programmes, ainsi que leur mise à la disposition du public par vente, louage ou échange, leur télédiffusion et leur communication au public dans un lieu accessible à celui-ci moyennant paiement d'un droit d'entrée.

« Sont dénommés entreprises de communication audiovisuelle les organismes qui exploitent un service de communication audiovisuelle au sens de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, quel que soit le régime applicable à ce service.

LIVRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

TITRE I^{er}

RÉMUNÉRATION POUR COPIE PRIVÉE

CHAPITRE UNIQUE

« Art. L. 311-1. - Les auteurs et les artistes-interprètes des œuvres fixées sur phonogrammes ou vidéogrammes, ainsi que les producteurs de ces phonogrammes ou vidéogrammes, ont droit à une rémunération au titre de la reproduction desdites œuvres, réalisées dans les conditions mentionnées au 2^o de l'article L. 122-5 et au 2^o de l'article L. 211-3.

« Art. L. 311-2. - Sous réserve des conventions internationales, le droit à rémunération mentionné aux articles L. 214-1 et L. 311-1 est réparti entre les auteurs, les artistes-interprètes,

producteurs de phonogrammes ou de vidéogrammes pour les phonogrammes et vidéogrammes fixés pour la première fois en France.

« Art. L. 311-3. - La rémunération pour copie privée est, dans les conditions ci-après définies, évaluée selon le mode forfaitaire prévu au deuxième alinéa de l'article L. 131-4.

« Art. L. 311-4. - La rémunération prévue à l'article L. 311-3 est versée par le fabricant ou l'importateur des supports d'enregistrement utilisables pour la reproduction à usage privé d'œuvres fixées sur des phonogrammes ou des vidéogrammes, lors de la mise en circulation en France de ces supports.

« Le montant de la rémunération est fonction du type de support et de la durée d'enregistrement qu'il permet.

« Art. L. 311-5. - Les types de support, les taux de rémunération et les modalités de versement de celle-ci sont déterminés par une commission présidée par un représentant de l'Etat et composée, en outre, pour moitié, de personnes désignées par les organisations représentant les bénéficiaires du droit à rémunération, pour un quart, de personnes désignées par les organisations représentant les fabricants ou importateurs des supports mentionnés au premier alinéa du précédent article et, pour un quart, de personnes désignées par les organisations représentant les consommateurs.

« Les organisations appelées à désigner les membres de la commission ainsi que le nombre de personnes que chacune est appelée à désigner sont déterminées par arrêté du ministre chargé de la culture.

« La commission se détermine à la majorité de ses membres présents. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

« Les délibérations de la commission sont exécutoires si, dans un délai d'un mois, son président n'a pas demandé une seconde délibération.

« Les décisions de la commission sont publiées au *Journal officiel* de la République française.

« Art. L. 311-6. - La rémunération prévue à l'article L. 311-1 est perçue pour le compte des ayants droit par un ou plusieurs organismes mentionnés au titre II du présent livre.

« Elle est répartie entre les ayants droit par les organismes mentionnés à l'alinéa précédent, à raison des reproductions privées dont chaque œuvre fait l'objet.

« Art. L. 311-7. - La rémunération pour copie privée des phonogrammes bénéficie, pour moitié, aux auteurs, pour un quart, aux artistes-interprètes et, pour un quart, aux producteurs.

« La rémunération pour copie privée des vidéogrammes bénéficie à parts égales aux auteurs, aux artistes-interprètes et aux producteurs.

« Art. L. 311-8. - La rémunération pour copie privée donne lieu à remboursement lorsque le support d'enregistrement est acquis pour leur propre usage ou production par :

« 1^o Les entreprises de communication audiovisuelle ;

« 2^o Les producteurs de phonogrammes ou de vidéogrammes et les personnes qui assurent, pour le compte des producteurs de phonogrammes ou vidéogrammes, la reproduction de ceux-ci ;

« 3^o Les personnes morales ou organismes, dont la liste est arrêtée par le ministre chargé de la culture, qui utilisent les supports d'enregistrement à des fins d'aide aux handicapés visuels ou auditifs.

TITRE II

SOCIÉTÉS DE PERCEPTION ET DE RÉPARTITION DES DROITS

CHAPITRE UNIQUE

« Art. L. 321-1. - Les sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur et des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes sont constituées sous forme de sociétés civiles.

« Les associés doivent être des auteurs, des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes ou de vidéogrammes, des éditeurs, ou leurs ayants droit. Ces sociétés civiles régulièrement constituées ont qualité pour ester en justice pour la défense des droits dont elles ont statutairement la charge.

« Art. L. 321-2. - Les contrats conclus par les sociétés civiles d'auteurs ou de titulaires de droits voisins, en exécution de leur objet, avec les utilisateurs de tout ou partie de leur répertoire sont des actes civils.

« Art. L. 321-3. - Les projets de statuts et de règlement généraux des sociétés de perception et de répartition des droits sont adressés au ministre chargé de la culture.

« Dans le mois de leur réception, le ministre peut saisir le tribunal de grande instance au cas où des motifs réels et sérieux s'opposeraient à la constitution d'une de ces sociétés.

« Le tribunal apprécie la qualification professionnelle des fondateurs de ces sociétés, les moyens humains et matériels qu'ils proposent de mettre en œuvre pour assurer le recouvrement des droits et l'exploitation de leur répertoire.

« Art. L. 321-4. - Les sociétés de perception et de répartition des droits sont tenues de nommer au moins un commissaire aux comptes et un suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par ladite loi sous réserve des règles qui leur sont propres. Les dispositions de l'article 457 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée sont applicables.

« Les dispositions de l'article 29 de la loi n° 84-148 du 1^{er} mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises sont applicables.

« Art. L. 321-5. - Tout associé a droit, dans les conditions et délais déterminés par décret, d'obtenir communication :

« 1° Des comptes annuels et de la liste des administrateurs ;

« 2° Des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes qui seront soumis à l'assemblée ;

« 3° Le cas échéant, du texte et de l'exposé des motifs des résolutions proposées, ainsi que des renseignements concernant les candidats au conseil d'administration ;

« 4° Du montant global, certifié exact par les commissaires aux comptes, des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées, le nombre de ces personnes étant de dix ou de cinq selon que l'effectif excède ou non 200 salariés.

« Art. L. 321-6. - Tout groupement d'associés représentant au moins un dixième du nombre de ceux-ci peut demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

« Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

« Le rapport est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, aux commissaires aux comptes et au conseil d'administration. Ce rapport est annexé à celui établi par les commissaires aux comptes en vue de la première assemblée générale ; il reçoit la même publicité.

« Art. L. 321-7. - Les sociétés de perception et de répartition des droits doivent tenir à la disposition des utilisateurs éventuels le répertoire complet des auteurs et compositeurs français et étrangers qu'elles représentent.

« Art. L. 321-8. - Les statuts des sociétés de perception et de répartition des droits doivent prévoir les conditions dans lesquelles les associations ayant un but d'intérêt général bénéficieront, pour leurs manifestations ne donnant pas lieu à entrée payante, d'une réduction sur le montant des droits d'auteur et des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes qu'elles auraient à verser.

« Art. L. 321-9. - Ces sociétés doivent utiliser à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation d'artistes 50 p. 100 des sommes non répartissables perçues en application de l'article L. 214-1 ci-dessus et 25 p. 100 des sommes provenant de la rémunération pour copie privée. La répartition des sommes correspondantes, qui ne peut bénéficier à un organisme unique, est soumise à un vote de l'assemblée générale de la société qui se prononce à la majorité des deux tiers. A défaut d'une telle majorité, une nouvelle assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet, statue à la majorité simple.

« L'utilisation de ces sommes fait l'objet, chaque année, d'un rapport spécial du commissaire aux comptes.

« Art. L. 321-10. - Les sociétés de perception et de répartition des droits des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des artistes-interprètes ont la faculté, dans

la limite des mandats qui leur sont donnés soit par tout ou partie des associés, soit par des organismes étrangers ayant le même objet, d'exercer collectivement les droits prévus aux articles L. 213-1 et L. 215-1 en concluant des contrats généraux d'intérêt commun avec les utilisateurs de phonogrammes ou de vidéogrammes dans le but d'améliorer la diffusion de ceux-ci ou de promouvoir le progrès technique ou économique.

« Art. L. 321-11. - Sans préjudice des dispositions générales applicables aux sociétés civiles, la demande de dissolution d'une société de perception et de répartition des droits peut être présentée au tribunal par le ministre chargé de la culture.

« En cas de violation de la loi, le tribunal peut interdire à une société d'exercer ses activités de recouvrement dans un secteur d'activité ou pour un mode d'exploitation.

« Art. L. 321-12. - La société de perception et de répartition des droits communique ses comptes annuels au ministre chargé de la culture et porte à sa connaissance, deux mois au moins avant son examen par l'assemblée générale, tout projet de modification de ses statuts ou des règles de perception et de répartition des droits.

« Elle adresse au ministre chargé de la culture, à la demande de celui-ci, tout document relatif à la perception et à la répartition des droits ainsi que la copie des conventions passées avec les tiers.

« Le ministre chargé de la culture ou son représentant peut accueillir, sur pièces et sur place, les renseignements mentionnés au présent article.

TITRE III

PROCÉDURES ET SANCTIONS

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales.

« Art. L. 331-1. - Toutes les contestations relatives à l'application des dispositions de la première partie du présent code qui relèvent des juridictions de l'ordre judiciaire sont portées devant les tribunaux compétents, sans préjudice du droit pour la partie lésée de se pourvoir devant la juridiction répressive dans les termes du droit commun.

« Les organismes de défense professionnelle régulièrement constitués ont qualité pour ester en justice pour la défense des intérêts dont ils ont statutairement la charge.

« Art. L. 331-2. - Outre les procès-verbaux des officiers ou agents de police judiciaire, la preuve de la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III peut résulter des constatations d'agents assermentés désignés selon les cas par le centre national de la cinématographie, par les organismes professionnels d'auteurs et par les sociétés mentionnées au titre II du présent livre. Ces agents sont agréés par le ministre chargé de la culture dans les conditions prévues par un décret en Conseil d'Etat.

CHAPITRE II

Saisie-contrefaçon.

« Art. L. 332-1. - Les commissaires de police et, dans les lieux où il n'y a pas de commissaire de police, les juges d'instance, sont tenus, à la demande de tout auteur d'une œuvre protégée par le livre I^{er}, de ses ayants droit ou de ses ayants cause, de saisir les exemplaires constituant une reproduction illicite de cette œuvre.

« Si la saisie doit avoir pour effet de retarder ou de suspendre des représentations ou des exécutions publiques en cours ou déjà annoncées, une autorisation spéciale doit être obtenue du président du tribunal de grande instance, par ordonnance rendue sur requête. Le président du tribunal de grande instance peut également, dans la même forme, ordonner :

« 1° La suspension de toute fabrication en cours tendant à la reproduction illicite d'une œuvre ;

« 2° La saisie, quels que soient le jour et l'heure, des exemplaires constituant une reproduction illicite de l'œuvre, déjà fabriqués ou en cours de fabrication, des recettes réalisées, ainsi que des exemplaires illicitement utilisés ;

« 3° La saisie des recettes provenant de toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une œuvre de l'esprit, effectuée en violation des droits de l'auteur.

« Le président du tribunal de grande instance peut, dans les ordonnances prévues ci-dessus, ordonner la constitution préalable par le saisissant d'un cautionnement convenable.

« Art. L. 332-2. - Dans les trente jours de la date du procès-verbal de la saisie, prévue à l'alinéa 1^{er} de l'article L. 332-1, ou de la date de l'ordonnance prévue au même article, le saisi ou le tiers saisi peuvent demander au président du tribunal de grande instance de prononcer la mainlevée de la saisie ou d'en cantonner les effets, ou encore d'autoriser la reprise de la fabrication ou celle des représentations ou exécutions publiques, sous l'autorité d'un administrateur constitué séquestre, pour le compte de qui il appartiendra, des produits de cette fabrication ou de cette exploitation.

« Le président du tribunal de grande instance statuant en référé peut, s'il fait droit à la demande du saisi ou du tiers saisi, ordonner à la charge du demandeur la consignation d'une somme affectée à la garantie des dommages et intérêts auxquels l'auteur pourrait prétendre.

« Art. L. 332-3. - Faute par le saisissant de saisir la juridiction compétente dans les trente jours de la saisie, mainlevée de cette saisie pourra être ordonnée à la demande du saisi ou du tiers saisi par le président du tribunal, statuant en référé.

« Art. L. 332-4. - En matière de logiciels, la saisie-contrefaçon est exécutée en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de grande instance. Le président autorise, s'il y a lieu, la saisie réelle.

« L'huissier instrumentaire ou le commissaire de police peut être assisté d'un expert désigné par le requérant.

« A défaut d'assignation ou de citation dans la quinzaine de la saisie, la saisie-contrefaçon est nulle.

« En outre, les commissaires de police sont tenus, à la demande de tout auteur d'un logiciel protégé par le présent code ou de ses ayants droit, d'opérer une saisie-description du logiciel contrefaisant, saisie-description qui peut se concrétiser par une copie.

CHAPITRE III

Saisie-arrêt

« Art. L. 333-1. - Lorsque les produits d'exploitation revenant à l'auteur d'une œuvre de l'esprit ont fait l'objet d'une saisie-arrêt, le président du tribunal de grande instance peut ordonner le versement à l'auteur, à titre alimentaire, d'une certaine somme ou d'une quotité déterminée des sommes saisies.

« Art. L. 333-2. - Sont insaisissables, dans la mesure où elles ont un caractère alimentaire, les sommes dues, en raison de l'exploitation pécuniaire ou de la cession des droits de propriété littéraire ou artistique, à tous auteurs, compositeurs ou artistes ainsi qu'à leur conjoint survivant contre lequel n'existe pas un jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée, ou à leurs enfants mineurs pris en leur qualité d'ayants cause.

« Art. L. 333-3. - La proportion insaisissable de ces sommes ne pourra, en aucun cas, être inférieure aux quatre cinquièmes, lorsqu'elles sont au plus égales annuellement au palier de ressources le plus élevé prévu en application du chapitre 5 du titre IV du livre 1^{er} du code du travail.

« Art. L. 333-4. - Les dispositions du présent chapitre ne font pas obstacle aux saisies-arrêts pratiquées en vertu des dispositions du code civil relatives aux créances d'aliments.

CHAPITRE IV

Droit de suite

« Art. L. 334-1. - En cas de violation des dispositions de l'article L. 122-8, l'acquéreur et les officiers ministériels peuvent être condamnés solidairement, au profit des bénéficiaires du droit de suite, à des dommages-intérêts.

CHAPITRE V

Dispositions pénales

« Art. L. 335-1. - Les officiers de police judiciaire compétents peuvent procéder, dès la constatation des infractions prévues à l'article L. 335-4 du présent code, à la saisie des phonogrammes et vidéogrammes reproduits illicitement, des exemplaires et objets fabriqués ou importés illicitement et des matériels spécialement installés en vue de tels agissements.

« Art. L. 335-2. - Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon ; et toute contrefaçon est un délit.

« La contrefaçon en France d'ouvrages publiés en France ou à l'étranger est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 6 000 francs à 120 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Seront punis des mêmes peines le débit, l'exportation et l'importation des ouvrages contrefaits.

« Art. L. 335-3. - Est également un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une œuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur, tels qu'ils sont définis et réglementés par la loi.

« Art. L. 335-4. - Est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 6 000 francs à 120 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement toute fixation, reproduction, communication ou mise à disposition du public, à titre onéreux ou gratuit, ou toute télédiffusion d'une prestation, d'un phonogramme, d'un vidéogramme ou d'un programme, réalisée sans l'autorisation, lorsqu'elle est exigée, de l'artiste-interprète, du producteur de phonogrammes ou de vidéogrammes ou de l'entreprise de communication audiovisuelle.

« Est punie des mêmes peines toute importation ou exportation de phonogrammes ou de vidéogrammes réalisée sans l'autorisation du producteur ou de l'artiste-interprète, lorsqu'elle est exigée.

« Est puni de la peine d'amende prévue au premier alinéa le défaut de versement de la rémunération due à l'auteur, à l'artiste-interprète ou au producteur de phonogrammes ou de vidéogrammes au titre de la copie privée ou de la communication publique ainsi que de la télédiffusion des phonogrammes.

« Art. L. 335-5. - En cas de récidive des infractions définies aux trois précédents articles, les peines encourues sont portées au double.

« En outre, le tribunal peut ordonner, soit à titre définitif, soit à titre temporaire, pour une durée n'excédant pas cinq ans, la fermeture de l'établissement exploité par le condamné.

« Lorsque cette mesure de fermeture a été prononcée, le personnel doit recevoir une indemnité égale à son salaire, augmentée de tous les avantages en nature, pendant la durée de la fermeture et au plus pendant six mois.

« Si les conventions collectives ou particulières prévoient, après licenciement, une indemnité supérieure, c'est celle-ci qui sera due.

« Toute infraction aux dispositions des deux alinéas qui précèdent sera punie d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 150 F à 15 000 F.

« En cas de récidive, les peines seront portées au double.

« Art. L. 335-6. - Dans tous les cas prévus par les quatre articles précédents, le tribunal peut prononcer la confiscation de tout ou partie des recettes procurées par l'infraction ainsi que celle de tous les phonogrammes, vidéogrammes, objets et exemplaires contrefaisants ou reproduits illicitement et du matériel spécialement installé en vue de la réalisation du délit.

« Il peut également ordonner, aux frais du condamné, l'affichage du jugement prononçant la condamnation dans les conditions et sous les peines prévues à l'article 51 du code pénal, ainsi que sa publication intégrale ou par extraits dans les journaux qu'il désigne, sans que les frais de cette publication puissent excéder le montant maximum de l'amende encourue.

« Art. L. 335-7. - Dans les cas prévus aux cinq articles précédents, le matériel, les objets contrefaisants et les recettes ayant donné lieu à confiscation seront remis à la victime ou à ses ayants droits pour les indemniser de leur préjudice ; le

surplus de leur indemnité ou l'entière indemnité s'il n'y a eu aucune confiscation de matériel, d'objets contrefaisants ou de recettes sera réglé par les voies ordinaires.

DEUXIÈME PARTIE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

LIVRE IV ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET PROFESSIONNELLE

TITRE I^{er} INSTITUTIONS

CHAPITRE I^{er}

L'Institut national de la propriété industrielle

« Art. L. 411-1. - L'Institut national de la propriété industrielle est un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé auprès du ministre chargé de l'industrie.

« Cet établissement a pour mission :

« 1^o De centraliser et diffuser toute information nécessaire pour la protection des innovations et pour l'enregistrement des entreprises, ainsi que d'engager toute action de sensibilisation et de formation dans ces domaines ;

« 2^o D'appliquer les lois et règlements en matière de propriété industrielle, de registre du commerce et des sociétés et de répertoire des métiers ; à cet effet, l'Institut pourvoit, notamment, à la réception des dépôts de demandes des titres de propriété industrielle ou annexes à la propriété industrielle, à leur examen et à leur délivrance ou enregistrement et à la surveillance de leur maintien ; il centralise le registre du commerce et des sociétés, le répertoire des métiers et le bulletin officiel des annonces civiles et commerciales ; il assure la diffusion des informations techniques, commerciales et financières contenues dans les titres de propriété industrielle et instruments centralisés de publicité légale ;

« 3^o De prendre toute initiative en vue d'une adaptation permanente du droit national et international aux besoins des innovateurs et des entreprises ; à ce titre, il propose au ministre chargé de la propriété industrielle toute réforme qu'il estime utile en ces matières ; il participe à l'élaboration des accords internationaux ainsi qu'à la représentation de la France dans les organisations internationales compétentes.

« Art. L. 411-2. - Les recettes de l'Institut se composent de toutes redevances établies dans les conditions prévues à l'article 5 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et perçues en matière de propriété industrielle et en matière du registre du commerce et des métiers et de dépôt des actes de sociétés, ainsi que des recettes accessoires. Ces recettes doivent obligatoirement équilibrer toutes les charges de l'établissement.

« Le contrôle de l'exécution du budget de l'Institut s'exerce *a posteriori* selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 411-3. - L'organisation administrative et financière de l'Institut est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 411-4. - Le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle prend les décisions prévues par le code en matière de délivrance, rejet ou maintien des titres de propriété industrielle.

« Dans l'exercice de cette compétence, il n'est pas soumis à l'autorité de tutelle. Les cours d'appel désignées par voie réglementaire connaissent directement des recours formés contre ses décisions. Il y est statué, le ministère public et le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle entendus. Le pourvoi en cassation est ouvert tant au demandeur qu'au directeur de l'Institut national de la propriété industrielle.

« Art. L. 411-5. - Les décisions de rejet mentionnées au premier alinéa de l'article L.411-4 sont motivées.

« Il en est de même des décisions acceptant une opposition présentée en vertu de l'article L.712-4 ou une demande de relevé de déchéance en matière de marques de fabrique, de commerce ou de service.

« Elles sont notifiées au demandeur dans les formes et délais prévus par voie réglementaire.

CHAPITRE II

Le comité de protection des obtentions végétales

« Art. L. 412-1. - Le comité de la protection des obtentions végétales, placé auprès du ministre de l'Agriculture, est présidé par un magistrat et composé de personnalités, tant du secteur public que du secteur privé, qualifiées par leurs connaissances théoriques ou pratiques des problèmes de génétique, de botanique et d'agronomie. Ce comité délivre le certificat mentionné à l'article L. 623-4.

TITRE II

QUALIFICATION EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

CHAPITRE I^{er}

Inscription sur la liste des personnes qualifiées en matière de propriété industrielle

« Art. L. 421-1. - Il est dressé annuellement par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle une liste des personnes qualifiées en propriété industrielle.

« Cette liste est publiée.

« Les personnes inscrites sur la liste précitée peuvent exercer à titre de salarié d'une entreprise ou à titre libéral individuellement ou en groupe ou à titre de salarié d'une autre personne exerçant à titre libéral.

« Les personnes figurant, à la date du 26 novembre 1990, sur la liste des personnes qualifiées en brevet d'invention sont de plein droit inscrites sur la liste visée au premier alinéa, sous réserve qu'elles répondent aux conditions de moralité prévues à l'article L. 421-2.

« Art. L. 421-2. - Nul ne peut être inscrit sur la liste prévue à l'article précédent s'il n'est pas de bonne moralité et s'il ne remplit pas les conditions de diplôme et pratique professionnelle prescrites.

« L'inscription est assortie d'une mention de spécialisation en fonction des diplômes détenus et de la pratique professionnelle acquise.

CHAPITRE II

Conditions d'exercice de la profession de conseil en propriété industrielle

« Art. L. 422-1. - Le conseil en propriété industrielle a pour profession d'offrir, à titre habituel et rémunéré, ses services au public pour conseiller, assister ou représenter les tiers en vue de l'obtention, du maintien, de l'exploitation ou de la défense des droits de propriété industrielle, droits annexes et droits portant sur toutes questions connexes.

« Les services visés à l'alinéa précédent incluent les consultations juridiques et la rédaction d'actes sous seing privé.

« Nul n'est autorisé à faire usage du titre de conseil en propriété industrielle, d'un titre équivalent ou susceptible de prêter à confusion, s'il n'est inscrit sur la liste des conseils en propriété industrielle établie par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle.

« Toute violation des dispositions du précédent alinéa sera punie des peines prévues au deuxième alinéa de l'article 259 du code pénal.

« Nul ne peut être inscrit sur la liste des conseils en propriété industrielle s'il n'est inscrit sur la liste prévue à l'article L. 421-1 et s'il n'exerce sa profession dans les conditions prévues à l'article L. 422-6.

« L'inscription est assortie d'une mention de spécialisation en fonction des diplômes détenus et de la pratique professionnelle acquise.

« Art. L. 422-2. - Les personnes ayant droit au titre de conseil en brevet d'invention à la date d'entrée en vigueur de la loi du 26 novembre 1990 sont de plein droit inscrites sur la liste prévue à l'article L. 422-1.

« Art. L. 422-3. - Toute société exerçant les activités mentionnées à l'article L. 422-1 à la date d'entrée en vigueur de la loi du 26 novembre 1990 peut demander son inscription sur la liste des conseils en propriété industrielle.

« Dans ce cas, la condition prévue au troisième alinéa *b* de l'article L. 422-7 n'est pas applicable.

« A peine de forclusion, la demande doit être présentée, au plus tard, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi du 26 novembre 1990.

« *Art. L. 422-4.* - Les personnes qui souhaitent se faire représenter dans les procédures devant l'Institut national de la propriété industrielle ne peuvent le faire, pour les actes où la technicité de la matière l'impose, que par l'intermédiaire de conseils en propriété industrielle dont la spécialisation, déterminée en application du dernier alinéa de l'article L. 422-1, est en rapport avec l'acte.

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne font pas obstacle à la faculté de recourir, soit aux services d'un avocat ou d'un conseil juridique, soit à ceux d'une entreprise ou d'un établissement public auxquels le demandeur est contractuellement lié, soit à ceux d'une organisation professionnelle spécialisée.

« *Art. L. 422-5.* - Toute personne exerçant les activités mentionnées au premier alinéa de l'article L. 422-1 du 26 novembre 1990 peut, par dérogation aux dispositions de l'article L. 422-4, représenter les personnes mentionnées au premier alinéa de cet article dans les cas prévus par cet alinéa, sous réserve d'être inscrite sur une liste spéciale établie par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle.

« L'inscription est de droit, sous la réserve prévue au dernier alinéa du présent article, à la condition que la personne l'ait demandée par une déclaration auprès du directeur de l'Institut.

« A peine de forclusion, la déclaration doit être formulée, au plus tard, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990.

« Nul ne peut être inscrit sur la liste prévue au premier alinéa s'il n'est pas de bonne moralité.

« *Art. L. 422-6.* - Le conseil en propriété industrielle exerce sa profession soit à titre individuel ou en groupe, soit en qualité de salarié d'un autre conseil en propriété industrielle.

« *Art. L. 422-7.* - Lorsque la profession de conseil en propriété industrielle est exercée en société, elle peut l'être par une société civile professionnelle ou par une société constituée sous une autre forme. Dans ce dernier cas, il est nécessaire que :

« a) Le président du conseil d'administration, les directeurs généraux, les membres du directoire, le directeur général unique et le ou les gérants ainsi que la majorité des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance aient la qualité de conseils en propriété industrielle ;

« b) Les conseils en propriété industrielle détiennent plus de la moitié du capital social et des droits de vote ;

« c) L'admission de tout nouvel associé est subordonnée à l'agrément préalable, selon le cas, du conseil d'administration, du conseil de surveillance, du ou des gérants.

« Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 93, des articles 107 et 142 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ne sont applicables respectivement ni aux membres du conseil d'administration ni aux membres du conseil de surveillance des sociétés de conseils en propriété industrielle.

« Lorsque la profession de conseil en propriété industrielle est exercée par une société, il y a lieu, outre l'inscription des conseils personnes physiques, à l'inscription de la société dans une section spéciale de la liste prévue à l'article L. 422-1.

« *Art. L. 422-8.* - Tout conseil en propriété industrielle doit justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle à raison des négligences et fautes commises dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que d'une garantie spécialement affectée au remboursement des fonds, effets ou valeurs reçus.

« *Art. L. 422-9.* - Il est institué une Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle, organisme doté de la personnalité morale, placé auprès de l'Institut national de la propriété industrielle aux fins de représenter les conseils en propriété industrielle auprès des pouvoirs publics, de défendre leurs intérêts professionnels et de veiller au respect des règles de déontologie.

« *Art. L. 422-10.* - Toute personne physique ou morale exerçant la profession de conseil en propriété industrielle qui se rend coupable, soit d'une infraction aux règles du présent

titre ou des textes pris pour son application, soit de faits contraires à la probité, à l'honneur ou à la délicatesse, même s'ils sont extraprofessionnels, peut faire l'objet de l'une des mesures disciplinaires suivantes : avertissement, blâme, radiation temporaire ou définitive.

« Les sanctions sont prononcées par la chambre de discipline de la Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle, présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire. »

CHAPITRE III

Disposition diverses

« *Art. L. 423-1.* - Il est interdit à toute personne physique ou morale de se livrer au démarchage en vue de représenter les intéressés, de donner des consultations ou de rédiger des actes en matière de droit de la propriété industrielle. Toutefois, cette interdiction ne s'étend pas aux offres de service à destination de professionnels ou d'entreprises effectuées par voie postale dans des conditions fixées par voie réglementaire.

« Toute infraction aux dispositions du précédent alinéa sera punie des peines prévues à l'article 5 de la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972 relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile.

« Toute publicité pour les activités mentionnées à ce même alinéa est subordonnée au respect de conditions fixées par voie réglementaire.

« *Art. L. 423-2.* - Des décrets en Conseil d'Etat fixent les conditions d'application du présent titre.

« Ils précisent notamment :

« a) Les conditions d'application du chapitre premier ;

« b) Les conditions d'application de l'article L. 422-1 ;

« c) Les conditions d'application de l'article L. 422-4 ;

« d) Les conditions d'application de l'article L. 422-5 ;

« e) Les conditions dans lesquelles il peut être dérogé à l'obligation mentionnée au troisième alinéa b de l'article L. 422-7 afin de permettre le regroupement interprofessionnel avec d'autres prestataires de services intervenant dans le processus d'innovation ;

« f) Les règles de déontologie applicables aux conseils en propriété industrielle ;

« g) L'organisation et les modalités de fonctionnement de la compagnie nationale des conseils en propriété industrielle ainsi que les modalités de fixation du montant des cotisations qu'elle perçoit de ses membres.

LIVRE V

LES DESSINS ET MODÈLES

TITRE I^{er}

ACQUISITION DES DROITS

CHAPITRE I^{er}

Droits et œuvres protégées

« *Art. L. 511-1.* - Tout créateur d'un dessin ou modèle et ses ayants cause ont le droit exclusif d'exploiter, vendre ou faire vendre ce dessin ou modèle dans les conditions prévues par le présent livre, sans préjudice des droits qu'ils tiendraient d'autres dispositions légales et notamment des livres I^{er} et III.

« *Art. L. 511-2.* - La propriété d'un dessin ou modèle appartient à celui qui l'a créé ou à ses ayants droit ; mais le premier déposant dudit dessin ou modèle est présumé, jusqu'à preuve contraire, en être le créateur.

« *Art. L. 511-3.* - Les dispositions du présent livre sont applicables à tout dessin nouveau, à toute forme plastique nouvelle, à tout objet industriel qui se différencie de ses similaires, soit par une configuration distincte et reconnaissable lui conférant un caractère de nouveauté, soit par un ou plusieurs effets extérieurs lui donnant une physionomie propre et nouvelle.

« Mais, si le même objet peut être considéré à la fois comme un dessin ou modèle nouveau et comme une invention brevetable et si les éléments constitutifs de la nouveauté

du dessin ou modèle sont inséparables de ceux de l'invention, ledit objet ne peut être protégé que conformément aux dispositions du livre VI.

« Art. L. 511-4. - Le bénéfice du présent livre s'applique aux dessins et modèles dont les auteurs ou leurs ayants cause sont français ou domiciliés en France, ou ont en France des établissements industriels ou commerciaux, ou sont, par leur nationalité, leur domicile ou leurs établissements industriels ou commerciaux, ressortissants d'un Etat qui assure la réciprocité, par sa législation intérieure ou ses conventions diplomatiques, pour les dessins et modèles français.

« Art. L. 511-5. - Les dessins ou modèles régulièrement déposés jouissent seuls du bénéfice du présent livre.

« Art. L. 511-6. - La publicité donnée à un dessin ou modèle, antérieurement à son dépôt, par une mise en vente ou par tout autre moyen, n'entraîne la déchéance ni du droit de propriété ni de la protection spéciale accordée par le présent livre.

« Art. L. 511-7. - Des mesures réglementaires spéciales à certaines industries pourront prescrire les mesures nécessaires pour permettre aux industriels de faire constater leur priorité d'emploi d'un dessin ou modèle, notamment par la tenue de registres privés soumis au visa de l'Institut national de la propriété industrielle.

CHAPITRE II

Formalités de dépôt

« Art. L. 512-1. - Le dépôt est effectué, sous peine de nullité, à l'Institut national de la propriété industrielle lorsque le domicile du déposant est situé à Paris ou hors de France. Il est effectué à l'Institut national de la propriété industrielle ou au greffe du tribunal de commerce du domicile du déposant, à son choix, lorsque ce domicile est situé en dehors de Paris.

« Lorsque le dépôt est effectué au greffe du tribunal de commerce, celui-ci procède à l'enregistrement et transmet les objets déposés à l'Institut national de la propriété industrielle.

« Art. L. 512-2. - Le dépôt est présenté dans les formes et conditions prévues par le présent livre.

« Il comporte, à peine d'irrecevabilité, l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

« Le dépôt est rejeté s'il apparaît à l'examen :

« 1. Qu'il n'est pas présenté dans les conditions et formes prescrites ;

« 2. Que sa publication est susceptible de porter atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

« Toutefois, le rejet ne peut être prononcé sans que le déposant ait été préalablement invité, selon le cas, soit à régulariser le dépôt, soit à présenter ses observations.

« Art. L. 512-3. - Le déposant ou titulaire d'un dépôt qui n'a pas respecté les délais prescrits peut, s'il justifie d'une excuse légitime, être relevé des déchéances qu'il a pu encourir.

« Art. L. 512-4. - Tout acte modifiant ou transmettant les droits attachés à un dessin ou modèle déposé n'est opposable aux tiers que s'il a été inscrit dans un registre public dit *Registre national des dessins et modèles*.

CHAPITRE III

Durée de la protection

« Art. L. 513-1. - La durée de la protection prévue par le présent livre est de vingt-cinq ans à compter de la date de dépôt.

« Elle peut être prorogée pour une période supplémentaire de vingt-cinq ans sur déclaration du titulaire.

CHAPITRE IV

Dispositions communes

« Art. L. 514-1. - Des décrets en Conseil d'Etat fixent, en tant que de besoin, les conditions d'application du présent livre.

TITRE II CONTENTIEUX

CHAPITRE UNIQUE

« Art. L. 521-1. - La partie lésée peut, même avant la publicité du dépôt, faire procéder par tous huissiers à la description détaillée, avec ou sans saisie, des objets ou instruments incriminés, en vertu d'une ordonnance rendue par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel les opérations devront être effectuées, sur simple requête et production du certificat de dépôt.

« Le président a la faculté d'autoriser le requérant à se faire assister d'un officier de police ou du juge du tribunal d'instance du canton et d'imposer au requérant un cautionnement que celui-ci est tenu de consigner avant de faire procéder à l'opération : ce cautionnement est toujours imposé à l'étranger qui requiert la saisie.

« Copie est laissée aux détenteurs des objets décrits tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

« A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts.

« Art. L. 521-2. - Les faits antérieurs au dépôt ne donnent lieu à aucune action dérivant du présent livre.

« Les faits postérieurs au dépôt, mais antérieurs à sa publicité, ne peuvent donner lieu, en vertu de l'article L. 521-4, à une action, même au civil, qu'à la charge par la partie lésée d'établir la mauvaise foi de l'inculpé.

« Aucune action, pénale ou civile, ne peut être intentée, en vertu du même article, avant que le dépôt n'ait été rendu public.

« Lorsque les faits sont postérieurs à la publicité du dépôt, leurs auteurs peuvent exciper de leur bonne foi, mais à la condition d'en rapporter la preuve.

« Art. L. 521-3. - La confiscation, au profit de la partie lésée, des objets portant atteinte aux droits garantis par le présent livre est prononcée même en cas de relaxe.

« Le tribunal, en cas de condamnation, peut en outre prononcer la confiscation des instruments ayant servi spécialement à la fabrication des objets incriminés.

« Art. L. 521-4. - Toute atteinte portée sciemment aux droits garantis par le présent livre est punie d'une amende de 90 F à 20 000 F.

« Dans le cas de récidive, ou si le délinquant est une personne ayant travaillé pour la partie lésée, il est prononcé, en outre, un emprisonnement d'un mois à six mois.

« Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour un des délits prévus par le présent livre.

« Les coupables peuvent, en outre, être privés pendant un temps qui n'excédera pas cinq années du droit d'élection et d'éligibilité pour les tribunaux et chambres de commerce, ainsi que pour les conseils de prud'hommes.

LIVRE VI

PROTECTION DES INVENTIONS ET DES CONNAISSANCES TECHNIQUES

TITRE I^{er}

BREVETS D'INVENTION

CHAPITRE I^{er}

Champ d'application

Section 1

Généralités

« Art. L. 611-1. - Toute invention peut faire l'objet d'un titre de propriété industrielle délivré par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle qui confère à son titulaire ou à ses ayants cause un droit exclusif d'exploitation.

« La délivrance du titre donne lieu à la diffusion légale prévue à l'article L. 612-21.

« Sans préjudice de l'application des dispositions de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, les étrangers dont le domicile ou l'établissement est situé en dehors du territoire où le présent titre est applicable jouissent du bénéfice du présent titre, sous la condition que les Français bénéficient de la réciprocité de protection dans les pays dont lesdits étrangers sont ressortissants.

« Art. L. 611-2. - Les titres de propriété industrielle protégeant les inventions sont :

« 1^o Les brevets d'invention, délivrés pour une durée de vingt ans à compter du jour du dépôt de la demande :

« 2^o Les certificats d'utilité, délivrés pour une durée de six ans à compter du jour du dépôt de la demande :

« 3^o Les certificats complémentaires de protection rattachés à un brevet dans les conditions prévues à l'article L. 611-3, prenant effet au terme légal du brevet auquel ils se rattachent pour une durée ne pouvant excéder sept ans à compter de ce terme et dix-sept ans à compter de la délivrance de l'autorisation de mise sur le marché mentionnée à ce même article.

« Les dispositions du présent livre concernant les brevets sont applicables aux certificats d'utilité à l'exception de celles prévues aux articles L. 612-14, L. 612-15, L. 612-17 premier alinéa. Elles le sont également aux certificats complémentaires de protection à l'exception de celles prévues aux articles L. 611-12, L. 612-1 à L. 612-10, L. 612-12 à L. 612-15, L. 612-17, L. 612-20, L. 613-1 et L. 613-25.

« Art. L. 611-3. - Tout propriétaire d'un brevet d'invention produisant ses effets en France et ayant pour objet un médicament, un procédé d'obtention d'un médicament, un produit nécessaire à l'obtention de ce médicament ou un procédé de fabrication d'un tel produit peut, lorsque ceux-ci sont utilisés pour la réalisation d'une spécialité pharmaceutique faisant l'objet d'une autorisation de mise sur le marché conformément aux articles L. 601 ou L. 617-1 du code de la santé publique, et à compter de sa délivrance, obtenir, dans les formes et conditions fixées par le présent livre et précisées par décret en Conseil d'Etat, un certificat complémentaire de protection pour celles des parties du brevet correspondant à cette autorisation.

« Art. L. 611-4. - Les demandes de brevet et brevets déposés avant le 1^{er} juillet 1979 restent soumis aux règles applicables à la date de leur dépôt.

« Toutefois, les dispositions du présent livre sont applicables à l'exercice des droits résultant de ces brevets et demandes de brevet, ainsi qu'à la poursuite de l'instruction des demandes de brevet pour lesquelles le premier projet d'avis documentaire n'a pas été établi avant le 1^{er} juillet 1979.

« Art. L. 611-5. - Les certificats d'addition demandés antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 relative à la propriété industrielle restent soumis aux règles applicables à la date de leur demande.

« Toutefois, l'exercice des droits en résultant est régi par les dispositions du présent livre.

Section II

Droit au titre

« Art. L. 611-6. - Le droit au titre de propriété industrielle mentionné à l'article L. 611-1 appartient à l'inventeur ou à son ayant cause.

« Si plusieurs personnes ont réalisé l'invention indépendamment l'une de l'autre, le droit au titre de propriété industrielle appartient à celle qui justifie de la date de dépôt la plus ancienne.

« Dans la procédure devant le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle, le demandeur est réputé avoir droit au titre de propriété industrielle.

« Art. L. 611-7. - Si l'inventeur est un salarié, le droit au titre de propriété industrielle, à défaut de stipulation contractuelle plus favorable au salarié, est défini selon les dispositions ci-après :

« 1. Les inventions faites par le salarié dans l'exécution, soit d'un contrat de travail comportant une mission inventive qui correspond à ses fonctions effectives, soit d'études et de

recherches qui lui sont explicitement confiées, appartiennent à l'employeur. Les conditions dans lesquelles le salarié, auteur d'une telle invention, bénéficie d'une rémunération supplémentaire sont déterminées par les conventions collectives, les accords d'entreprise et les contrats individuels de travail.

« Si l'employeur n'est pas soumis à une convention collective de branche, tout litige relatif à la rémunération supplémentaire est soumis à la commission de conciliation instituée par l'article L. 615-21 ou au tribunal de grande instance.

« 2. Toutes les autres inventions appartiennent au salarié. Toutefois, lorsqu'une invention est faite par un salarié, soit dans le domaine des activités de l'entreprise, soit par la connaissance ou l'utilisation des techniques ou de moyens spécifiques à l'entreprise ou de données procurées par elle, l'employeur a le droit, dans des conditions et délais fixés par décret en Conseil d'Etat, de se faire attribuer la propriété ou la jouissance de tout ou partie des droits attachés au brevet protégeant l'invention de son salarié.

« Le salarié doit en obtenir un juste prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est fixé par la commission de conciliation instituée par l'article L. 615-21 ou par le tribunal de grande instance : ceux-ci prendront en considération tous éléments qui pourront leur être fournis, notamment par l'employeur et par le salarié, pour calculer le juste prix tant en fonction des apports initiaux de l'un et de l'autre que de l'utilité industrielle et commerciale de l'invention.

« 3. Le salarié auteur d'une invention en informe son employeur qui en accuse réception selon des modalités et des délais fixés par voie réglementaire.

« Le salarié et l'employeur doivent se communiquer tous renseignements utiles sur l'invention en cause. Ils doivent s'abstenir de toute divulgation de nature à compromettre en tout ou en partie l'exercice des droits conférés par le présent livre.

« Tout accord entre le salarié et son employeur ayant pour objet une invention de salarié doit, à peine de nullité, être constaté par écrit.

« 4. Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« 5. Les dispositions du présent article sont également applicables aux agents de l'Etat, des collectivités publiques et de toutes autres personnes morales de droit public, selon des modalités qui sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 611-8. - Si un titre de propriété industrielle a été demandé, soit pour une invention soustraite à l'inventeur ou à ses ayants cause, soit en violation d'une obligation légale ou conventionnelle, la personne lésée peut revendiquer la propriété de la demande ou du titre délivré.

« L'action en revendication se prescrit par trois ans à compter de la publication de la délivrance du titre de propriété industrielle.

« Toutefois, en cas de mauvaise foi au moment de la délivrance ou de l'acquisition du titre, le délai de prescription est de trois ans à compter de l'expiration du titre.

« Art. L. 611-9. - L'inventeur, salarié ou non, est mentionné comme tel dans le brevet ; il peut également s'opposer à cette mention. »

Section III

Inventions brevetables

« Art. L. 611-10. - 1. Sont brevetables les inventions nouvelles impliquant une activité inventive et susceptibles d'application industrielle.

« 2. Ne sont pas considérées comme des inventions au sens du premier alinéa du présent article notamment :

« a) Les découvertes ainsi que les théories scientifiques et les méthodes mathématiques ;

« b) Les créations esthétiques ;

« c) Les plans, principes et méthodes dans l'exercice d'activités intellectuelles, en matière de jeu ou dans le domaine des activités économiques, ainsi que les programmes d'ordinateurs ;

« d) Les présentations d'informations.

« 3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article n'excluent la brevetabilité des éléments énumérés auxdites dispositions que dans la mesure où la demande de brevet ou le brevet ne concerne que l'un de ces éléments considéré en tant que tel.

« Art. L. 611-11. - Une invention est considérée comme nouvelle si elle n'est pas comprise dans l'état de la technique.

« L'état de la technique est constitué par tout ce qui a été rendu accessible au public avant la date de dépôt de la demande de brevet par une description écrite ou orale, un usage ou tout autre moyen.

« Est également considéré comme compris dans l'état de la technique le contenu de demandes de brevet français et de demandes de brevet européen ou international désignant la France, telles qu'elles ont été déposées, qui ont une date de dépôt antérieure à celle mentionnée au second alinéa du présent article et qui n'ont été publiées qu'à cette date ou qu'à une date postérieure.

« Les dispositions des alinéas précédents n'excluent pas la brevetabilité, pour la mise en œuvre d'une des méthodes visées à l'article L. 611-16, d'une substance ou composition exposée dans l'état de la technique, à condition que son utilisation pour toute méthode visée audit article ne soit pas contenue dans l'état de la technique.

« Art. L. 611-12. - Si un premier dépôt a été effectué dans un Etat qui ne fait pas partie de l'Union de Paris, un droit de priorité attaché à ce dépôt ayant des effets équivalents à ceux prévus par la Convention de Paris ne peut être accordé dans les mêmes conditions que dans la mesure où cet Etat accorde, sur la base d'un premier dépôt d'une demande de brevet français ou d'une demande internationale ou de brevet européen désignant la France, un droit de priorité équivalent.

« Art. L. 611-13. - Pour l'application de l'article L. 611-11, une divulgation de l'invention n'est pas prise en considération dans les deux cas suivants :

« - si elle a lieu dans les six mois précédant la date du dépôt de la demande de brevet ;

« - si elle résulte de la publication, après la date de ce dépôt, d'une demande de brevet antérieure et si, dans l'un ou l'autre cas, elle résulte directement ou indirectement :

« a) D'un abus évident à l'égard de l'inventeur ou de son prédécesseur en droit ;

« b) Du fait que l'invention ait été présentée par eux dans une exposition officielle ou officiellement reconnue au sens de la convention révisée concernant les expositions internationales signée à Paris le 22 novembre 1928.

« Toutefois, dans ce dernier cas, l'exposition de l'invention doit avoir été déclarée lors du dépôt et une justification produite dans les délais et conditions fixés par voie réglementaire.

« Art. L. 611-14. - Une invention est considérée comme impliquant une activité inventive si, pour un homme du métier, elle ne découle pas d'une manière évidente de l'état de la technique. Si l'état de la technique comprend des documents mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 611-11, ils ne sont pas pris en considération pour l'appréciation de l'activité inventive.

« Art. L. 611-15. - Une invention est considérée comme susceptible d'application industrielle si son objet peut être fabriqué ou utilisé dans tout genre d'industrie, y compris l'agriculture.

« Art. L. 611-16. - Ne sont pas considérées comme des inventions susceptibles d'application industrielle au sens de l'article L. 611-10 les méthodes de traitement chirurgical ou thérapeutique du corps humain ou animal et les méthodes de diagnostic appliquées au corps humain ou animal. Cette disposition ne s'applique pas aux produits, notamment aux substances ou compositions, pour la mise en œuvre d'une de ces méthodes.

« Art. L. 611-17. - Ne sont pas brevetables :

« a) Les inventions dont la publication ou la mise en œuvre serait contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, la mise en œuvre d'une invention ne pouvant être considérée comme telle du seul fait qu'elle est interdite par une disposition légale ou réglementaire ;

« b) Les obtentions végétales d'un genre ou d'une espèce bénéficiant du régime de protection institué par les dispositions du chapitre III du titre II du présent livre relatives aux obtentions végétales ;

« c) Les races animales ainsi que les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, cette disposition ne s'appliquant pas aux procédés microbiologiques et aux produits obtenus par ces procédés.

CHAPITRE II

Dépôt et instruction des demandes

Section I

Dépôt des demandes

« Art. L. 612-1. - La demande de brevet est présentée dans les formes et conditions prévues par le présent chapitre.

« Art. L. 612-2. - La date de dépôt de la demande de brevet est celle à laquelle le demandeur a produit les documents qui contiennent :

« a) Une déclaration selon laquelle un brevet est demandé ;

« b) L'identification du demandeur ;

« c) Une description et une ou plusieurs revendications, même si la description et les revendications ne sont pas conformes aux autres exigences du présent titre.

« Art. L. 612-3. - Lorsque deux demandes de brevet sont successivement déposées par le même inventeur ou son ayant cause dans un délai de douze mois au plus, le demandeur peut requérir que la seconde demande bénéficie de la date de dépôt de la première pour les éléments communs aux deux demandes.

« La requête n'est pas recevable lorsque le bénéfice du droit de priorité attaché à un précédent dépôt étranger a déjà été requis pour l'une ou l'autre des deux demandes. Elle n'est pas non plus recevable lorsque la première demande bénéficie déjà, par application des dispositions du premier alinéa, de plusieurs dates de dépôt dont l'une antérieure de plus de douze mois.

« La délivrance du brevet bénéficiant d'une date de dépôt antérieure en application du présent article emporte cessation des effets attachés au premier dépôt pour ces mêmes éléments.

« Art. L. 612-4. - La demande de brevet ne peut concerner qu'une invention ou une pluralité d'inventions liées entre elles de telle sorte qu'elles ne forment qu'un seul concept inventif général.

« Toute demande qui ne satisfait pas aux dispositions de l'alinéa précédent doit être divisée dans le délai prescrit ; les demandes divisionnaires bénéficient de la date de dépôt et, le cas échéant, de la date de priorité de la demande initiale.

« Art. L. 612-5. - L'invention doit être exposée dans la demande de brevet de façon suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter.

« Lorsque l'invention concerne l'utilisation d'un micro-organisme auquel le public n'a pas accès, la description n'est pas considérée comme exposant l'invention d'une manière suffisante si une culture de micro-organisme n'a pas fait l'objet d'un dépôt auprès d'un organisme habilité. Les conditions d'accessibilité du public à cette culture sont fixées par voie réglementaire.

« Art. L. 612-6. - Les revendications définissent l'objet de la protection demandée. Elles doivent être claires et concises et se fonder sur la description.

« Art. L. 612-7. - 1. Le demandeur d'un brevet qui veut se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur est tenu de produire une déclaration de priorité et une copie de la demande antérieure dans les conditions et délais fixés par voie réglementaire.

« 2. Des priorités multiples peuvent être revendiquées pour une demande de brevet, même si elles proviennent d'Etats différents. Le cas échéant, des priorités multiples peuvent être revendiquées pour une même revendication. Si des priorités multiples sont revendiquées, les délais qui ont pour point de départ la date de priorité sont calculés à compter de la date de la priorité la plus ancienne.

« 3. Lorsqu'une ou plusieurs priorités sont revendiquées pour la demande de brevet, le droit de priorité ne couvre que les éléments de la demande dont la priorité est revendiquée.

« 4. Si certains éléments de l'invention pour lesquels la priorité est revendiquée ne figurent pas parmi les revendications formulées dans la demande antérieure, il suffit, pour que la priorité puisse être accordée, que l'ensemble des pièces de la demande antérieure révèle d'une façon précise lesdits éléments.

« 5. Pour l'effet du droit de priorité, la date de priorité est considérée comme celle du dépôt de la demande de brevet pour l'application des alinéas 2 et 3 de l'article L. 611-11.

Section II

Instruction des demandes

« Art. L. 612-8. - Le ministre chargé de la défense est habilité à prendre connaissance auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, à titre confidentiel, des demandes de brevet.

« Art. L. 612-9. - Les inventions faisant l'objet de demandes de brevet ne peuvent être divulguées et exploitées librement aussi longtemps qu'une autorisation n'a été accordée à cet effet.

« Pendant cette période, les demandes de brevet ne peuvent être rendues publiques, aucune copie conforme de la demande de brevet ne peut être délivrée sauf autorisation, et les procédures prévues aux articles L. 612-14, L. 612-15 et L. 612-21 (1°) ne peuvent être engagées.

« Sous réserve de l'article L. 612-10, l'autorisation prévue au premier alinéa du présent article peut être accordée à tout moment. Elle est acquise de plein droit au terme d'un délai de cinq mois à compter du jour du dépôt de la demande de brevet.

« Les autorisations prévues aux premier et deuxième alinéas du présent article sont accordées par le ministre chargé de la propriété industrielle sur avis du ministre chargé de la défense.

« Art. L. 612-10. - Avant le terme du délai prévu au deuxième alinéa de l'article L. 612-9, les interdictions édictées à l'alinéa premier dudit article peuvent être prorogées, sur réquisition du ministre chargé de la défense, pour une durée d'un an renouvelable. Les interdictions prorogées peuvent être levées à tout moment, sous la même condition.

« La prorogation des interdictions édictées en vertu du présent article ouvre droit à une indemnité au profit du titulaire de la demande de brevet, dans la mesure du préjudice subi. A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée par le tribunal de grande instance. A tous les degrés de juridiction, les débats ont lieu en chambre du conseil.

« Une demande de révision de l'indemnité prévue à l'alinéa précédent peut être introduite par le titulaire du brevet à l'expiration du délai d'un an qui suit la date du jugement définitif fixant le montant de l'indemnité.

« Le titulaire du brevet doit apporter la preuve que le préjudice qu'il subit est supérieur à l'estimation du tribunal.

« Art. L. 612-11. - Le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle examine la conformité des demandes de brevet avec les dispositions législatives et réglementaires mentionnées à l'article L. 612-12.

« Art. L. 612-12. - Est rejetée, en tout ou partie, toute demande de brevet :

« 1° Qui ne satisfait pas aux conditions visées à l'article L. 612-1 ;

« 2° Qui n'a pas été divisée conformément à l'article L. 612-4 ;

« 3° Qui porte sur une demande divisionnaire dont l'objet s'étend au-delà du contenu de la description de la demande initiale ;

« 4° Qui a pour objet une invention manifestement non brevetable en application de l'article L. 611-17 ;

« 5° Dont l'objet ne peut manifestement être considéré comme une invention au sens de l'article L. 611-10, deuxième paragraphe, ou comme une invention susceptible d'application industrielle au sens de l'article L. 611-16 ;

« 6° Dont la description ou les revendications ne permettent pas d'appliquer les dispositions de l'article L. 612-14 ;

« 7° Qui n'a pas été modifiée, après mise en demeure, alors que l'absence de nouveauté résultait manifestement du rapport de recherche ;

« 8° Dont les revendications ne se fondent pas sur la description ;

« 9° Lorsque le demandeur n'a pas satisfait à l'obligation prévue au 1° du deuxième alinéa de l'article L. 612-14.

« Si les motifs de rejet n'affectent la demande de brevet qu'en partie, seules les revendications correspondantes sont rejetées.

« En cas de non-conformité partielle de la demande aux dispositions du a de l'article L. 611-17 ou de l'article L. 612-1, il est procédé d'office à la suppression des parties correspondantes de la description et des dessins.

« Art. L. 612-13. - Dû jour du dépôt de la demande et jusqu'au jour où la recherche documentaire préalable au rapport prévu au 1° du deuxième alinéa de l'article L. 612-14 a été commencée, le demandeur peut déposer de nouvelles revendications.

« La faculté de déposer de nouvelles revendications est ouverte au demandeur d'un certificat d'utilité jusqu'au jour de la délivrance de ce titre.

« Du jour de la publication de la demande de brevet en application de l'article L. 612-21 (1°) et dans un délai fixé par voie réglementaire, tout tiers peut adresser à l'Institut national de la propriété industrielle des observations écrites sur la brevetabilité, au sens des articles L. 611-11 et L. 611-14, de l'invention objet de ladite demande. L'Institut national de la propriété industrielle notifie ces observations au demandeur qui, dans un délai fixé par voie réglementaire, peut présenter des observations en réponse et déposer de nouvelles revendications.

« Art. L. 612-14. - Sous réserve des dispositions prévues à l'article L. 612-15 et si elle a reçu une date de dépôt, la demande de brevet donne lieu à l'établissement d'un rapport de recherche sur les éléments de l'état de la technique qui peuvent être pris en considération pour apprécier, au sens des articles L. 611-11 et L. 611-14, la brevetabilité de l'invention.

« Ce rapport est établi selon la procédure suivante dont les délais sont fixés par voie réglementaire :

« 1° Un projet de rapport est établi sur la base des dernières revendications déposées en tenant compte de la description et, le cas échéant, des dessins. Il est immédiatement notifié au demandeur qui doit, si des antériorités sont citées, déposer de nouvelles revendications ou présenter des observations à l'appui des revendications maintenues. Sur requête, le demandeur peut être autorisé dans le premier cas à modifier la description pour en éliminer les éléments qui ne seraient plus en concordance avec les nouvelles revendications ;

« 2° Le projet de rapport est rendu public en même temps que la demande ou, s'il n'est pas encore établi, dès sa notification au demandeur ;

« 3° Le rapport de recherche est arrêté au vu du projet de rapport en tenant compte des revendications déposées en dernier lieu, des observations éventuelles du demandeur déposées à l'appui des revendications maintenues et, le cas échéant, des observations des tiers, dans des conditions fixées par voie réglementaire.

« Art. L. 612-15. - Le demandeur peut requérir que l'établissement du rapport de recherche soit différé pendant un délai de dix-huit mois : ce délai court du dépôt de la demande de brevet ou de la date de priorité si une priorité a été revendiquée. Le demandeur peut renoncer à cette requête à tout moment ; il doit le faire avant d'exercer une action en contrefaçon ou de procéder à la notification prévue à l'article L. 615-4, premier alinéa. A partir de la publication prévue à l'article L. 612-21 (1°), tout tiers peut requérir l'établissement du rapport de recherche.

Le demandeur peut à tout moment transformer sa demande de brevet en demande de certificat d'utilité. Au terme du délai prévu à l'alinéa précédent, si le rapport de recherche n'a pas été requis, cette transformation est prononcée d'office dans des conditions fixées par voie réglementaire.

« Art. L. 612-16. - Le demandeur qui n'a pas respecté un délai à l'égard de l'Institut national de la propriété industrielle peut présenter un recours en vue d'être restauré dans ses droits s'il justifie d'une excuse légitime et si l'empêchement a pour conséquence directe le rejet de la demande de brevet ou d'une requête, la perte de tout autre droit ou celle d'un moyen de recours.

« Le recours doit être présenté au directeur de l'Institut national de la propriété industrielle dans un délai de deux mois à compter de la cessation de l'empêchement.

L'acte non accompli doit l'être dans ce délai. Le recours n'est recevable que dans un délai d'un an à compter de l'expiration du délai non observé.

« Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux délais prévus aux articles L. 612-15, L. 612-19 et L. 613-22 ni au délai de priorité institué par l'article 4 de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

« Art. L. 612-17. - Après l'accomplissement de la procédure prévue aux articles L. 612-14 et L. 612-15, le brevet est délivré.

« Tous les titres délivrés comprennent la description, s'il y a lieu les dessins, les revendications et, s'il s'agit d'un brevet, le rapport de recherche.

« Art. L. 612-18. - Lorsque le fonctionnement normal des communications est interrompu, un décret qui prendra effet à compter du jour de l'interruption peut suspendre les délais à l'égard de l'Institut national de la propriété industrielle pendant toute la durée de cette interruption.

« Art. L. 612-19. - Toute demande de brevet ou tout brevet donne lieu au paiement de redevances annuelles qui doivent être acquittées au plus tard au jour fixé par décret pris en Conseil d'Etat.

« Lorsque le paiement d'une redevance annuelle n'a pas été effectué à la date prévue à l'alinéa précédent, ladite redevance peut être valablement versée dans un délai supplémentaire de six mois moyennant le paiement d'un supplément dans le même délai.

« Art. L. 612-20. - A moins qu'il ne soit manifeste que l'invention n'est pas brevetable, le montant des redevances perçues pour les demandes de brevet et brevets au profit de l'Institut national de la propriété industrielle est réduit pour les personnes physiques domiciliées en France et dont les ressources sont insuffisantes pour justifier leur imposition au titre de l'impôt sur le revenu.

« Sur leur demande, ces personnes peuvent, en outre, bénéficier de l'assistance d'un conseil en propriété industrielle, de la spécialité correspondante dans les procédures devant l'Institut national de la propriété industrielle.

« Cette assistance est prise en charge par l'Institut.

Section III

Diffusion légale des inventions

« Art. L. 612-21. - L'Institut national de la propriété industrielle assure la publication, dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat, par mention au *Bulletin officiel de la propriété industrielle*, par mise à la disposition du public du texte intégral ou par diffusion grâce à une banque de données ou à la distribution du support informatique :

« 1° Du dossier de toute demande d'un brevet ou d'un certificat d'utilité au terme d'un délai de dix-huit mois à compter de sa date de dépôt ou à compter de la date de priorité si une priorité a été revendiquée, ou, sur simple requête du demandeur, avant l'expiration de ce délai ;

« 2° De toute demande d'un certificat complémentaire de protection, en annexe à la demande du brevet auquel le certificat se rattache, ou si cette dernière demande a déjà été publiée, dès son dépôt, avec l'indication dans ce cas du brevet auquel le certificat se rattache ;

« 3° De toute acte de procédure subséquent ;

« 4° De toute délivrance de l'un de ces titres ;

« 5° Des actes mentionnés à l'article L. 613-9 ;

« 6° De la date de l'autorisation mentionnée à l'article L. 611-3 avec l'indication du brevet correspondant.

« Art. L. 612-22. - Les dispositions de l'article L. 612-21 sont applicables aux demandes de brevet européen et brevets européens.

« Art. L. 612-23. - Il est délivré par l'Institut national de la propriété industrielle, à la requête de toute personne intéressée ou sur réquisition de toute autorité administrative, un avis documentaire citant les éléments de l'état de la technique pouvant être pris en considération pour apprécier, au sens des articles L. 611-11 et L. 611-14, la brevetabilité de l'invention.

CHAPITRE III

Droits attachés aux brevets

Section I

Droit exclusif d'exploitation

« Art. L. 613-1. - Le droit exclusif d'exploitation mentionné à l'article L. 611-1 prend effet à compter du dépôt de la demande.

« Art. L. 613-2. - L'étendue de la protection conférée par le brevet est déterminée par la teneur des revendications. Toutefois, la description et les dessins servent à interpréter les revendications.

« Si l'objet du brevet porte sur un procédé, la protection conférée par le brevet s'étend aux produits obtenus directement par ce procédé.

« Art. L. 613-3. - Sont interdites, à défaut de consentement du propriétaire du brevet :

« a) La fabrication, l'offre, la mise dans le commerce, l'utilisation ou bien l'importation ou la détention aux fins précitées du produit objet du brevet ;

« b) L'utilisation d'un procédé objet du brevet ou, lorsque le tiers sait ou lorsque les circonstances rendent évident que l'utilisation du procédé est interdite sans le consentement du propriétaire du brevet, l'offre de son utilisation sur le territoire français ;

« c) L'offre, la mise dans le commerce ou l'utilisation ou bien l'importation ou la détention aux fins précitées du produit obtenu directement par le procédé objet du brevet.

« Art. L. 613-4. - 1. Est également interdite, à défaut de consentement du propriétaire du brevet, la livraison ou l'offre de livraison, sur le territoire français, à une personne autre que celles habilitées à exploiter l'invention brevetée, des moyens de mise en œuvre, sur ce territoire, de cette invention se rapportant à un élément essentiel de celle-ci, lorsque le tiers sait ou lorsque les circonstances rendent évident que ces moyens sont aptes et destinés à cette mise en œuvre.

« 2. Les dispositions du paragraphe premier ne sont pas applicables lorsque les moyens de mise en œuvre sont des produits qui se trouvent couramment dans le commerce, sauf si le tiers incite la personne à qui il livre à commettre des actes interdits par l'article L. 613-3.

« 3. Ne sont pas considérées comme personnes habilitées à exploiter l'invention, au sens du paragraphe premier, celles qui accomplissent les actes visés aux a, b et c de l'article L. 613-5.

« Art. L. 613-5. - Les droits conférés par le brevet ne s'étendent pas :

« a) Aux actes accomplis dans un cadre privé et à des fins non commerciales ;

« b) Aux actes accomplis à titre expérimental qui portent sur l'objet de l'invention brevetée ;

« c) A la préparation de médicament faite extemporanément et par unité dans les officines de pharmacie, sur ordonnance médicale, ni aux actes concernant les médicaments ainsi préparés.

« Art. L. 613-6. - Les droits conférés par le brevet ne s'étendent pas aux actes concernant le produit couvert par ce brevet, accomplis sur le territoire français, après que ce produit a été mis dans le commerce en France par le propriétaire du brevet ou avec son consentement exprès.

« Art. L. 613-7. - Toute personne qui, de bonne foi, à la date de dépôt ou de priorité d'un brevet, était, sur le territoire où le présent livre est applicable, en possession de l'invention objet du brevet, a le droit, à titre personnel, d'exploiter l'invention malgré l'existence du brevet.

« Le droit reconnu par le présent article ne peut être transmis qu'avec l'entreprise à laquelle il est attaché.

Section II

Transmission et perte des droits

« Art. L. 613-8. - Les droits attachés à une demande de brevet ou à un brevet sont transmissibles en totalité ou en partie.

« Ils peuvent faire l'objet, en totalité ou en partie, d'une concession de licence d'exploitation, exclusive ou non exclusive.

« Les droits conférés par la demande de brevet ou le brevet peuvent être invoqués à l'encontre d'un licencié qui enfreint l'une des limites de sa licence imposées en vertu de l'alinéa précédent.

« Sous réserve du cas prévu à l'article L. 611-8, une transmission des droits visés au premier alinéa ne porte pas atteinte aux droits acquis par des tiers avant la date de transmission.

« Les actes comportant une transmission ou une licence, visés aux deux premiers alinéas, sont constatés par écrit, à peine de nullité.

« Art. L. 613-9. - Tous les actes transmettant ou modifiant les droits attachés à une demande de brevet ou à un brevet doivent, pour être opposables aux tiers, être inscrits sur un registre, dit registre national des brevets, tenu par l'Institut national de la propriété industrielle.

« Toutefois, avant son inscription, un acte est opposable aux tiers qui ont acquis des droits après la date de cet acte, mais qui avaient connaissance de celui-ci lors de l'acquisition de ces droits.

« Art. L. 613-10. - Sur la demande du propriétaire qui désire faire une offre publique d'exploitation de l'invention, et à la condition que le brevet n'ait pas fait l'objet d'une licence exclusive inscrite au registre national des brevets, tout brevet peut être soumis, sur décision du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle, au régime dit de la licence de droit s'il a fait l'objet d'un avis documentaire ne révélant pas d'antériorité affectant de façon manifeste la brevetabilité de l'invention.

« La demande prévue à l'alinéa précédent doit contenir une déclaration dans laquelle le propriétaire du brevet autorise toute personne de droit public ou privé à exploiter le brevet contre versement de justes redevances. La licence de droit ne peut être que non exclusive. A défaut d'accord entre le propriétaire du brevet et le licencié, le montant des redevances est fixé par le tribunal de grande instance. Le licencié peut à tout moment renoncer à la licence.

« La décision soumettant le brevet au régime de la licence de droit entraîne, sauf en ce qui concerne les annuités déjà échues, une réduction de la redevance annuelle mentionnée à l'article L. 612-19.

« Sur la demande du propriétaire du brevet, le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle révoque sa décision. La révocation entraîne la perte du bénéfice de la réduction mentionnée à l'alinéa précédent. Elle est sans effet sur les licences de droit déjà obtenues ou demandées sur le brevet en cause.

« Art. L. 613-11. - Toute personne de droit public ou privé peut, à l'expiration d'un délai de trois ans après la délivrance d'un brevet, ou de quatre ans à compter de la date du dépôt de la demande, obtenir une licence obligatoire de ce brevet, dans les conditions prévues aux articles suivants, si au moment de la requête, et sauf excuses légitimes, le propriétaire du brevet ou son ayant cause :

« a) N'a pas commencé à exploiter ou fait des préparatifs effectifs et sérieux pour exploiter l'invention objet du brevet sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté économique européenne ;

« b) N'a pas commercialisé le produit objet du brevet en quantité suffisante pour satisfaire aux besoins du marché français.

« Il en est de même lorsque l'exploitation ou la commercialisation en France a été abandonnée depuis plus de trois ans.

« Art. L. 613-12. - La demande de licence obligatoire est formée auprès du tribunal de grande instance : elle doit être accompagnée de la justification que le demandeur n'a pu obtenir du propriétaire du brevet une licence d'exploitation et qu'il en est état d'exploiter l'invention de manière sérieuse et effective.

« La licence obligatoire ne peut être que non exclusive ; elle est accordée à des conditions déterminées, notamment quant à sa durée, son champ d'application et le montant des redevances auxquelles elle donne lieu.

« Ces conditions peuvent être modifiées par décision du tribunal, à la requête du propriétaire du brevet ou du licencié.

« Art. L. 613-13. - Toute cession des droits attachés à une licence obligatoire est, à peine de nullité, soumise à l'autorisation du tribunal.

« Les droits attachés à une licence d'office ne peuvent être ni cédés ni transmis.

« Art. L. 613-14. - Si le titulaire d'une licence obligatoire ne satisfait pas aux conditions auxquelles cette licence a été accordée, le propriétaire du brevet et, le cas échéant, les autres licenciés peuvent obtenir du tribunal le retrait de cette licence.

« Art. L. 613-15. - Le propriétaire d'un brevet portant sur un perfectionnement à une invention déjà brevetée au profit d'un tiers ne peut exploiter son invention sans l'autorisation du titulaire du brevet antérieur ; ledit titulaire ne peut exploiter le perfectionnement breveté sans l'autorisation du titulaire du brevet de perfectionnement.

« Le tribunal de grande instance peut, le ministère public entendu, dans l'intérêt public, accorder sur sa demande, qui ne peut être antérieure à l'expiration du délai prévu à l'article L. 613-11, une licence non exclusive au titulaire du brevet de perfectionnement dans la mesure nécessaire à l'exploitation de l'invention qui fait l'objet de ce brevet, et pour autant que l'invention, objet du brevet de perfectionnement, présente à l'égard du brevet antérieur un progrès technique important. Le propriétaire du premier brevet obtient, sur requête présentée au tribunal, la concession d'une licence sur le brevet de perfectionnement.

« Les dispositions des articles L. 613-12 à L. 613-14 sont applicables.

« Art. L. 613-16. - Si l'intérêt de la santé publique l'exige, les brevets délivrés pour des médicaments, pour des procédés d'obtention de médicaments, pour des produits nécessaires à l'obtention de ces médicaments ou pour des procédés de fabrication de tels produits, peuvent, au cas où ces médicaments ne sont mis à la disposition du public qu'en quantité ou qualité insuffisantes ou à des prix anormalement élevés, être soumis, par arrêté du ministre chargé de la propriété industrielle, sur la demande du ministre chargé de la santé publique, au régime de la licence d'office dans les conditions prévues à l'article L. 613-17.

« Art. L. 613-17. - Du jour de la publication de l'arrêté qui soumet le brevet au régime de la licence d'office, toute personne qualifiée peut demander au ministre chargé de la propriété industrielle l'octroi d'une licence d'exploitation. Cette licence est accordée par arrêté dudit ministre à des conditions déterminées, notamment quant à sa durée et son champ d'application, mais à l'exclusion des redevances auxquelles elle donne lieu.

« Elle prend effet à la date de la notification de l'arrêté aux parties.

« A défaut d'accord amiable approuvé par le ministre chargé de la propriété industrielle et le ministre chargé de la santé publique, le montant des redevances est fixé par le tribunal de grande instance.

« Art. L. 613-18. - Le ministre chargé de la propriété industrielle peut mettre en demeure les propriétaires de brevets d'invention autres que ceux visés à l'article L. 613-16 d'en entreprendre l'exploitation de manière à satisfaire aux besoins de l'économie nationale.

« Si la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet dans le délai d'un an et si l'absence d'exploitation ou l'insuffisance en qualité ou en quantité de l'exploitation entreprise porte gravement préjudice au développement économique et à l'intérêt public, les brevets, objets de la mise en demeure, peuvent être soumis au régime de licence d'office par décret en Conseil d'Etat.

« Le ministre chargé de la propriété industrielle peut prolonger le délai d'un an prévu ci-dessus lorsque le titulaire du brevet justifie d'excuses légitimes et compatibles avec les exigences de l'économie nationale.

« Du jour de la publication du décret qui soumet le brevet au régime de la licence d'office, toute personne qualifiée peut demander au ministre chargé de la propriété industrielle l'octroi d'une licence d'exploitation.

« Cette licence ne peut être que non exclusive : elle est accordée par arrêté dudit ministre à des conditions déterminées quant à sa durée et son champ d'application, mais à l'exclusion des redevances auxquelles elle donne lieu. Elle prend effet à la date de notification de l'arrêté aux parties.

« A défaut d'accord amiable, le montant des redevances est fixé par le tribunal de grande instance.

« Art. L. 613-19. - L'Etat peut obtenir d'office, à tout moment, pour les besoins de la défense nationale, une licence pour l'exploitation d'une invention, objet d'une demande de brevet ou d'un brevet, que cette exploitation soit faite par lui-même ou pour son compte.

« La licence d'office est accordée à la demande du ministre chargé de la défense par arrêté du ministre chargé de la propriété industrielle. Cet arrêté fixe les conditions de la licence à l'exclusion de celles relatives aux redevances auxquelles elle donne lieu.

« La licence prend effet à la date de la demande de licence d'office.

« A défaut d'accord amiable, le montant des redevances est fixé par le tribunal de grande instance. A tous les degrés de juridiction, les débats ont lieu en chambre du conseil.

« Art. L. 613-20. - L'Etat peut, à tout moment, par décret, exproprier, en tout ou partie, pour les besoins de la défense nationale, les inventions, objets de demandes de brevet ou de brevets.

« A défaut d'accord amiable, l'indemnité d'expropriation est fixée par le tribunal de grande instance.

« A tous les degrés de juridiction, les débats ont lieu en chambre du conseil.

« Art. L. 613-21. - La saisie d'un brevet est effectuée par acte extra-judiciaire signifié au propriétaire du brevet, à l'Institut national de la propriété industrielle ainsi qu'aux personnes possédant des droits sur le brevet ; elle rend inopposable au créancier saisissant toute modification ultérieure des droits attachés au brevet.

« A peine de nullité de la saisie, le créancier saisissant doit, dans le délai prescrit, se pourvoir devant le tribunal, en validité de la saisie et aux fins de mise en vente du brevet.

« Art. L. 613-22. - 1. Est déchu de ses droits le propriétaire d'une demande de brevet ou d'un brevet qui n'a pas acquitté la redevance annuelle prévue à l'article L. 612-19 dans le délai prescrit par ledit article.

« La déchéance prend effet à la date de l'échéance de la redevance annuelle non acquittée.

« Elle est constatée par une décision du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle ou, à la requête du breveté ou d'un tiers, dans les conditions fixées par voie réglementaire.

« La décision est publiée et notifiée au breveté.

« 2. Le breveté peut, dans les trois mois suivant la notification de la décision, présenter un recours en vue d'être restauré dans ses droits s'il justifie d'une excuse légitime du non-paiement de l'annuité.

« La restauration est accordée par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle sous réserve que la ou les redevances annuelles soient acquittées dans le délai prescrit par voie réglementaire.

« Art. L. 613-23. - Les délais mentionnés à l'article L. 613-22 peuvent être suspendus dans les cas et selon les modalités prévues à l'article L. 612-18.

« Art. L. 613-24. - Le propriétaire du brevet peut à tout moment renoncer, soit à la totalité du brevet, soit à une ou plusieurs revendications du brevet.

« La renonciation est faite par écrit auprès de l'Institut national de la propriété industrielle. Elle prend effet à compter du jour de sa publication.

« Si des droits réels, de gage ou de licence, ont été inscrits au registre national des brevets, la renonciation n'est recevable que si les titulaires de ces droits y consentent.

« Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du présent article ne s'appliquent pas aux renonciations effectuées en application des dispositions de l'article L. 612-15.

« Art. L. 613-25. - Le brevet est déclaré nul par décision de justice :

« a) Si son objet n'est pas brevetable aux termes des articles L. 611-10, L. 611-11 et L. 611-13 à L. 611-17 ;

« b) S'il n'expose pas l'invention de façon suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter ;

« c) Si son objet s'étend au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée ou, lorsque le brevet a été délivré sur la base d'une demande divisionnaire, si son objet s'étend au-delà du contenu de la demande initiale telle qu'elle a été déposée.

« Si les motifs de nullité n'affectent le brevet qu'en partie, la nullité est prononcée sous la forme d'une limitation correspondante des revendications.

« Art. L. 613-26. - Le ministère public peut agir d'office en nullité d'un brevet d'invention.

« Art. L. 613-27. - La décision d'annulation d'un brevet d'invention a un effet absolu sous réserve de la tierce opposition. A l'égard des brevets demandés avant le 1^{er} janvier 1969, l'annulation s'applique aux parties du brevet déterminées par le dispositif de la décision.

« Les décisions passées en force de chose jugée sont notifiées au directeur de l'Institut national de la propriété industrielle, aux fins d'inscription au registre national des brevets.

« Lorsque la décision annule partiellement une revendication, elle renvoie le propriétaire du brevet devant l'Institut national de la propriété industrielle afin de présenter une rédaction de la revendication modifiée selon le dispositif du jugement. Le directeur de l'Institut a le pouvoir de rejeter la revendication modifiée pour défaut de conformité au jugement, sous réserve d'un recours devant la cour d'appel de Paris.

« Art. L. 613-28. - Le certificat complémentaire de protection est nul :

« - si le brevet auquel il se rattache est nul ;

« - si le brevet auquel il se rattache est nul pour la totalité de celles de ses parties correspondant à l'autorisation de mise sur le marché ;

« - si l'autorisation de mise sur le marché correspondante est nulle ;

« - s'il est délivré en violation des dispositions de l'article L. 611-3.

« Dans le cas où le brevet auquel il se rattache est nul pour une fraction seulement de celles de ses parties correspondant à l'autorisation de mise sur le marché, le certificat est nul pour sa seule partie correspondant à cette fraction.

Section III

Copropriété des brevets

« Art. L. 613-29. - La copropriété d'une demande de brevet ou d'un brevet est régie par les dispositions suivantes :

« a) Chacun des copropriétaires peut exploiter l'invention à son profit, sauf à indemniser équitablement les autres copropriétaires qui n'exploitent pas personnellement l'invention ou qui n'ont pas concédé de licences d'exploitation. A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée par le tribunal de grande instance ;

« b) Chacun des copropriétaires peut agir en contrefaçon à son seul profit. Le copropriétaire qui agit en contrefaçon doit notifier l'assignation délivrée aux autres copropriétaires ; il est sursis à statuer sur l'action tant qu'il n'est pas justifié de cette notification ;

« c) Chacun des copropriétaires peut concéder à un tiers une licence d'exploitation non exclusive à son profit, sauf à indemniser équitablement les autres copropriétaires qui n'exploitent pas personnellement l'invention ou qui n'ont pas concédé de licence d'exploitation. A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée par le tribunal de grande instance.

« Toutefois, le projet de concession doit être notifié aux autres copropriétaires accompagné d'une offre de cession de la quote-part à un prix déterminé.

« Dans un délai de trois mois suivant cette notification, l'un quelconque des copropriétaires peut s'opposer à la concession de licence à la condition d'acquiescer la quote-part de celui qui désire accorder la licence.

« A défaut d'accord dans un délai prévu à l'alinéa précédent, le prix est fixé par le tribunal de grande instance. Les parties disposent d'un délai d'un mois à compter de la notification du jugement ou, en cas d'appel, de l'arrêt, pour renoncer à la concession de la licence ou à l'achat de la part

de copropriété sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être dus ; les dépenses sont à la charge de la partie qui renonce.

« d) Une licence d'exploitation exclusive ne peut être accordée qu'avec l'accord de tous les copropriétaires ou par autorisation de justice ;

« e) Chaque copropriétaire peut, à tout moment, céder sa quote-part. Les copropriétaires disposent d'un droit de préemption pendant un délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession. A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le tribunal de grande instance. Les parties disposent d'un délai d'un mois à compter de la notification du jugement, ou, en cas d'appel, de l'arrêt, pour renoncer à la vente ou à l'achat de la part de copropriété sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être dus ; les dépens sont à la charge de la partie qui renonce.

« Art. L. 613-30. - Les articles 815 et suivants, les articles 1873-1 et suivants, ainsi que les articles 883 et suivants du code civil ne sont pas applicables à la copropriété d'une demande de brevet ou d'un brevet.

« Art. L. 613-31. - Le copropriétaire d'une demande de brevet ou d'un brevet peut notifier aux autres copropriétaires qu'il abandonne à leur profit sa quote-part. A compter de l'inscription de cet abandon au registre national des brevets ou, lorsqu'il s'agit d'une demande de brevet non encore publiée, à compter de sa notification à l'Institut national de la propriété industrielle, ledit copropriétaire est déchargé de toutes obligations à l'égard des autres copropriétaires ; ceux-ci se répartissent la quote-part abandonnée à proportion de leurs droits dans la copropriété, sauf convention contraire.

« Art. L. 613-32. - Les dispositions des articles L. 613-29 à L. 613-31 s'appliquent en l'absence de stipulations contraires.

« Les copropriétaires peuvent y déroger à tout moment par un règlement de copropriété.

CHAPITRE IV

Application de conventions internationales

Section I

Brevets européens

« Art. L. 614-1. - La présente section est relative à l'application de la convention faite à Munich le 5 octobre 1973, ci-après dénommée "Convention de Munich". »

Paragraphe 1

Dépôt des demandes de brevets européens

« Art. L. 614-2. - Toute demande de brevet européen peut être déposée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, soit à son siège, soit, en tant que de besoin, dans ses centres régionaux, selon des modalités qui sont précisées par voie réglementaire.

« La demande doit être déposée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, lorsque le déposant a son domicile ou son siège en France et qu'il ne revendique pas la propriété d'un dépôt antérieur en France.

« Art. L. 614-3. - Le ministre chargé de la défense est habilité à prendre connaissance auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, à titre confidentiel, des demandes de brevet européen déposées à cet Institut.

« Art. L. 614-4. - Les inventions faisant l'objet de demandes de brevet européen déposées à l'Institut national de la propriété industrielle ne peuvent être divulguées et exploitées librement aussi longtemps qu'une autorisation n'a pas été accordée à cet effet.

« Pendant cette période, les demandes ne peuvent être rendues publiques ; aucune copie conforme ne peut être délivrée, sauf autorisation.

« Les autorisations prévues au premier et deuxième alinéas du présent article sont accordées par le ministre chargé de la propriété industrielle sur avis du ministre chargé de la défense.

« L'autorisation prévue au premier alinéa peut être accordée à tout moment. Sous réserve des dispositions du premier alinéa de l'article L. 614-5, elle est acquise de plein droit au terme d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande ou, lorsqu'une priorité a été revendiquée, au terme d'un délai de quatorze mois à compter de la date de priorité.

« Art. L. 614-5. - Avant le terme de l'un ou l'autre des délais mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 614-4, les interdictions prévues audit article peuvent être prorogées, sur réquisition du ministre chargé de la défense pour une durée d'un an renouvelable. Dans ce cas, la demande n'est pas transmise à l'Office européen des brevets. Les interdictions prorogées peuvent être levées à tout moment.

« Dans le cas de prorogation des interdictions les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 612-10 du présent code sont applicables.

« Art. L. 614-6. - Une demande de brevet européen ne peut être transformée en demande de brevet français que dans les cas prévus à l'article 135-1 a de la Convention de Munich.

« Dans ces cas et sous peine de rejet de sa demande de brevet français, le déposant doit satisfaire aux conditions qui sont fixées par voie réglementaire.

« Si un rapport de recherche a été établi avant transformation de la demande, ce rapport tient lieu de rapport de recherche prévu à l'article L. 612-15.

Paragraphe 2

Effets en France des brevets européens

« Art. L. 614-7. - Lorsque le texte dans lequel l'Office européen des brevets créé par la Convention de Munich délivre un brevet européen ou maintient un tel brevet sous une forme modifiée n'est pas rédigé en français, le titulaire du brevet doit fournir à l'Institut national de la propriété industrielle une traduction de ce texte dans les conditions et délai déterminés par décret en Conseil d'Etat. Faute de satisfaire à cette obligation, le brevet est sans effet.

« Art. L. 614-8. - Dans les trois mois qui suivent la publication des demandes de brevets européens et lorsque la langue de la procédure n'est pas le français, l'Institut national de la propriété industrielle assure la traduction et la publicité en français des abrégés prévus à l'article 78, paragraphe 1-e, de la Convention de Munich.

« Art. L. 614-9. - Les droits définis aux articles L. 613-3 à L. 613-7, L. 615-4 et L. 615-5 du présent code peuvent être exercés à compter de la date à laquelle une demande de brevet européen est publiée conformément aux dispositions de l'article 93 de la convention de Munich.

« Si la publication a été faite dans une langue autre que le français, les droits mentionnés à l'alinéa précédent ne peuvent être exercés qu'à compter de la date à laquelle une traduction en français des revendications a été publiée par l'Institut national de la propriété industrielle, sur réquisition du demandeur, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, ou a été notifiée au contrefacteur présumé.

« Art. L. 614-10. - Lorsqu'une traduction en langue française a été produite dans les conditions prévues à l'article L. 614-7 ou au second alinéa de l'article L. 614-9, cette traduction est considérée comme faisant foi si la demande de brevet européen ou le brevet européen confère dans le texte de la traduction une protection moins étendue que celle qui est conférée par ladite demande ou par ledit brevet dans la langue dans laquelle la demande a été déposée.

« Toutefois, une traduction révisée peut être produite à tout moment par le titulaire de la demande ou du brevet. Cette traduction ne prend cependant effet que lorsque les conditions prévues à l'article L. 614-7 ou au second alinéa de l'article L. 614-9 ont été remplies.

« Toute personne qui a, de bonne foi, commencé à exploiter une invention ou fait des préparatifs effectifs et sérieux à cette fin, sans que cette exploitation constitue une contrefaçon de la demande ou du brevet dans le texte de la traduction initiale, peut, dès que la traduction révisée a pris effet, poursuivre à titre gratuit son exploitation dans son entreprise ou pour les besoins de celle-ci.

« Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la langue de la procédure fait foi dans les actions en nullité.

« Art. L. 614-11. - L'inscription au registre européen des brevets des actes transmettant ou modifiant les droits attachés à une demande de brevet européen ou à un brevet européen rend ces actes opposables aux tiers.

« Art. L. 614-12. - La nullité du brevet européen est prononcée en ce qui concerne la France par décision de justice pour l'un quelconque des motifs visés à l'article 138, paragraphe 1, de la convention de Munich.

« Si les motifs de nullité n'affectent le brevet qu'en partie, la nullité est prononcée sous la forme d'une limitation des revendications, de la description ou des dessins.

« Art. L. 614-13. - Dans la mesure où un brevet français couvre une invention pour laquelle un brevet européen a été délivré au même inventeur ou à son ayant cause avec la même date de dépôt ou de priorité, le brevet français cesse de produire ses effets soit à la date à laquelle le délai prévu pour la formation de l'opposition au brevet européen est expiré sans qu'une opposition ait été formée, soit à la date à laquelle la procédure d'opposition est close, le brevet européen ayant été maintenu.

« Toutefois, lorsque le brevet français a été délivré à une date postérieure à l'une ou l'autre, selon le cas, de celles qui sont fixées à l'alinéa précédent, ce brevet ne produit pas d'effet.

« L'extinction ou l'annulation ultérieure du brevet européen n'affecte pas les dispositions prévues au présent article.

« Art. L. 614-14. - Une demande de brevet français ou un brevet français et une demande de brevet européen ou un brevet européen ayant la même date de priorité, couvrant la même invention et appartenant au même inventeur ou à son ayant cause, ne peuvent, pour les parties communes, faire l'objet indépendamment l'un de l'autre d'un transfert, gage, nantissement, ou d'une concession de droits d'exploitation, à peine de nullité.

« Par dérogation à l'article L. 613-9, le transfert ou la modification des droits attachés à la demande de brevet français ou au brevet français n'est rendu opposable aux tiers par son inscription au registre national des brevets que dans la mesure où le même transfert ou la même modification des droits attachés à la demande de brevet européen ou au brevet européen a été inscrit au registre européen des brevets.

« La demande de brevet français ou le brevet français et le droit de priorité pour le dépôt d'une demande de brevet européen ne peuvent être transférés indépendamment l'un de l'autre.

« Art. L. 614-15. - Le tribunal saisi d'une action en contrefaçon d'un brevet français qui couvre la même invention qu'un brevet européen demandé par le même inventeur ou délivré à celui-ci ou à son ayant cause avec la même date de priorité surseoit à statuer jusqu'à la date à laquelle le brevet français cesse de produire ses effets aux termes de l'article L. 614-13 ou jusqu'à la date à laquelle la demande de brevet européen est rejetée, retirée ou réputée retirée, ou le brevet européen révoqué.

« Si l'action en contrefaçon a été engagée sur la base du seul brevet français, le demandeur peut, à la reprise de l'instance, poursuivre celle-ci en substituant le brevet européen au brevet français pour les faits postérieurs à la date à laquelle le brevet français cesse de produire ses effets et pour les parties communes.

« Si une action en contrefaçon est intentée sur la base d'un brevet français et d'un brevet européen, ni les sanctions pénales ni les réparations civiles ne peuvent se cumuler.

« Si l'action a été intentée sur la base de l'un seulement des deux brevets, une nouvelle action sur la base de l'autre brevet, pour les mêmes faits, ne peut être engagée par le même demandeur, à l'égard du même défendeur.

« Art. L. 614-16. - Un décret en Conseil d'Etat déterminera les modalités d'application de la présente section, notamment en ce qui concerne l'application des dispositions de l'article 137-2 de la convention de Munich.

Section II

Demandes internationales

« Art. L. 614-17. - La présente section est relative à l'application du traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1970, ci-après dénommé "Traité de Washington".

Paragraphe 1

Dépôt des demandes internationales

« Art. L. 614-18. - Les demandes internationales de protection des inventions formulées par des personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France doivent être déposées auprès de l'Institut national de la propriété industrielle lorsque la priorité d'un dépôt antérieur en France n'est pas revendiquée. L'Institut national de la propriété industrielle agit alors en qualité d'office récepteur au sens des articles 2-XV et 10 du Traité de Washington.

« Art. L. 614-19. - Le ministre chargé de la défense est habilité à prendre connaissance auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, à titre confidentiel, des demandes internationales de protection des inventions déposées à cet institut.

« Art. L. 614-20. - Les inventions faisant l'objet de demandes internationales déposées à l'Institut national de la propriété industrielle ne peuvent être divulguées et exploitées librement aussi longtemps qu'une autorisation n'a été accordée à cet effet.

« Pendant cette période, les demandes ne peuvent être rendues publiques ; aucune copie conforme de la demande ne peut être délivrée, sauf autorisation.

« Les autorisations prévues aux premier et deuxième alinéas du présent article sont accordées par le ministre chargé de la propriété industrielle sur avis du ministre de la défense.

« L'autorisation prévue au premier alinéa peut être accordée à tout moment. Sous réserve des dispositions du premier alinéa de l'article L. 614-21, elle est acquise de plein droit au terme d'un délai de cinq mois à compter du dépôt de la demande ou, lorsqu'une priorité a été revendiquée, au terme d'un délai de treize mois à compter de la date de priorité.

« Art. L. 614-21. - Avant le terme de l'un ou l'autre des délais mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 614-20, les interdictions prévues audit article peuvent être prorogées, sur réquisition du ministre de la défense, pour une durée d'un an renouvelable. Dans ce cas, la demande n'est pas transmise au bureau international institué par le traité de coopération en matière de brevets. Les interdictions prorogées peuvent être levées à tout moment.

« Dans le cas de prorogations des interdictions, les dispositions des second, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 612-10 sont applicables.

« Art. L. 614-22. - Les dispositions des articles L. 614-19, L. 614-20 et L. 614-21 ne sont pas applicables lorsque, le déposant n'ayant pas son domicile ou son siège en France, l'Institut national de la propriété industrielle agit en tant qu'officier récepteur à la place de l'office national d'un autre Etat partie au Traité de Washington, ou lorsqu'il a été désigné comme office récepteur par l'assemblée de l'union instituée par ledit traité.

« Art. L. 614-23. - Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application des dispositions de la présente section, en ce qui concerne notamment les conditions de réception de la demande internationale, la langue dans laquelle la demande doit être déposée, l'établissement d'une redevance pour services rendus dite taxe de transmission perçue au bénéfice de l'Institut national de la propriété industrielle et la représentation des déposants ayant leur domicile ou leur siège à l'étranger.

Paragraphe 2

Effets en France des demandes internationales

« Art. L. 614-24. - Lorsqu'une demande internationale de protection des inventions formulée en application du Traité de Washington comporte la désignation ou l'élection de la

France, cette demande est considérée comme tendant à l'obtention d'un brevet européen régi par les dispositions de la convention de Munich.

Section III

Brevets communautaires

« Art. L. 614-25. - La présente section est relative à l'application de la convention relative au brevet européen pour le marché commun (convention sur le brevet communautaire), faite à Luxembourg le 15 décembre 1975, ci-après dénommée "Convention de Luxembourg". Elle entrera en vigueur à la même date que la Convention de Luxembourg.

« Art. L. 614-26. - Les articles L. 614-7 à L. 614-14 (premier et deuxième alinéas) ne sont pas applicables lorsque la demande de brevet européen désigne un Etat de la Communauté économique européenne et lorsque le brevet délivré est un brevet communautaire.

« Art. L. 614-27. - Dans les trois mois qui suivent la publication des demandes de brevets communautaires et lorsque la langue de la procédure n'est pas le français, l'Institut national de la propriété industrielle assure la traduction et la publicité en français des abrégés prévus à l'article 78, paragraphe 1-e, de la Convention de Munich.

« Art. L. 614-28. - Pour l'application aux demandes de brevet et aux brevets mentionnés à l'article L. 614-26 de l'article L. 614-15 et de l'article L. 615-17, la référence faite par ces articles à l'article L. 614-13 est remplacée par une référence à l'article 80, paragraphe 1, de la Convention de Luxembourg.

« Art. L. 614-29. - Un transfert, gage, nantissement ou une concession de droits d'exploitation d'une demande de brevet européen désignant un Etat de la Communauté économique européenne ou d'un brevet communautaire auquel cette demande a donné lieu emporte de plein droit, pour les parties communes, le même transfert, gage, nantissement ou la même concession de droits d'exploitation de la demande de brevet français ou du brevet français ayant la même date de dépôt ou la même date de priorité, couvrant la même invention et appartenant au même inventeur ou à son ayant cause.

« Dans les mêmes conditions, la demande de brevet français ou le brevet français ne peut faire, à peine de nullité, l'objet d'un transfert, gage, nantissement ou d'une concession de droits d'exploitation indépendamment de la demande de brevet européen désignant un Etat de la Communauté économique européenne ou du brevet communautaire auquel cette demande a donné lieu.

« Par dérogation à l'article L. 613-20, ce transfert ou cette modification des droits attachés au brevet français ou à la demande de brevet français n'est rendu opposable aux tiers par son inscription au registre national des brevets que dans la mesure où le même transfert, ou la même modification des droits attachés à la demande de brevet européen désignant un Etat de la Communauté économique européenne ou à un brevet communautaire auquel cette demande a donné lieu, a été inscrit, selon le cas, au registre européen des brevets ou au registre des brevets communautaires.

« Art. L. 614-30. - Lorsque, par application de l'article 86, paragraphe premier, de la Convention de Luxembourg, la requête en délivrance du brevet contient une déclaration selon laquelle le demandeur ne désire pas obtenir un brevet communautaire, les dispositions des articles L. 614-26 et L. 614-29 ne sont pas applicables.

« Toutefois, dans ce cas, l'article L. 614-13 n'est pas applicable.

Section IV

Dispositions finales

« Art. L. 614-31. - Les Français peuvent revendiquer l'application à leur profit, en France, des dispositions de la convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris, le 20 mars 1883, ainsi que des arrangements, actes additionnels et protocoles de clôture qui ont modifié ou modifieront ladite convention, dans tous les cas où ces dispositions sont plus favorables que la loi française pour protéger les droits dérivant de la propriété industrielle.

« Aucune disposition du présent titre ne peut être interprétée comme retirant aux Français un droit qui leur est reconnu à l'alinéa précédent.

CHAPITRE V

Actions en justice

Section I

Actions civiles

« Art. L. 615-1. - Toute atteinte portée aux droits du propriétaire du brevet, tels qu'ils sont définis aux articles L. 613-3 à L. 613-6, constitue une contrefaçon.

« La contrefaçon engage la responsabilité civile de son auteur.

« Toutefois, l'offre, la mise dans le commerce, l'utilisation, la détention en vue de l'utilisation ou la mise dans le commerce d'un produit contrefait, lorsque ces faits sont commis par une autre personne que le fabricant du produit contrefait, n'engagent la responsabilité de leur auteur que si les faits ont été commis en connaissance de cause.

« Art. L. 615-2. - L'action en contrefaçon est exercée par le propriétaire du brevet.

« Toutefois, le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation peut, sauf stipulation contraire du contrat de licence, exercer l'action en contrefaçon si, après mise en demeure, le propriétaire du brevet n'exerce pas cette action.

« Le breveté est recevable à intervenir dans l'instance en contrefaçon engagée par le licencié conformément à l'alinéa précédent.

« Le titulaire d'une licence de droit, d'une licence obligatoire ou d'une licence d'office, mentionnées aux articles L. 613-10, L. 613-11, L. 613-15, L. 613-17 et L. 613-19 peut exercer l'action en contrefaçon si, après la mise en demeure, le propriétaire du brevet n'exerce pas cette action.

« Tout licencié est recevable à intervenir dans l'instance en contrefaçon engagée par le breveté, afin d'obtenir la réparation du préjudice qui lui est propre.

« Art. L. 615-3. - Lorsque le tribunal est saisi d'une action en contrefaçon sur le fondement d'un brevet, son président, saisi et statuant en la forme des référés, peut interdire, à titre provisoire, sous astreinte, la poursuite des actes argués de contrefaçon, ou subordonner cette poursuite à la constitution de garanties destinées à assurer l'indemnisation du breveté.

« La demande d'interdiction ou de constitution de garanties n'est admise que si l'action au fond apparaît sérieuse et a été engagée dans un bref délai à compter du jour où le breveté a eu connaissance des faits sur lesquels elle est fondée.

« Le juge peut subordonner l'interdiction à la constitution par le demandeur de garanties destinées à assurer l'indemnisation éventuelle du préjudice subi par le défendeur si l'action en contrefaçon est ultérieurement jugée non fondée.

« Art. L. 615-4. - Par exception aux dispositions de l'article L. 613-1, les faits antérieurs à la date à laquelle la demande de brevet a été rendue publique en vertu de l'article L. 612-21 ou à celle de la notification à tout tiers d'une copie certifiée de cette demande, ne sont pas considérés comme ayant porté atteinte aux droits attachés au brevet.

« Toutefois, entre la date visée à l'alinéa précédent et celle de la publication de la délivrance du brevet :

« 1° Le brevet n'est opposable que dans la mesure où les revendications n'ont pas été étendues après la première de ces dates ;

« 2° Lorsque le brevet concerne l'utilisation d'un micro-organisme, il n'est opposable qu'à compter du jour où le micro-organisme est mis à la disposition du public.

« Le tribunal saisi d'une action en contrefaçon sur le fondement d'une demande de brevet surseoit à statuer jusqu'à la délivrance du brevet.

« Art. L. 615-5. - Le propriétaire d'une demande de brevet ou le propriétaire d'une demande de certificat d'utilité, ou le propriétaire d'un brevet ou d'un certificat d'utilité, a la possibilité de faire la preuve par tous moyens de la contrefaçon dont il se prétend victime.

« Il est par ailleurs en droit de faire procéder, sur ordonnance du président du tribunal de grande instance du lieu de la contrefaçon présumée, par tous huissiers assistés d'experts

de son choix, à la description détaillée, avec ou sans saisie réelle, des produits ou procédés prétendus contrefaits. L'ordonnance est exécutoire par provision. Elle peut être subordonnée à une consignation par le requérant. Dans la même ordonnance, le président du tribunal peut autoriser l'huissier à procéder à toute constatation utile en vue d'établir l'origine, la consistance et l'étendue de la contrefaçon.

« Le même droit est ouvert au concessionnaire d'un droit exclusif d'exploitation sous la condition prévue à l'article L. 615-2, deuxième alinéa, ainsi que sous la condition prévue à l'article L. 615-2, quatrième alinéa, au titulaire d'une licence de droit, d'une licence obligatoire ou d'une licence d'office visées aux articles L. 613-10, L. 613-11, L. 613-15, L. 613-17 et L. 613-19.

« A défaut par le requérant de s'être pourvu devant le tribunal dans le délai de quinze jours, la saisie sera nulle de plein droit, sans préjudice d'éventuels dommages-intérêts.

« Art. L. 615-6. - Dans une instance en contrefaçon introduite en vertu d'une demande de certificat d'utilité, le demandeur devra produire un rapport de recherche établi dans les mêmes conditions que le rapport prévu à l'article L. 612-14, paragraphe premier.

« Art. L. 615-7. - Sur la demande de la partie lésée, et autant que la mesure s'avère nécessaire pour assurer l'interdiction de continuer la contrefaçon, les juges pourront ordonner la confiscation, au profit du demandeur, des objets reconnus contrefaits, qui sont la propriété du contrefacteur à la date de l'entrée en vigueur de l'interdiction, et, le cas échéant, celle des dispositifs ou moyens spécialement destinés à la réalisation de la contrefaçon.

« Il sera tenu compte de la valeur des objets confisqués dans le calcul de l'indemnité allouée au bénéficiaire de la condamnation.

« Art. L. 615-8. - Les actions en contrefaçon prévues par le présent chapitre sont prescrites par trois ans à compter des faits qui en sont la cause.

« Art. L. 615-9. - Toute personne qui justifie d'une exploitation industrielle sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté économique européenne ou de préparatifs effectifs et sérieux à cet effet peut inviter le titulaire d'un brevet à prendre parti sur l'opposabilité de son titre à l'égard de cette exploitation dont la description lui est communiquée.

« Si ladite personne conteste la réponse qui lui est faite ou si le titulaire du brevet n'a pas pris parti dans un délai de trois mois, elle peut assigner ce dernier devant le tribunal pour faire juger que le brevet ne fait pas obstacle à l'exploitation en cause, et ce, sans préjudice de l'action en nullité du brevet et d'une action ultérieure en contrefaçon dans le cas où l'exploitation n'est pas réalisée dans les conditions spécifiées dans la description visée à l'alinéa précédent.

« Art. L. 615-10. - Lorsqu'une invention, objet d'une demande de brevet ou d'un brevet, est exploitée pour les besoins de la défense nationale par l'Etat ou ses fournisseurs, sous-traitants et titulaires de sous-commandes, sans qu'une licence d'exploitation leur ait été octroyée, l'action civile est portée devant la chambre du conseil du tribunal de grande instance. Celui-ci ne peut ordonner ni la cessation ou l'interruption de l'exploitation ni la confiscation prévue à l'article L. 615-7.

« Si une expertise ou une description avec ou sans saisie réelle telle que prévue à l'article L. 615-5 est ordonnée par le président du tribunal, l'officier public commis doit surseoir à la saisie, à la description et à toute recherche dans les archives et documents de l'entreprise, si le contrat d'études ou de fabrication comporte une classification de sécurité de défense.

« Il en est de même si les études ou fabrications sont exécutées dans un établissement des armées.

« Le président du tribunal de grande instance peut, s'il en est requis par l'ayant droit, ordonner une expertise qui ne peut être effectuée que par des personnes agréées par le ministre chargé de la défense et devant ses représentants.

« Les dispositions de l'article L. 615-4 ne sont pas applicables aux demandes de brevet exploitées dans les conditions définies au présent article aussi longtemps que ces demandes sont soumises aux interdictions prévues par les articles L. 612-9 et L. 612-10. Une telle exploitation fait encourir de plein droit à ses auteurs la responsabilité définie au présent article.

« Art. L. 615-11. - La saisie d'un brevet est effectuée par acte extrajudiciaire signifié au propriétaire du brevet, à l'Institut national de la propriété industrielle ainsi qu'aux personnes possédant des droits sur le brevet ; elle rend inopposable au créancier saisissant toute modification ultérieure des droits attachés au brevet.

« A peine de nullité de la saisie, le créancier saisissant doit, dans le délai prescrit, se pourvoir devant le tribunal, en validité de la saisie et aux fins de mise en vente du brevet.

Section II

Actions pénales

« Art. L. 615-12. - Quiconque se prévaut indûment de la qualité de propriétaire d'un brevet ou d'une demande de brevet est puni d'une amende de 20 000 francs à 50 000 francs. En cas de récidive, l'amende peut être portée au double. Il y a récidive au sens du présent article lorsqu'il a été rendu contre le prévenu dans les cinq années antérieures une condamnation pour le même délit.

« Art. L. 615-13. - Sans préjudice, s'il échet, des peines plus graves prévues en matière d'atteinte à la sûreté de l'Etat, quiconque a sciemment enfreint une des interdictions portées aux articles L. 612-9 et L. 612-10 est puni d'une amende de 3 000 francs à 30 000 francs. Si la violation a porté préjudice à la défense nationale, une peine d'emprisonnement de un à cinq ans pourra, en outre, être prononcée.

« Art. L. 615-14. - 1. Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 6 000 francs à 120 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui auront porté sciemment atteinte aux droits du propriétaire d'un brevet, tels que définis aux articles L. 613-3 à L. 613-6.

« 2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

« Art. L. 615-15. - Sans préjudice, s'il échet, des peines plus graves prévues en matière d'atteinte à la sûreté de l'Etat, quiconque aura sciemment enfreint une des obligations ou interdictions prévues aux articles L. 614-18, L. 614-20 et au premier alinéa de l'article L. 614-21 sera puni d'une amende de 3 000 francs à 40 000 francs. Si la violation a porté préjudice à la défense nationale, une peine d'emprisonnement de un à cinq ans pourra, en outre, être prononcée.

« Art. L. 615-16. - Sans préjudice, s'il échet, des peines plus graves prévues en matière d'atteinte à la sûreté de l'Etat, quiconque aura sciemment enfreint l'une des obligations ou interdictions prévues au second alinéa de l'article L. 614-2 à l'article L. 614-4 et au premier alinéa de l'article L. 614-5 sera puni d'une amende de 3 000 francs à 40 000 francs. Si la violation a porté préjudice à la défense nationale, une peine d'emprisonnement de un à cinq ans pourra en outre être prononcée.

Section III

Règles de compétence et de procédure

« Art. L. 615-17. - L'ensemble du contentieux né du présent titre est attribué aux tribunaux de grande instance et aux cours d'appel auxquelles ils sont rattachés, à l'exception des recours formés contre les décrets, arrêtés et autres décisions de nature administrative du ministre chargé de la propriété industrielle, qui relèvent de la juridiction administrative.

« Les tribunaux de grande instance appelés à connaître des actions en matière de brevets sont déterminés par voie réglementaire.

« Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle au recours à l'arbitrage, dans les conditions prévues aux articles 2059 et 2060 du code civil.

« Les tribunaux de grande instance ci-dessus visés, ainsi que les cours d'appel auxquelles ils sont rattachés, sont seuls compétents pour constater que le brevet français cesse de produire ses effets en totalité ou en partie, dans les conditions prévues à l'article L. 614-13.

« Art. L. 615-18. - Les actions en fixation d'indemnités intentées en application des dispositions des articles L. 612-10, L. 613-17, L. 613-19 et L. 613-20 sont portées devant le tribunal de grande instance de Paris.

« Art. L. 615-19. - Les actions en contrefaçon de brevet sont de la compétence exclusive du tribunal de grande instance.

« Toutes les actions mettant en jeu une contrefaçon de brevet et une question de concurrence déloyale connexe sont portées exclusivement devant le tribunal de grande instance.

« Art. L. 615-20. - La juridiction saisie d'une action ou d'une exception relevant des dispositions du présent titre peut soit d'office, soit à la demande d'une des parties, désigner tel consultant de son choix pour suivre la procédure dès sa mise en état et assister à l'audience. Le consultant peut être autorisé à poser des questions aux parties ou à leurs représentants en chambre du conseil.

« Art. L. 615-21. - Si l'une des parties le demande, toute contestation portant sur l'application de l'article L. 611-7 du présent code sera soumise à une commission paritaire de conciliation (employeurs, salariés), présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire dont la voix est prépondérante en cas de partage.

« Dans les six mois de sa saisine, cette commission, créée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, formule une proposition de conciliation ; celle-ci vaut accord entre les parties, si, dans le mois de sa notification, l'une d'elles n'a pas saisi le tribunal de grand instance compétent statuant en chambre du conseil. Cet accord peut être rendu exécutoire par ordonnance du président du tribunal de grande instance saisi sur simple requête par la partie la plus diligente.

« Les parties pourront se présenter elles-mêmes devant la commission et se faire assister ou représenter par une personne de leur choix.

« La commission pourra se faire assister d'experts qu'elle désignera pour chaque affaire.

« Les modalités d'application du présent article, qui comportent des dispositions particulières pour les agents visés au dernier alinéa de l'article L. 611-7, sont fixées par décret en Conseil d'Etat après consultation des organisations professionnelles et syndicales intéressées.

« Art. L. 615-22. - Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités d'application du présent titre.

TITRE II

PROTECTION DES CONNAISSANCES TECHNIQUES

CHAPITRE I^{er}

Secret de fabrique

« Art. L. 621-1. - Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique, qui aura communiqué ou tenté de communiquer à des étrangers ou à des Français résidant en pays étranger, des secrets de la fabrique où il est employé, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 1 800 francs à 120 000 francs.

« Il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés à l'article 42 du code pénal pendant cinq ans au moins et dix ans au plus à compter du jour où il aura subi sa peine.

« Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 francs à 15 000 francs.

« Le maximum de la peine prononcée par les alinéas premier et 3 du présent article sera nécessairement appliqué s'il s'agit de secrets de fabrique d'armes et munitions de guerre appartenant à l'Etat.

CHAPITRE II

Produits semi-conducteurs

Section I

Dépôt

« Art. L. 622-1. - La topographie finale ou intermédiaire d'un produit semi-conducteur traduisant un effort intellectuel du créateur peut, à moins qu'elle ne soit courante, faire l'objet d'un dépôt conférant la protection prévue par le présent chapitre.

Ce dépôt ne peut intervenir ni plus de deux ans après que la topographie a fait l'objet d'une première exploitation commerciale en quelque lieu que ce soit, ni plus de quinze ans après qu'elle a été fixée ou codée pour la première fois si elle n'a jamais été exploitée.

« Est nul tout dépôt qui ne répond pas aux conditions prévues au présent article.

« Art. L. 622-2. - Sont admis au bénéfice du présent chapitre :

« a) Les créateurs ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne ou qui ont dans un tel Etat, soit leur résidence habituelle, soit un établissement industriel ou commercial, effectif et sérieux, ainsi que leurs ayants cause ;

« b) Les personnes répondant aux conditions précitées de nationalité, résidence ou établissements, qui procèdent dans un Etat membre, pour la première fois au monde, à l'exploitation commerciale d'une topographie non encore protégée par le présent chapitre et pour laquelle elles ont obtenu de la personne habilitée une autorisation exclusive pour l'ensemble de la Communauté économique européenne.

« Les personnes autres que celles visées au paragraphe précédent sont admises au bénéfice du présent chapitre sous réserve d'une constatation de réciprocité avec les pays dont elles sont ressortissantes ou dans lesquels elles sont établies.

« Art. L. 622-3. - Le droit au dépôt appartient au créateur ou à son ayant cause.

« Si un dépôt a été effectué en violation des droits du créateur ou de son ayant cause, la personne lésée peut en revendiquer le bénéfice. L'action en revendication se prescrit par trois ans à compter de la publication du dépôt.

« Art. L. 622-4. - Le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle enregistre le dépôt après examen de sa régularité formelle. La publication est faite dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Section II

Droits attachés au dépôt

« Art. L. 622-5. - Il est interdit à tout tiers :

« - de reproduire la topographie protégée ;

« - d'exploiter commercialement ou importer à cette fin une telle reproduction ou tout produit semi-conducteur l'incorporant.

« Cette interdiction ne s'étend pas :

« - à la reproduction à des fins d'évaluation, d'analyse ou d'enseignement ;

« - à la création, à partir d'une telle analyse ou évaluation, d'une topographie distincte pouvant prétendre à la protection du présent chapitre.

« L'interdiction ci-dessus n'est pas opposable à l'acquéreur de bonne foi d'un produit semi-conducteur. Celui-ci est cependant redevable d'une juste indemnité s'il entend poursuivre l'exploitation commerciale du produit ainsi acquis.

« Art. L. 622-6. - L'interdiction prévue à l'article précédent prend effet au jour du dépôt ou de la date de la première exploitation commerciale si elle est antérieure. Elle est acquise au titulaire de l'enregistrement jusqu'au terme de la dixième année civile qui suit.

« Toutefois, devient sans effet tout enregistrement concernant une topographie qui n'a fait l'objet d'aucune exploitation dans un délai de quinze ans à compter de la date à laquelle elle a été fixée ou codée pour la première fois.

« Art. L. 622-7. - Les articles L. 411-4, 411-5, L. 612-11, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-19, L. 615-10 et L. 615-17 sont applicables aux conditions et formes dans lesquelles :

« - sont prises les décisions du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle mentionnées au présent chapitre ;

« - peuvent être transmis, donnés en garantie ou saisis les droits attachés à l'enregistrement d'une topographie ;

« - est réglé le contentieux né du présent chapitre.

CHAPITRE III

Obtention végétale

Section I

Délivrance des certificats d'obtention végétale

« Art. L. 623-1. - Pour l'application du présent chapitre est appelée "obtention végétale" la variété nouvelle, créée ou découverte :

« 1^o Qui se différencie des variétés analogues déjà connues par un caractère important, précis et peu fluctuant, ou par plusieurs caractères dont la combinaison est de nature à lui donner la qualité de variété nouvelle ;

« 2° Qui est homogène pour l'ensemble de ses caractères ;
 « 3° Qui demeure stable, c'est-à-dire identique à sa définition initiale à la fin de chaque cycle de multiplication.

« Art. L. 623-2. - Les obtentions végétales d'un genre ou d'une espèce bénéficiant du régime de protection institué par les dispositions du présent chapitre ne sont pas brevetables.

« Art. L. 623-3. - Toute obtention végétale répondant aux conditions de l'article L. 623-1 est définie par une dénomination à laquelle correspondent une description et un exemplaire témoin conservé dans une collection.

« Art. L. 623-4. - Toute obtention végétale peut faire l'objet d'un titre appelé "certificat d'obtention végétale", qui confère à son titulaire un droit exclusif à produire, à introduire sur le territoire où le présent chapitre est applicable, à vendre ou à offrir en vente tout ou partie de la plante, ou tous éléments de reproduction ou de multiplication végétative de la variété considérée et des variétés qui en sont issues par hybridation lorsque leur reproduction exige l'emploi répété de la variété initiale.

« Des décrets en Conseil d'Etat rendent progressivement applicables les dispositions de l'alinéa précédent aux différentes espèces végétales en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques et des moyens de contrôle. Ces mêmes décrets déterminent pour chacune des espèces végétales les éléments de la plante sur lesquels porte le droit de l'obteneur.

« Art. L. 623-5. - N'est pas réputée nouvelle l'obtention qui, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, a reçu une publicité suffisante pour être exploitée, ou qui se trouve décrite dans une demande de certificat ou dans un certificat français non encore publié ou dans une demande déposée à l'étranger et bénéficiant de la priorité prévue à l'article L. 623-6.

« Toutefois, ne constitue en aucun cas une divulgation de nature à détruire la nouveauté de la variété soit son utilisation par l'obteneur dans ses essais ou expérimentations, soit son inscription à un catalogue ou à un registre officiel d'un Etat partie à la Convention de Paris du 2 décembre 1961 pour la protection des obtentions végétales, soit sa présentation dans une exposition officielle ou officiellement reconnue au sens de la convention concernant les expositions internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928 et modifiée le 10 mai 1948.

« N'est pas davantage de nature à détruire la nouveauté de la variété la divulgation qui constitue un abus caractérisé à l'égard de l'obteneur.

« Art. L. 623-6. - Toute personne ayant la nationalité de l'un des Etats partie à la Convention de Paris du 2 décembre 1961 ou ayant son domicile ou établissement dans l'un de ces Etats peut demander un certificat d'obtention pour les variétés appartenant aux genres ou espèces figurant sur la liste annexée à cette convention ou sur une liste complémentaire établie en application des dispositions de celle-ci.

« Elle peut, lors du dépôt en France d'une demande de certificat d'obtention, revendiquer le bénéfice de la priorité de la première demande déposée antérieurement pour la même variété dans l'un desdits Etats par elle-même ou par son auteur, à condition que le dépôt effectué en France ne soit pas postérieur de plus de douze mois à celui de la première demande.

« Ne sont pas opposables à la validité des certificats d'obtention dont la demande a été déposée dans les conditions prévues au précédent alinéa les faits survenus dans le délai de priorité tels qu'un autre dépôt, la publication de l'objet de la demande ou l'exploitation de la variété en cause.

« En dehors des cas prévus à l'alinéa premier ci-dessus, tout étranger peut bénéficier de la protection instituée par le présent chapitre, à condition que les Français bénéficient, pour les genres et espèces considérés, de la réciprocité de protection de la part de l'Etat dont il a la nationalité ou dans lequel il a son domicile ou son établissement.

« Art. L. 623-7. - Le certificat délivré par le comité de la protection des obtentions végétales mentionné à l'article L. 412-1 prend effet à la date de la demande. Toute décision de rejet d'une demande doit être motivée.

« Art. L. 623-8. - Le ministre chargé de la défense est habilité à prendre connaissance auprès du comité de la protection des obtentions végétales, à titre confidentiel, des demandes de certificat.

« Art. L. 623-9. - La liste des espèces végétales dont les obtentions faisant l'objet de demandes de certificat ne peuvent être divulguées et exploitées librement sans autorisation spéciale est fixée par voie réglementaire.

« Sous réserve de l'article L. 623-10, cette autorisation peut être accordée à tout moment. Elle est acquise de plein droit au terme d'un délai de cinq mois à compter du jour de dépôt de la demande de certificat.

« Art. L. 623-10. - Avant le terme du délai prévu à l'article L. 623-9, dernier alinéa, les interdictions prescrites à l'alinéa premier dudit article peuvent être prorogées, sur réquisition du ministre chargé de la défense, pour une durée d'un an, renouvelable. Les interdictions prorogées peuvent être levées à tout moment sous la même condition.

« La prorogation des interdictions prononcées en vertu du présent article ouvre droit à une indemnité au profit du titulaire de la demande de certificat, dans la mesure du préjudice subi. A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée par l'autorité judiciaire.

« Art. L. 623-11. - Le titulaire du certificat peut demander la révision de l'indemnité prévue à l'article L. 623-10 après l'expiration du délai d'un an qui suit la date du jugement définitif fixant le montant de l'indemnité.

« Le titulaire du certificat doit apporter la preuve que le préjudice qu'il subit est supérieur à l'estimation du tribunal.

« Art. L. 623-12. - Le certificat n'est délivré que s'il résulte d'un examen préalable que la variété faisant l'objet de la demande de protection constitue une obtention végétale conformément à l'article L. 623-1.

« Toutefois, le comité peut tenir pour suffisant l'examen préalable effectué dans un autre pays partie à la Convention de Paris du 2 décembre 1961.

« Ce comité peut faire appel à des experts étrangers.

« Art. L. 623-13. - La durée du certificat est de vingt ans à partir de sa délivrance. Elle est fixée à vingt-cinq ans si la constitution des éléments de production de l'espèce exige de longs délais.

« Art. L. 623-14. - Les actes portant soit délivrance du certificat, soit transmission de propriété, soit concession de droit d'exploitation ou de gage, relatifs à un certificat d'obtention, ne sont opposables aux tiers que s'ils ont été régulièrement publiés dans les conditions prévues par un décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 623-15. - Le certificat désigne l'obtention par une dénomination permettant, sans confusion ni équivoque, son identification dans tous les Etats parties à la Convention de Paris du 2 décembre 1961.

« L'obteneur est tenu de conserver en permanence une collection végétative de l'obtention protégée.

« Une description de la variété nouvelle est annexée au certificat d'obtention.

« Le certificat est opposable aux tiers dès sa publication.

« La dénomination portée sur le certificat devient obligatoire dès la publication de celui-ci pour toute transaction commerciale même après l'expiration de la durée du certificat.

« La dénomination conférée à ladite variété ne peut faire l'objet d'un dépôt au titre de marque de fabrique ou de commerce dans un Etat partie à la Convention de Paris du 2 décembre 1961. Un tel dépôt peut toutefois être effectué à titre conservatoire, sans faire obstacle à la délivrance du certificat d'obtention, à condition que la preuve de la renonciation aux effets de ce dépôt dans les Etats parties à la Convention soit produite préalablement à la délivrance dudit certificat.

« Les prescriptions de l'alinéa ci-dessus ne font pas obstacle à ce que, pour une même obtention, il soit ajouté à la dénomination de la variété en cause une marque de fabrique ou de commerce.

« Art. L. 623-16. - L'examen préalable, la délivrance du certificat et tous actes d'inscription ou de radiation donnent lieu au versement de redevances pour services rendus.

« Une redevance est versée annuellement pendant toute la durée de validité du certificat.

« Le barème de ces redevances est fixé par voie réglementaire.

« Le produit de ces redevances est porté en recettes à une section spéciale du budget de l'Institut national de la recherche agronomique.

Section II

Droits et obligations
attachés aux certificats d'obtention végétale

« Art. L. 623-17. - Une variété indispensable à la vie humaine ou animale peut être soumise au régime de la licence d'office par décret en Conseil d'Etat ou, lorsqu'elle intéresse la santé publique, par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre chargé de la santé publique.

« Art. L. 623-18. - Du jour de la publication de l'arrêté qui soumet les certificats d'obtention au régime de la licence d'office, toute personne présentant des garanties techniques et professionnelles peut demander au ministre de l'agriculture l'octroi d'une licence d'exploitation.

« Cette licence ne peut être que non exclusive. Elle est accordée par arrêté du ministre de l'agriculture à des conditions déterminées notamment quant à sa durée et son champ d'application, mais à l'exclusion des redevances auxquelles elle donne lieu.

« Elle prend effet à la date de la notification de l'arrêté aux parties.

« A défaut d'accord amiable, le montant des redevances est fixé par l'autorité judiciaire, déterminée conformément à l'article L. 623-31.

« Art. L. 623-19. - Si le titulaire d'une licence d'office ne satisfait pas aux conditions requises, le ministre de l'agriculture peut, après avis du comité de la protection des obtentions végétales, en prononcer la déchéance.

« Art. L. 623-20. - L'Etat peut obtenir d'office, à tout moment, pour les besoins de la défense nationale, une licence d'exploitation d'une variété végétale objet d'une demande de certificat ou d'un certificat d'obtention, que cette exploitation soit faite par lui-même ou pour son compte.

« La licence d'office est accordée, à la demande du ministre chargé de la défense, par arrêté du ministre de l'agriculture. Cet arrêté fixe les conditions de la licence à l'exclusion de celles qui sont relatives aux redevances auxquelles donne lieu son utilisation. La licence prend effet à la date de la demande de licence d'office.

« A défaut d'accord amiable, le montant des redevances est fixé par l'autorité judiciaire, déterminée conformément à l'article L. 623-31.

« Art. L. 623-21. - Les droits attachés à une licence d'office ne peuvent être ni cédés ni transmis.

« Art. L. 623-22. - L'Etat peut, à tout moment, par décret, exproprier en tout ou en partie pour les besoins de la défense nationale les obtentions végétales, objet de demandes de certificat ou de certificats.

« A défaut d'accord amiable, l'indemnité d'expropriation est fixée par le tribunal de grande instance.

« Art. L. 623-23. - Est déchu de son droit tout titulaire d'un certificat d'obtention végétale :

« 1° Qui n'est pas en mesure de présenter à tout moment à l'administration les éléments de reproduction ou de multiplication végétative, tels que graines, boutures, greffons, rhizomes, tubercules, permettant de reproduire la variété protégée avec les caractères morphologiques et physiologiques tels qu'ils ont été définis dans le certificat d'obtention ;

« 2° Qui refuse de se soumettre aux inspections faites en vue de vérifier les mesures qu'il a prises pour la conservation de la variété ;

« 3° Qui n'a pas acquitté dans le délai prescrit la redevance annuelle visée au deuxième alinéa de l'article L. 623-16.

« La déchéance est constatée par le comité de la protection des obtentions végétales. Lorsqu'elle est constatée au titre du 3° ci-dessus, le titulaire du certificat peut, dans les six mois qui suivent le terme du délai prévu, présenter un recours en vue d'être restauré dans ses droits s'il justifie d'une excuse légitime pour le défaut de paiement des redevances. Ce recours ne peut cependant porter atteinte aux droits acquis, le cas échéant, par les tiers. La décision définitive constatant la déchéance est publiée.

« Art. L. 623-24. - Les dispositions des articles L. 613-8 et L. 613-29 à L. 613-32 du présent code sont applicables aux demandes de certificats d'obtention végétale et aux certificats d'obtention.

« Il en est de même des articles L. 613-9, L. 613-21 et L. 613-24 du présent code, le comité de la protection des obtentions végétales étant substitué à l'Institut national de la propriété industrielle.

Section III

Actions en justice

« Art. L. 623-25. - Toute atteinte portée aux droits du titulaire d'un certificat d'obtention végétale tels qu'ils sont définis à l'article L. 623-4 constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

« Sous réserve des dispositions de l'article L. 623-4, ne constitue pas une atteinte aux droits du titulaire d'un certificat d'obtention l'utilisation de la variété protégée comme source de variation initiale en vue d'obtenir une variété nouvelle.

« Le titulaire d'une licence d'office visée aux articles L. 623-17 et L. 623-20 et, sauf stipulation contraire, le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation, peuvent exercer l'action en responsabilité prévue au premier alinéa ci-dessus si, après une mise en demeure, le titulaire du certificat n'exerce pas cette action.

« Le titulaire du certificat est recevable à intervenir à l'instance engagée par le licencié conformément à l'alinéa précédent.

« Tout titulaire d'une licence est recevable à intervenir à l'instance engagée par le titulaire de certificat afin d'obtenir la réparation du préjudice qui lui est propre.

« Art. L. 623-26. - Les faits antérieurs à la publication de la délivrance du certificat ne sont pas considérés comme ayant porté atteinte aux droits attachés au certificat. Pourront cependant être constatés et poursuivis les faits postérieurs à la notification au responsable présumé d'une copie conforme de la demande de certificat.

« Art. L. 623-27. - Le propriétaire d'une demande de certificat d'obtention ou d'un certificat est en droit de faire procéder, avec autorisation de justice, à la description détaillée, avec ou sans saisie réelle, de tous végétaux ou parties de végétaux, de tous éléments de reproduction ou de multiplication végétative prétendus obtenus en méconnaissance de ses droits. Ce droit est ouvert au concessionnaire d'un droit exclusif d'exploitation ou au titulaire d'une licence d'office sous la condition fixée au troisième alinéa de l'article L. 623-25.

« A défaut par le requérant de s'être pourvu devant le tribunal dans le délai fixé par voie réglementaire, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés s'il y a lieu.

« Art. L. 623-28. - Le tribunal peut, sur la demande de la partie lésée, prononcer au profit de celle-ci la confiscation de végétaux ou parties de végétaux, des éléments de reproduction ou de multiplication végétative obtenus en violation des droits du titulaire d'un certificat d'obtention et, le cas échéant, celle des instruments spécialement destinés au cycle de reproduction.

« Art. L. 623-29. - Les actions civiles et pénales prévues par le présent chapitre se prescrivent par trois ans à compter des faits qui en sont la cause.

« L'action civile introduite suspend la prescription de l'action pénale.

« Art. L. 623-30. - Lorsqu'une variété objet d'une demande de certificat ou d'un certificat d'obtention est exploitée pour les besoins de la défense nationale par l'Etat ou ses fournisseurs, sous-traitants et titulaires de sous-commandes, sans qu'une licence d'exploitation leur ait été octroyée, la juridiction saisie ne peut ordonner ni la cessation ou l'interruption de l'exploitation, ni la confiscation prévue à l'article L. 623-28.

« Si une expertise ou une description, avec ou sans saisie réelle, est ordonnée par le président de la juridiction saisie, l'officier public commis doit surseoir à la saisie, à la description et à toute recherche dans l'entreprise si le contrat d'études ou de reproduction ou de multiplication comporte une classification de sécurité de défense.

« Il en est de même si les études, la reproduction, la multiplication sont effectuées dans un établissement des armées.

« Le président de la juridiction saisie peut, s'il en est requis par l'ayant droit, ordonner une expertise qui ne peut être effectuée que par des personnes agréées par le ministre chargé de la défense et devant ses représentants.

« Les dispositions de l'article L. 623-26 ne sont pas applicables aux demandes de certificat d'obtention végétale exploitées dans les conditions définies au présent article aussi longtemps que ces demandes sont soumises aux interdictions prévues par les articles L. 623-9 et L. 623-10.

« Une telle exploitation fait encourir de plein droit à ses auteurs la responsabilité définie au présent article.

« Art. L. 623-31. - L'ensemble du contentieux né du présent chapitre est attribué aux tribunaux de grande instance et aux cours d'appel auxquelles ils sont rattachés, à l'exception des recours formés contre les décrets et les arrêtés et décisions ministérielles qui relèvent de la juridiction administrative.

« La cour d'appel de Paris connaît directement des recours formés contre les décisions du comité de la protection des obtentions végétales prises en application du présent chapitre.

« Les tribunaux de grande instance compétents dont le nombre ne pourra être inférieur à dix, et le ressort dans lequel ces juridictions exercent les attributions qui leur sont ainsi dévolues sont déterminés par voie réglementaire.

« Art. L. 623-32. - Toute atteinte portée sciemment aux droits du titulaire d'un certificat d'obtention végétale, tels qu'ils sont définis à l'article L. 623-4, constitue un délit puni d'une amende de 2 000 francs à 15 000 francs. En cas de récidive, un emprisonnement de deux à six mois peut, en outre, être prononcé. Il y a récidive, au sens du présent article, lorsqu'il a été rendu contre le prévenu dans les cinq années antérieures une condamnation pour le même délit.

« Art. L. 623-33. - L'action publique pour l'application des peines prévues au précédent article ne peut être exercée par le ministère public que sur plainte de la partie lésée.

« Le tribunal correctionnel saisi ne peut statuer qu'après que la juridiction civile a constaté la réalité du délit par une décision passée en force de chose jugée. Les exceptions tirées par le défendeur de nullité du certificat d'obtention ou des questions relatives à la propriété dudit certificat ne peuvent être soulevées que devant la juridiction civile.

« Art. L. 623-34. - Quiconque se prévaut indûment de la qualité de propriétaire d'un certificat ou d'une demande de certificat d'obtention végétale est puni d'une amende de 2 000 francs à 5 000 francs. En cas de récidive, l'amende peut être portée au double. Il y a récidive au sens du présent article lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour le même délit.

« Art. L. 623-35. - Sans préjudice, s'il échet, des peines plus graves prévues en matière d'atteinte à la sûreté de l'Etat, quiconque a sciemment enfreint une des interdictions portées aux articles L. 623-9 et L. 623-10 est puni d'une amende de 3 000 francs à 30 000 francs. Si la violation a porté préjudice à la défense nationale, une peine d'emprisonnement d'un à cinq ans pourra, en outre, être prononcée.

LIVRE VII

MARQUES DE FABRIQUE, DE COMMERCE OU DE SERVICE ET AUTRES SIGNES DISTINCTIFS

TITRE I^{er}

MARQUES DE FABRIQUE, DE COMMERCE OU DE SERVICE

CHAPITRE I^{er}

Eléments constitutifs de la marque

« Art. L. 711-1. - La marque de fabrique, de commerce ou de service est un signe susceptible de représentation graphique servant à distinguer les produits ou services d'une personne physique ou morale.

« Peuvent notamment constituer un tel signe :

« a) Les dénominations sous toutes les formes telles que : mots, assemblages de mots, noms patronymiques et géographiques, pseudonymes, lettres, chiffres, sigles ;

« b) Les signes sonores tels que : sons, phrases musicales ;

« c) Les signes figuratifs tels que : dessins, étiquettes, cachets, lisières, reliefs, hologrammes, logos, images de synthèse ; les formes, notamment celles du produit ou de son conditionnement ou celles caractérisant un service ; les dispositions, combinaisons ou nuances de couleurs.

« Art. L. 711-2. - Le caractère distinctif d'un signe de nature à constituer une marque s'apprécie à l'égard des produits ou services désignés.

« Sont dépourvus de caractère distinctif :

« a) Les signes ou dénominations qui, dans le langage courant ou professionnel, sont exclusivement la désignation nécessaire, générique ou usuelle du produit ou du service ;

« b) Les signes ou dénominations pouvant servir à désigner une caractéristique du produit ou du service, et notamment l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, la provenance géographique, l'époque de la production du bien ou de la prestation de service ;

« c) Les signes constitués exclusivement par la forme imposée par la nature ou la fonction du produit, ou conférant à ce dernier sa valeur substantielle.

« Le caractère distinctif peut, sauf dans le cas prévu au c de l'alinéa précédent, être acquis par l'usage.

« Art. L. 711-3. - Ne peut être adopté comme marque ou élément de marque un signe :

« a) Exclu par l'article 6^{ter} de la convention de Paris en date du 20 mars 1883, révisée, pour la protection de la propriété industrielle ;

« b) Contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, ou dont l'utilisation est légalement interdite ;

« c) De nature à tromper le public, notamment sur la nature, la qualité ou la provenance géographique du produit ou du service.

« Art. L. 711-4. - Ne peut être adopté comme marque un signe portant atteinte à des droits antérieurs, et notamment :

« a) A une marque antérieure enregistrée ou notoirement connue au sens de l'article 6^{bis} de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ;

« b) A une dénomination ou raison sociale, s'il existe un risque de confusion dans l'esprit du public ;

« c) A un nom commercial ou à une enseigne connus sur l'ensemble du territoire national, s'il existe un risque de confusion dans l'esprit du public ;

« d) A une appellation d'origine protégée ;

« e) Aux droits d'auteur ;

« f) Aux droits résultant d'un dessin ou modèle protégé ;

« g) Au droit de la personnalité d'un tiers, notamment à son nom patronymique, à son pseudonyme ou à son image ;

« h) Au nom, à l'image ou à la renommée d'une collectivité territoriale.

CHAPITRE II

Acquisition du droit sur la marque

« Art. L. 712-1. - La propriété de la marque s'acquiert par l'enregistrement. La marque peut être acquise en copropriété.

« L'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

« Art. L. 712-2. - La demande d'enregistrement est présentée et publiée dans les formes et conditions fixées par le présent titre et précisées par décret en Conseil d'Etat. Elle doit comporter notamment le modèle de la marque et l'énumération des produits ou services auxquels elle s'applique.

« Le déposant domicilié à l'étranger doit faire élection de domicile en France.

« Art. L. 712-3. - Pendant le délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, toute personne intéressée peut formuler des observations auprès du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle.

« Art. L. 712-4. - Pendant le délai mentionné à l'article L. 712-3, opposition à la demande d'enregistrement peut être faite auprès du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle par le propriétaire d'une marque enregistrée ou déposée antérieurement ou bénéficiant d'une date de priorité antérieure, ou par le propriétaire d'une marque antérieure notoirement connue.

« Le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation dispose également du même droit, sauf stipulation contraire du contrat.

« L'opposition est réputée rejetée s'il n'est pas statué dans un délai de six mois suivant l'expiration du délai prévu à l'article L. 712-3.

« Toutefois, ce délai peut être suspendu :

« a) Lorsque l'opposition est fondée sur une demande d'enregistrement de marque ;

« b) En cas d'engagement d'une action en nullité, en déchéance ou en revendication de propriété ;

« c) Sur demande conjointe des parties, sans que la suspension puisse dans ce cas excéder six mois.

« Art. L. 712-5. - Il est statué sur l'opposition après une procédure contradictoire définie par décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 712-6. - Si un enregistrement a été demandé, soit en fraude des droits d'un tiers, soit en violation d'une obligation légale ou conventionnelle, la personne qui estime avoir un droit sur la marque peut revendiquer sa propriété en justice.

« A moins que le déposant ne soit de mauvaise foi, l'action en revendication se prescrit par trois ans à compter de la publication de la demande d'enregistrement.

« Art. L. 712-7. - La demande d'enregistrement est rejetée :

« a) Si elle ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article L. 712-2 ;

« b) Si le signe ne peut constituer une marque par application des articles L. 711-1 et L. 711-2, ou être adopté comme une marque par application de l'article L. 711-3 ;

« c) Si l'opposition dont elle fait l'objet au titre de l'article L. 712-4 est reconnue justifiée.

« Lorsque les motifs de rejet n'affectent la demande qu'en partie, il n'est procédé qu'à son rejet partiel.

« Art. L. 712-8. - Le déposant peut demander qu'une marque soit enregistrée nonobstant l'opposition dont elle fait l'objet s'il justifie que cet enregistrement est indispensable à la protection de la marque à l'étranger.

« Si l'opposition est ultérieurement reconnue fondée, la décision d'enregistrement est rapportée en tout ou partie.

« Art. L. 712-9. - L'enregistrement d'une marque peut être renouvelé s'il ne comporte ni modification du signe, ni extension de la liste des produits ou services. Le renouvellement est opéré et publié selon des modalités et dans des délais fixés par décret en Conseil d'Etat.

« Il n'est soumis ni à la vérification de conformité aux dispositions des articles L. 711-1 à L. 711-3, ni à la procédure d'opposition prévue à l'article L. 712-4.

« La nouvelle période de dix ans court à compter de l'expiration de la précédente.

« Toute modification du signe ou extension de la liste des produits ou services désignés doit faire l'objet d'un nouveau dépôt.

« Art. L. 712-10. - Le demandeur qui n'a pas respecté les délais mentionnés aux articles L. 712-2 et L. 712-9, et qui justifie d'un empêchement qui n'est imputable ni à sa volonté, ni à sa faute, ni à sa négligence, peut, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, être relevé des déchéances qu'il a pu encourir.

« Art. L. 712-11. - Sans préjudice de l'application des dispositions de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, l'étranger qui n'est ni établi ni domicilié sur le territoire national bénéficie des dispositions du présent livre. Toutefois, sous réserve des conventions internationales, ce bénéfice est subordonné aux conditions qu'il justifie avoir régulièrement déposés la marque ou obtenu son enregistrement dans le pays de son domicile ou de son établissement et que ce pays accorde la réciprocité de la protection aux marques françaises.

« Art. L. 712-12. - Le droit de priorité prévu à l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle est étendu à toute marque préalablement déposée dans un pays étranger.

« Lorsque le demandeur ne peut prétendre au bénéfice de cette convention, le droit de priorité est subordonné à la reconnaissance par ledit pays du même droit lors du dépôt des marques françaises.

« Art. L. 712-13. - Les syndicats peuvent déposer leurs marques et labels dans les conditions prévues aux articles L. 413-1 et L. 413-2 du code du travail ci-après reproduits :

« Art. L. 413-1. - Les syndicats peuvent déposer en remplissant les formalités prévues par le chapitre II du livre VII du code de la propriété intellectuelle leurs marques ou labels. Ils peuvent, dès lors, en revendiquer la propriété exclusive dans les conditions prévues par ledit code.

« Les marques ou labels peuvent être apposés sur tout produit ou objet de commerce pour en certifier l'origine et les conditions de fabrication. Ils peuvent être utilisés par tous les individus ou entreprises mettant en vente ces produits.

« Art. L. 413-2. - L'utilisation des marques syndicales ou des labels par application de l'article précédent ne peut avoir pour effet de porter atteinte aux dispositions de l'article L. 412-2.

« Sont nuls et de nul effet tout accord ou disposition tendant à obliger l'employeur à n'embaucher ou à ne conserver à son service que les adhérents du syndicat propriétaire de la marque ou du label.

« Art. L. 712-14. - Les décisions mentionnées au présent chapitre sont prises par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle dans les conditions prévues aux articles L. 411-4 et L. 411-5.

CHAPITRE III

Droits conférés par l'enregistrement

« Art. L. 713-1. - L'enregistrement de la marque confère à son titulaire un droit de propriété sur cette marque pour les produits et services qu'il a désignés.

« Art. L. 713-2. - Sont interdits, sauf autorisation du propriétaire :

« a) La reproduction, l'usage ou l'apposition d'une marque, même avec adjonction de mots tels que : "formule, façon, système, imitation, genre, méthode", ainsi que l'usage d'une marque reproduite, pour des produits ou services identiques à ceux désignés dans l'enregistrement ;

« b) La suppression ou la modification d'une marque régulièrement apposée.

« Art. L. 713-3. - Sont interdits, sauf autorisation du propriétaire, s'il peut en résulter un risque de confusion dans l'esprit du public :

« a) La reproduction, l'usage ou l'apposition d'une marque, ainsi que l'usage d'une marque reproduite, pour des produits ou services similaires à ceux désignés dans l'enregistrement ;

« b) L'imitation d'une marque et l'usage d'une marque imitée, pour des produits ou services identiques ou similaires à ceux désignés dans l'enregistrement.

« Art. L. 713-4. - Le droit conféré par la marque ne permet pas à son titulaire d'interdire l'usage de celle-ci pour des produits qui ont été mis dans le commerce dans la Communauté européenne sous cette marque par le titulaire ou avec son consentement.

« Toutefois, faculté reste alors ouverte au propriétaire de s'opposer à tout nouvel acte de commercialisation s'il justifie de motifs légitimes, tenant notamment à la modification ou à l'altération, ultérieurement intervenue, de l'état des produits.

« Art. L. 713-5. - L'emploi d'une marque jouissant d'une renommée pour des produits ou services non similaires à ceux désignés dans l'enregistrement engage la responsabilité civile de son auteur s'il est de nature à porter préjudice au propriétaire de la marque ou si cet emploi constitue une exploitation injustifiée de cette dernière.

« Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables à l'emploi d'une marque notoirement connue au sens de l'article 6 bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle précitée.

« Art. L. 713-6. - L'enregistrement d'une marque ne fait pas obstacle à l'utilisation du même signe ou d'un signe similaire comme :

« a) Dénomination sociale, nom commercial ou enseigne, lorsque cette utilisation est soit antérieure à l'enregistrement, soit le fait d'un tiers de bonne foi employant son nom patronymique ;

« b) Référence nécessaire pour indiquer la destination d'un produit ou d'un service, notamment en tant qu'accessoire ou pièce détachée, à condition qu'il n'y ait pas de confusion dans leur origine.

« Toutefois, si cette utilisation porte atteinte à ses droits, le titulaire de l'enregistrement peut demander qu'elle soit limitée ou interdite.

CHAPITRE IV

Transmission et perte du droit sur la marque

« Art. L. 714-1. - Les droits attachés à une marque sont transmissibles en totalité ou en partie, indépendamment de l'entreprise qui les exploite ou les fait exploiter. La cession, même partielle, ne peut comporter de limitation territoriale.

« Les droits attachés à une marque peuvent faire l'objet en tout ou partie d'une concession de licence d'exploitation exclusive ou non exclusive ainsi que d'une mise en gage.

« La concession non exclusive peut résulter d'un règlement d'usage. Les droits conférés par la demande d'enregistrement de marque ou par la marque peuvent être invoqués à l'encontre d'un licencié qui enfreint une des limites de sa licence.

« Le transfert de propriété, ou la mise en gage, est constaté par écrit à peine de nullité.

« Art. L. 714-2. - L'auteur d'une demande d'enregistrement ou le propriétaire d'une marque enregistrée peut renoncer aux effets de cette demande ou de cet enregistrement pour tout ou partie des produits ou services auxquels s'applique la marque.

« Art. L. 714-3. - Est déclaré nul par décision de justice l'enregistrement d'une marque qui n'est pas conforme aux dispositions des articles L. 711-1 à L. 711-4.

« Le ministère public peut agir d'office en nullité en vertu des articles L. 711-1, L. 711-2 et L. 711-3.

« Seul le titulaire d'un droit antérieur peut agir en nullité sur le fondement de l'article L. 711-4. Toutefois, son action n'est pas recevable si la marque a été déposée de bonne foi et s'il en a toléré l'usage pendant cinq ans.

« La décision d'annulation a un effet absolu.

« Art. L. 714-4. - L'action en nullité ouverte au propriétaire d'une marque notoirement connue au sens de l'article 6 bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle se prescrit par cinq ans à compter de la date d'enregistrement, à moins que ce dernier n'ait été demandé de mauvaise foi.

« Art. L. 714-5. - Encourt la déchéance de ses droits le propriétaire de la marque qui, sans justes motifs, n'en a pas fait un usage sérieux, pour les produits et services visés dans l'enregistrement, pendant une période ininterrompue de cinq ans.

« Est assimilé à un tel usage :

« a) L'usage fait avec le consentement du propriétaire de la marque ou pour les marques collectives, dans les conditions du règlement ;

« b) L'usage de la marque sous une forme modifiée n'en altérant pas le caractère distinctif ;

« c) L'apposition de la marque sur des produits ou leur conditionnement exclusivement en vue de l'exportation.

« La déchéance peut être demandée en justice par toute personne intéressée. Si la demande ne porte que sur une partie des produits ou des services visés dans l'enregistrement, la déchéance ne s'étend qu'aux produits ou aux services concernés.

« L'usage sérieux de la marque commencé ou repris postérieurement à la période de cinq ans visée au premier alinéa du présent article n'y fait pas obstacle s'il a été seulement entrepris trois mois après que le propriétaire a eu connaissance de l'éventualité de la demande de déchéance.

« La preuve de l'exploitation incombe au propriétaire de la marque dont la déchéance est demandée. Elle peut être apportée par tous moyens.

« La déchéance prend effet à la date d'expiration du délai de cinq ans prévu au premier alinéa du présent article. Elle a un effet absolu.

« Art. L. 714-6. - Encourt la déchéance de ses droits le propriétaire d'une marque devenue de son fait :

« a) La désignation usuelle dans le commerce du produit ou du service ;

« b) Propre à induire en erreur, notamment sur la nature, la qualité ou la provenance géographique du produit ou du service.

« Art. L. 714-7. - Toute transmission ou modification des droits attachés à une marque enregistrée doit, pour être opposable aux tiers, être inscrite au registre national des marques.

CHAPITRE V

Marques collectives

« Art. L. 715-1. - La marque est dite collective lorsqu'elle peut être exploitée par toute personne respectant un règlement d'usage établi par le titulaire de l'enregistrement.

« La marque collective de certification est appliquée au produit ou au service qui présente notamment, quant à sa nature, ses propriétés ou ses qualités, des caractères précisés dans son règlement.

« Art. L. 715-2. - Les dispositions du présent livre sont applicables aux marques collectives sous réserve, en ce qui concerne les marques collectives de certification, des dispositions particulières ci-après ainsi que de celles de l'article L. 715-3 :

« 1. Une marque collective de certification ne peut être déposée que par une personne morale qui n'est ni fabricant, ni importateur, ni vendeur des produits ou services ;

« 2. Le dépôt d'une marque collective de certification doit comprendre un règlement déterminant les conditions auxquelles est subordonné l'usage de la marque ;

« 3. L'usage de la marque collective de certification est ouvert à toutes les personnes, distinctes du titulaire, qui fournissent des produits ou des services répondant aux conditions imposées par le règlement ;

« 4. La marque collective de certification ne peut faire l'objet ni de cession, ni de gage, ni d'aucune mesure d'exécution forcée ; toutefois, en cas de dissolution de la personne morale qui en est titulaire, elle peut être transmise à une autre personne morale dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ;

« 5. La demande d'enregistrement est rejetée lorsqu'elle ne satisfait pas aux conditions fixées par la législation applicable à la certification ;

« 6. Lorsqu'une marque de certification a été utilisée et qu'elle a cessé d'être protégée par la loi, elle ne peut, sous réserve des dispositions de l'article L. 712-10 ci-dessus, être ni déposée, ni utilisée à un titre quelconque avant un délai de dix ans.

« Art. L. 715-3. - La nullité de l'enregistrement d'une marque collective de certification peut être prononcée sur requête du ministère public ou à la demande de tout intéressé lorsque la marque ne répond pas à l'une des prescriptions du présent chapitre.

« La décision d'annulation a un effet absolu.

CHAPITRE VI

Contentieux

« Art. L. 716-1. - L'atteinte portée au droit du propriétaire de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur. Constitue une atteinte aux droits de la marque la violation des interdictions prévues aux articles L. 713-2, L. 713-3 et L. 713-4.

« Art. L. 716-2. - Les faits antérieurs à la publication de la demande d'enregistrement de la marque ne peuvent être considérés comme ayant porté atteinte aux droits qui y sont attachés.

« Cependant, pourront être constatés et poursuivis les faits postérieurs à la notification faite au présumé contrefacteur d'une copie de la demande d'enregistrement. Le tribunal saisi surseoit à statuer jusqu'à la publication de l'enregistrement.

« Art. L. 716-3. - Les actions civiles relatives aux marques sont portées devant les tribunaux de grande instance ainsi que les actions mettant en jeu à la fois une question de marque et une question de dessin et de modèle ou de concurrence déloyale connexes.

« Art. L. 716-4. - Les dispositions de l'article L. 716-3 ne font pas obstacle au recours à l'arbitrage, dans les conditions prévues aux articles 2059 et 2060 du code civil.

« Art. L. 716-5. - L'action civile en contrefaçon est engagée par le propriétaire de la marque. Toutefois, le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation peut agir en contrefaçon, sauf stipulation contraire du contrat si, après mise en demeure, le titulaire n'exerce pas ce droit.

« Toute partie à un contrat de licence est recevable à intervenir dans l'instance en contrefaçon engagée par une autre partie afin d'obtenir la réparation du préjudice qui lui est propre.

« L'action en contrefaçon se prescrit par trois ans.

« Est irrecevable toute action en contrefaçon d'une marque postérieure enregistrée dont l'usage a été toléré pendant cinq ans, à moins que son dépôt n'ait été effectué de mauvaise foi. Toutefois, l'irrecevabilité est limitée aux seuls produits et services pour lesquels l'usage a été toléré.

« Art. L. 716-6. - Lorsque le tribunal est saisi d'une action en contrefaçon, son président, saisi et statuant en la forme des référés, peut interdire, à titre provisoire, sous astreinte, la poursuite des actes argués de contrefaçon, ou subordonner cette poursuite à la constitution de garanties destinées à assurer l'indemnisation du propriétaire de la marque ou du bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation.

« La demande d'interdiction ou de constitution de garanties n'est admise que si l'action au fond apparaît sérieuse et a été engagée dans un bref délai à compter du jour où le propriétaire de la marque ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation a eu connaissance des faits sur lesquels elle est fondée. Le juge peut subordonner l'interdiction à la constitution par le demandeur de garanties destinées à assurer l'indemnisation éventuelle du préjudice subi par le défendeur si l'action en contrefaçon est ultérieurement jugée non fondée.

« Art. L. 716-7. - Le titulaire d'une demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque enregistrée ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation est en droit de faire procéder en tout lieu par tout huissier assisté d'experts de son choix, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de grande instance rendue sur requête, soit à la description détaillée avec ou sans prélèvement d'échantillons, soit à la saisie réelle des produits ou des services qu'il prétend marqués, offerts à la vente, livrés ou fournis à son préjudice en violation de ses droits.

« La saisie réelle peut être subordonnée par le président du tribunal à la constitution de garanties par le demandeur destinées à assurer l'indemnisation éventuelle du préjudice subi par le défendeur si l'action en contrefaçon est ultérieurement jugée non fondée.

« A défaut pour le requérant de s'être pourvu soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle dans le délai de quinzaine, la saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés.

« Art. L. 716-8. - L'administration des douanes peut, sur demande écrite du propriétaire d'une marque enregistrée ou du bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation, retenir dans le cadre de ses contrôles les marchandises qu'il prétend revêtues d'une marque constituant la contrefaçon de celle dont il a obtenu l'enregistrement ou sur laquelle il bénéficie d'un droit d'usage exclusif.

« Le procureur de la République, le demandeur ainsi que le déclarant des marchandises sont informés sans délai, par les services douaniers, de la retenue à laquelle ces derniers ont procédé.

« La mesure de retenue est levée de plein droit à défaut pour le demandeur, dans le délai de dix jours ouvrables à compter de la date de retenue des marchandises, de justifier auprès des services douaniers :

« - soit de mesures conservatoires décidées par le président du tribunal de grande instance ;

« - soit de s'être pourvu par la voie civile ou la voie correctionnelle et d'avoir constitué les garanties requises pour couvrir sa responsabilité éventuelle au cas où la contrefaçon ne serait pas ultérieurement reconnue.

« Aux fins de l'engagement des actions en justice visées à l'alinéa précédent, le demandeur peut obtenir de l'administration des douanes communication des noms et adresses de l'expéditeur, de l'importateur et du destinataire des marchandises retenues ainsi que de leur quantité, nonobstant les dispositions de l'article 59 bis du code des douanes, relatif au secret professionnel auquel sont tenus les agents de l'administration des douanes.

« Art. L. 716-9. - Sera puni d'emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 6 000 francs à 120 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque aura reproduit, imité, utilisé, apposé, supprimé ou modifié une marque, une marque collective ou une marque collective de certification, en violation des droits conférés par son enregistrement et des interdictions qui découlent de celui-ci.

« Art. L. 716-10. - Sera puni des peines prévues à l'article précédent quiconque :

« a) Aura détenu sans motif légitime des produits qu'il sait revêtus d'une marque contrefaite, ou aura sciemment vendu, mis en vente, fourni ou offert de fournir des produits ou des services sous une telle marque ;

« b) Aura sciemment livré un produit ou fourni un service autre que celui qui lui aura été demandé sous une marque enregistrée.

« Art. L. 716-11. - Sera puni des mêmes peines quiconque :

« a) Aura sciemment fait un usage quelconque d'une marque collective de certification enregistrée dans des conditions autres que celles prescrites au règlement accompagnant le dépôt ;

« b) Aura sciemment vendu ou mis en vente un produit revêtu d'une marque collective de certification irrégulièrement employée ;

« c) Dans un délai de dix ans à compter de la date à laquelle a pris fin la protection d'une marque collective de certification ayant fait l'objet d'une utilisation, aura sciemment soit fait un usage d'une marque qui en constitue la reproduction ou l'imitation, soit vendu, mis en vente, fourni ou offert de fournir des produits ou des services sous une telle marque.

« Les dispositions du présent article sont applicables aux marques syndicales prévues par le chapitre III du titre 1^{er} du livre IV du code du travail.

« Art. L. 716-12. - En cas de récidive des infractions définies aux articles L. 716-9 à L. 716-11, les peines encourues sont portées au double.

« Art. L. 716-13. - Le tribunal peut dans tous les cas ordonner, aux frais du condamné, l'affichage du jugement prononçant la condamnation dans les conditions et sous les peines prévues à l'article 51 du code pénal, ainsi que sa publication intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il désigne, sans que les frais de cette publication puissent excéder le montant maximum de l'amende encourue.

« Art. L. 716-14. - En cas de condamnation pour infraction aux articles L. 716-9 et L. 716-10, le tribunal peut prononcer la confiscation des produits ainsi que celle des instruments ayant servi à commettre le délit.

« Il peut ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite sans préjudice de tous dommages et intérêts.

« Il peut également prescrire leur destruction.

« Art. L. 716-15. - Des décrets en Conseil d'Etat fixeront, en tant que de besoin, les conditions d'application du présent livre.

« Art. L. 716-16. - Les dispositions de l'article L. 712-4 seront appliquées progressivement par référence à la classification internationale des produits et services aux fins de l'enregistrement des marques.

« Les demandes déposées antérieurement au 28 décembre 1991 seront examinées et enregistrées selon la procédure instituée par la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service.

TITRE II APPELLATIONS D'ORIGINE

CHAPITRE 1^{er}

Définition

« Art. L. 721-1. - Constitue une appellation d'origine la dénomination d'un pays, d'une région ou d'une localité servant à désigner un produit qui en est originaire et dont la qualité ou les caractères sont dus au milieu géographique, comprenant des facteurs naturels et des facteurs humains.

CHAPITRE II

Procédure judiciaire de protection des appellations d'origine

« Art. L. 722-1. - Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée, à son préjudice direct ou indirect et contre son droit, à un produit naturel ou fabriqué, contrairement à l'origine de ce produit, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation.

« La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre.

« Sur la base d'usages locaux, loyaux et constants, le juge pourra délimiter l'aire géographique de production et déterminer les qualités ou caractères du produit visé à l'alinéa précédent.

« Art. L. 722-2. - La juridiction saisie d'une action exercée en vertu de l'article précédent peut connaître d'une action tendant à interdire de faire figurer sur les produits autres que ceux bénéficiant de l'appellation d'origine ou sur les emballages qui les contiennent et les étiquettes, papiers de commerce et factures qui s'y réfèrent, toute indication pouvant provoquer une confusion sur l'origine des produits.

« Cette action est ouverte même si l'aire géographique de production a été définitivement délimitée en application des articles L. 722-1 à L. 722-8.

« Art. L. 722-3. - L'action sera portée devant le tribunal de grande instance du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et instruite et jugée comme en matière sommaire.

« Art. L. 722-4. - Dans la huitaine de l'assignation, le demandeur devra faire insérer, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement de son domicile, et aussi dans un journal d'annonces légales d'un arrondissement du tribunal saisi, une note succincte indiquant ses nom, prénoms, profession et domicile, les nom, prénoms et domicile de son avoué, ceux du défendeur et de l'avoué de celui-ci, s'il a été constitué, et l'objet de la demande.

« Les débats ne pourront commencer que quinze jours après la publication de la note prévue à l'alinéa précédent.

« Art. L. 722-5. - Toute personne, tout syndicat et association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article L. 722-1 pourra intervenir dans l'instance.

« Art. L. 722-6. - Dans la huitaine de la notification de l'acte d'appel, l'appelant ou les appelants devront faire les insertions prévues à l'article L. 722-4.

« Les débats ne pourront commencer devant la cour que quinze jours après ces insertions.

« Art. L. 722-7. - Les arrêts de la cour d'appel pourront être déférés à la Cour de cassation.

« La Cour de cassation saisie d'un pourvoi sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'article L. 722-1.

« Le pourvoi sera suspensif.

« Art. L. 722-8. - Les jugements ou arrêtés définis décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même région, de la même commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune.

CHAPITRE III

Procédure administrative de protection des appellations d'origine

« Art. L. 723-1. - A défaut de décision judiciaire définitive rendue sur le fond en application des articles L. 722-1 à L. 722-8, le Gouvernement peut, par décret en Conseil d'Etat, sur la base d'usages locaux, loyaux et constants, délimiter l'aire géographique de production et déterminer les qualités ou caractères d'un produit portant une appellation d'origine.

« La publication d'un décret pris en application de l'alinéa précédent fait obstacle pour l'avenir à l'exercice de l'action prévue aux articles L. 722-1 à L. 722-8.

« Art. L. 723-2. - Les décrets prévus à l'article L. 723-1 peuvent interdire de faire figurer sur les produits autres que ceux bénéficiant de l'appellation d'origine ou sur les emballages qui les contiennent et les étiquettes, papiers de commerce et factures qui s'y réfèrent, toute indication pouvant provoquer une confusion sur l'origine des produits.

« Art. L. 723-3. - Les décrets prévus aux articles L. 723-1 et L. 723-2 sont pris après enquête publique comportant la consultation des groupements professionnels directement intéressés. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de cette enquête.

« Art. L. 723-4. - Les produits agricoles ou alimentaires, bruts ou transformés peuvent se voir reconnaître exclusivement une appellation d'origine contrôlée, dans les conditions prévues par le code rural. Les dispositions des articles L. 722-1 à L. 723-3 ne leur sont pas applicables.

CHAPITRE IV

Sanctions pénales

« Art. L. 724-1. - Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de 100 F à 2 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Le tribunal pourra, en outre, ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

« Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte sera puni des mêmes peines.

« Art. L. 724-2. - Toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat ou association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article L. 722-1, pourra se constituer partie civile conformément aux dispositions du code de procédure pénale.

« Art. L. 724-3. - Les peines prévues à l'article L. 724-1 ainsi que les dispositions portées à l'article L. 724-2 sont applicables en cas d'utilisation de mentions interdites en vertu des articles L. 722-2 et L. 723-2.

TROISIÈME PARTIE

APPLICATION AUX TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE

LIVRE VIII

APPLICATION AUX TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE

TITRE UNIQUE

CHAPITRE UNIQUE

« Art. L. 811-1. - Les dispositions du présent code sont applicables aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte, à l'exception des articles L. 421-1, L. 421-2, L. 422-1 à L. 422-10 et L. 423-2.

« Art. L. 811-2. - Pour l'application du présent code et des dispositions qu'il rend applicables aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte, les mots suivants énumérés ci-dessous sont respectivement remplacés par les mots suivants :

« - "tribunal de grande instance" et "juges d'instance" par "tribunal de première instance" ;

« - "région" par "territoire" et, en ce qui concerne la collectivité territoriale de Mayotte, par "collectivité territoriale" ;

« - "cour d'appel" par "tribunal supérieur d'appel de Mamoudzou" et "commissaire de police" par "officier de police judiciaire" pour ce qui concerne la collectivité territoriale de Mayotte ;

« - "tribunal de commerce" par "tribunal de première instance statuant en matière commerciale" ;

« - "conseil de prud'hommes" par "tribunal du travail".

« De même, les références à des dispositions législatives non applicables dans les territoires d'outre-mer sont remplacées par les références aux dispositions ayant le même objet, résultant de la réglementation territoriale applicable dans ces derniers. »

Nous allons examiner les amendements portant sur les articles du code de la propriété intellectuelle.

ARTICLES L. 111-1 À L. 112-1
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 111-1 à L. 112-1 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

ARTICLE L. 112-2
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 1, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de compléter le quatorzième alinéa (13°) du texte présenté pour l'article L. 112-2 du code de la propriété intellectuelle par les mots : « et les progiciels ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Monsieur le secrétaire d'Etat, nous rouvrons le débat que nous avons déjà eu lors de l'examen du projet de loi sur le dépôt légal. J'attends des explications du Gouvernement.

Il faut être cohérent. Voilà quelques jours, dans un débat, ici même, le Gouvernement a préféré s'en tenir au mot « progiciels », sans évoquer le mot « logiciels ». Or, dans la loi de 1985 sur la protection des programmes figure le mot « logiciels » et non pas le terme « progiciels ».

C'est pourquoi la commission des lois propose d'ajouter les mots : « et les progiciels ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Monsieur le rapporteur, je vous remercie de faire référence à une séance du Sénat où nous avons utilement ouvert le débat.

Aux yeux du Gouvernement, le mot « logiciels » recouvre toutes les catégories de programmes d'ordinateurs. Pour lui, les progiciels sont compris dans cet ensemble. Il s'agit en effet seulement des logiciels fournis à plusieurs utilisateurs, donc diffusés en nombre. C'est en somme une partie d'un tout.

En conséquence, c'est à juste titre, à nos yeux, que le code reprend à droit constant le terme « logiciel » utilisé par la loi du 3 juillet 1985 pour qualifier l'œuvre informatique protégée par le droit d'auteur, et que la réforme du dépôt légal vise, afin de limiter le champ d'application du dépôt légal, les seuls progiciels. Il n'existe, selon nous, aucun risque de confusion entre les deux textes.

C'est pourquoi je ne peux être favorable à l'amendement de la commission.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Les explications de M. le secrétaire d'Etat me donnent satisfaction. Aussi, je retire l'amendement n° 1 de la commission.

Comme vous, monsieur le secrétaire d'Etat, je pense que le logiciel correspond à un ensemble et le progiciel à un sous-ensemble.

Je souhaite également, au nom de la commission, que les termes « programmes d'ordinateurs » qui figurent dans la directive européenne qui sera bientôt transposée dans notre droit positif ne soient pas repris et que le terme « logiciel » soit conservé.

M. le président. L'amendement n° 1 est retiré.

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 112-2 du code de la propriété intellectuelle.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLES L. 112-3 À L. 132-2
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 112-3 à L. 132-2 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

ARTICLE L. 132-3
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 2, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de rédiger comme suit le dernier alinéa du texte présenté pour l'article L. 132-3 du code de la propriété intellectuelle :

« Ce contrat constitue une société en participation. Il est régi, sous réserve des dispositions prévues aux articles 1871 et suivants du code civil, par la convention et les usages. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Cet amendement rend le texte plus lisible et la disposition plus claire : j'y suis favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, ainsi modifié, le texte proposé pour l'article L. 132-3 du code de la propriété intellectuelle.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLES L. 132-4 À L. 411-3
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 132-4 à L. 411-3 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

ARTICLE L. 411-4
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 3, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de rédiger comme suit le premier alinéa du texte présenté pour l'article L. 411-4 du code de la propriété intellectuelle :

« Le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle prend les décisions prévues par le présent code à l'occasion de la délivrance, du rejet ou du maintien des titres de propriété industrielle. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Cette rédaction définit mieux les prérogatives du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle telles qu'elles résultent du droit en vigueur, codifié par le présent projet de loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Cet amendement améliore d'une façon formelle le texte : l'avis du Gouvernement est favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 3, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, ainsi modifié, le texte proposé pour l'article L. 411-4 du code de la propriété intellectuelle.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLES L. 411-5 À L. 611-16
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 411-5 à L. 611-16 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

ARTICLE L. 611-17
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 4, M. Thyraud, au nom de la commission, propose, après les mots : « procédés microbiologiques », de rédiger comme suit la fin du quatrième alinéa (c) du texte présenté pour l'article L. 611-17 du code de la propriété intellectuelle : « , aux produits obtenus par ces procédés et aux organismes génétiquement modifiés. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Il convient de préciser, dans le prolongement d'un récent débat qui a eu lieu devant le Sénat, que l'article L. 611-17 s'applique également aux organismes génétiquement modifiés.

Cet amendement résulte de l'article 1^{er} du projet de loi adopté par le Sénat le 21 avril 1992, qui donne au mot « organisme » la définition suivante : « Toute entité biologique non cellulaire, cellulaire ou multicellulaire capable de reproduire ou de transférer du matériel génétique... ». Cette définition englobe les micro-organismes. On retrouve à nouveau un problème d'ensemble.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement a le regret de dire qu'à ses yeux cet amendement n'apparaît ni souhaitable ni nécessaire.

En effet, la formulation utilisée par la loi française reproduit textuellement l'article 53 b de la convention de Munich qui institue le brevet européen et dont il ne serait pas opportun de s'écarter de manière unilatérale.

Par ailleurs, une importante proposition de directive d'harmonisation des législations portant sur les inventions biotechnologiques est actuellement à l'étude au Conseil des communautés. Elle donne lieu, en raison notamment de ses implications d'ordre éthique, à des discussions approfondies au sein du Parlement européen, concernant en particulier les questions liées au génie génétique.

C'est sur la base de cette directive, lorsqu'elle aura été adoptée, qu'il conviendra d'apporter à la loi française les aménagements nécessaires, en concordance avec les autres Etats européens.

Si l'objet de l'amendement est de lever une éventuelle incertitude de terminologie quant au point de savoir si les produits issus du génie génétique peuvent être considérés comme résultant de procédés microbiologiques, la précision ne semble nullement nécessaire au Gouvernement. En effet par « procédé microbiologique », on entend non seulement les procédés industriels impliquant l'utilisation de micro-organismes, mais aussi les procédés de fabrication de nouveaux micro-organismes, par exemple au moyen de l'ingénierie génétique. Cette acception, retenue non seulement par l'Institut national de la propriété industrielle en France, mais aussi par l'office européen des brevets, règle, me semble-t-il, sans équivoque la question de la « brevetabilité » des micro-organismes obtenus par des manipulations génétiques.

Dans ces conditions, le Gouvernement a le regret de ne pas pouvoir se rallier à l'amendement proposé.

M. le président. Monsieur le rapporteur, l'amendement est-il maintenu ?

M. Jacques Thyraud, rapporteur. La commission retire l'amendement. Pour autant, elle ne regrette pas de l'avoir présenté : elle a obtenu des explications très claires de M. le secrétaire d'Etat.

M. le président. L'amendement n° 4 est retiré.

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 611-17 du code de la propriété intellectuelle.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLES L. 612-1 À L. 612-13
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 612-1 à L. 612-13 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

ARTICLE L. 612-14
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 5, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte présenté pour l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle :

« Ce rapport est établi dans des conditions fixées par décret. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. En principe, une codification se fait à droit constant. Toutefois, la commission des lois profite de l'opportunité qui lui est offerte pour simplifier la procédure du rapport de recherche. Celle-ci avait été définie lors de la discussion de la loi de 1990. Il semble préférable de s'en remettre à un décret pour établir le détail de cette procédure.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est favorable à cet amendement : il lui paraît donner plus de souplesse à la procédure de délivrance des brevets.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 5, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 6, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer les troisième (1°) à cinquième (3°) alinéas du texte présenté pour l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 6, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, modifié, le texte proposé pour l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLES L. 612-15 À L. 613-24
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 612-15 à L. 613-24 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

ARTICLE L. 613-25
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 7, M. Thyraud, au nom de la commission, propose dans le premier alinéa du texte présenté pour l'article L. 613-25 du code de la propriété intellectuelle, de supprimer les mots : « par décision de justice ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. La commission supérieure a souhaité expliciter le droit en vigueur sur la nullité du brevet ainsi d'ailleurs que sur celle de la marque à l'article L. 714-3, en indiquant que la nullité était prononcée par « décision de justice ».

Un tel souci d'explicitation n'est pas critiquable en lui-même. On peut néanmoins se demander pourquoi il survient sur ces deux articles seulement, alors que des dizaines d'autres articles mériteraient sans doute une meilleure explicitation.

Aussi ce perfectionnisme a-t-il semblé inutile à la commission des lois, qui vous propose de supprimer les mots : « par décision de justice ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. A vrai dire le Gouvernement ne pensait pas qu'il s'agissait à vrai dire, de perfectionnisme. La formule « par décision de justice » que cet amendement vise à supprimer apporte, en effet, une précision, à nos yeux utile, dans un texte qui, dans certains cas, attribue la décision à l'autorité administrative et, dans d'autres, la réserve à l'autorité judiciaire.

Elle permet donc de distinguer plus clairement ce qui relève de l'une et de l'autre compétence.

Voilà pourquoi le Gouvernement est défavorable à l'amendement.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. La commission des lois retire volontiers l'amendement, mais elle fait remarquer au Gouvernement que, à l'article suivant, il est question de certificats de protection pour les brevets pharmaceutiques sans que le mot « nullité » soit accompagné des termes « par décision de justice ».

Dans la mesure où le Gouvernement est attaché au maintien des termes retenus par la commission supérieure de codification, il serait nécessaire d'établir, à l'occasion de la navette, une certaine cohérence entre les textes.

M. le président. L'amendement n° 7 est retiré.

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 613-25 du code de la propriété intellectuelle.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLES L. 613-26 À L. 623-8
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 613-26 à L. 623-8 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

ARTICLE L. 623-9
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 8, M. Thyraud, au nom de la commission, propose, à la fin du premier alinéa du texte présenté pour l'article L. 623-9 du code de la propriété intellectuelle, de remplacer les mots : « est fixée par voie réglementaire » par les mots : « est fixée par arrêté conjoint du ministre de la défense et du ministre de l'agriculture. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Je tiens à indiquer tout de suite à M. le secrétaire d'Etat que la commission des lois ne saurait transiger sur cet amendement. En effet, dans un certain nombre de textes qui font l'objet de codification, le Parlement a indiqué quels arrêtés devaient intervenir en application des textes.

A l'article L. 623-9 du code de la propriété intellectuelle, le Parlement a écrit : « est fixée par arrêté conjoint du ministre de la défense et du ministre de l'agriculture » ; la commission supérieure de codification a supprimé cette précision en indiquant simplement : « est fixée par voie réglementaire. »

La commission des lois, qui a longuement examiné ce problème, considère que la volonté du Parlement doit être respectée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Compte tenu de ce que vient de dire M. le rapporteur et de l'accord du Gouvernement sur certains amendements précédents, je suis chagrin de devoir lui dire que le Gouvernement ne peut accepter l'amendement n° 8.

En effet, la formule : « par voie réglementaire » est conforme aux décisions du Conseil constitutionnel, qui réserve à l'exécutif, dans l'exercice du pouvoir réglementaire, le soin de fixer la répartition des compétences au sein de l'autorité administrative.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Il me paraît difficile que la commission supérieure de codification puisse se substituer au Conseil constitutionnel pour réformer la loi.

Il aurait fallu qu'à la suite des lois qui sont intervenues et dans lesquelles figurent ces termes qu'un recours soit introduit auprès du Conseil constitutionnel. Or cela n'a pas été fait. Je regrette donc de devoir maintenir la position de la commission.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, ainsi modifié, le texte proposé pour l'article L. 623-9 du code de la propriété intellectuelle.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLES L. 623-10 À L. 623-15
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 623-10 à L. 623-15 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

ARTICLE L. 623-16
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 9, M. Thyraud, au nom de la commission, propose, à la fin du troisième alinéa du texte présenté pour l'article L. 623-16 du code de la propriété intellectuelle, de remplacer les mots : « est fixé par voie réglementaire. » par les mots : « est fixé par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Mes explications sont identiques à celles que j'ai apportées sur l'amendement précédent.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Identique au précédent : défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 9, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, ainsi modifié, le texte proposé pour l'article L. 623-16 du code de la propriété intellectuelle.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLES L. 623-17 À L. 714-2
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 623-17 à L. 714-2 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

ARTICLE L. 714-3
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 10, M. Thyraud, au nom de la commission, propose, dans le premier alinéa du texte présenté pour l'article L. 714-3 du code de la propriété intellectuelle, de supprimer les mots : « par décision de justice ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Je le retire.

M. le président. L'amendement n° 10 est retiré.

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 714-3 du code de la propriété intellectuelle.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLES L. 714-4 À L. 721-1
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 714-4 à L. 721-1 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.
(*Ces textes sont adoptés.*)

AVANT L'ARTICLE L. 722-1
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 11, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer la division et son intitulé figurant avant le texte présenté pour l'article L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Les amendements n°s 11 à 28 ont tous le même objet : écarter de la codification les dispositions de la loi du 6 mai 1919 sur les appellations d'origine, à l'exception de la définition des appellations qu'il est proposé de maintenir à l'article L. 721-1, en raison de la présence de ces appellations dans la convention de Paris du 20 mars 1883.

Cette codification a été souhaitée par l'Assemblée nationale, comme initialement par la commission supérieure, contre l'avis du Gouvernement. Elle conduit, à tort, à un démembrement de la loi du 6 mai 1919, à la modification de laquelle le Sénat avait, je le rappelle, pris une part importante en 1990.

La commission des lois est bien d'accord pour maintenir la définition des appellations d'origine ; il est, en effet, normal que celle-ci figure dans le code de la propriété intellectuelle. En revanche, elle estime superflu d'inclure dans ce code, comme l'a voulu l'Assemblée nationale, la procédure relative à la reconnaissance par la justice ou par l'administration des appellations d'origine de type industriel, alors que la majorité de ces appellations concerne le domaine agroalimentaire.

Il serait d'ailleurs encore plus anormal de démembrer davantage la loi de 1919, modifiée en 1990, qui contient tout un dispositif réglementaire, notamment sur le champagne et sur un certain nombre de produits qui n'ont pas à figurer dans le code de la propriété intellectuelle.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Monsieur le rapporteur, s'agissant des amendements n°s 11 et suivants, je comprends bien les motifs de votre demande.

En effet, le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale inclut dans le titre II du livre VI quatre chapitres concernant les appellations d'origine.

Sont ainsi intégrées au code de la propriété intellectuelle non seulement la définition des appellations d'origine, mais aussi des procédures judiciaires et administratives ainsi que les sanctions pénales qui en découlent. De ce fait, ces dernières sont retirées de la loi du 6 mai 1919, qui a été modifiée par le Parlement le 2 juillet 1990 afin de renforcer les appellations d'origine, lesquelles relèvent du secteur agroalimentaire - le champagne notamment.

Il y a effectivement un risque d'incohérence à partager les dispositions relatives aux appellations d'origine, qui seraient alors incluses, pour une part, dans la loi de 1919 et, pour une autre part, dans le code de la propriété intellectuelle.

Votre démarche, monsieur le rapporteur, je crois l'avoir bien comprise. Elle consiste, tout d'abord, à maintenir dans le code la définition des appellations d'origine telle qu'elle figure dans l'article L. 721-1 - et c'est bien ce que souhaite le Gouvernement. Elle vise, ensuite, à maintenir dans la loi du 6 mai 1919 les procédures et les sanctions qui concernent les appellations d'origine. Il s'agit donc non pas de modifier le fond de la législation, mais d'éviter un découpage, dans un souci de cohérence et de lisibilité.

Aussi, c'est avec plaisir que le Gouvernement annonce qu'il accepte les amendements n°s 11 à 28.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 11, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, la division et son intitulé sont supprimés.

ARTICLE L. 722-1
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 12, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 12, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 722-2
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 13, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 722-2 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 13, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 722-2 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 722-3
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 14, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 722-3 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 14, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 722-3 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 722-4
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 15, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 722-4 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 15, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 722-4 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 722-5
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 16, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 722-5 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 16, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 722-5 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 722-6
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 17, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 722-6 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 17, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 722-6 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 722-7
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 18, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 722-7 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 18, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 722-7 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 722-8
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 19, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 722-8 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 19, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 722-8 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

AVANT L'ARTICLE L. 723-1
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 20, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer la division et son intitulé figurant avant le texte présenté pour l'article L. 723-1 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 20, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, la division et son intitulé sont supprimés.

ARTICLE L. 723-1
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 21, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 723-1 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 21, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 723-1 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 723-2
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 22, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 723-2 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 22, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 723-2 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 723-3
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 23, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 723-3 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 23, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 723-3 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 723-4
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 24, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 723-4 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 24, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 723-4 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

AVANT L'ARTICLE L. 724-1
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 25, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer la division et son intitulé figurant avant le texte proposé pour l'article L. 724-1 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 25, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, la division et son intitulé sont supprimés.

ARTICLE L. 724-1
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 26, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 724-1 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 26, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 724-1 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 724-2
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 27, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 724-2 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 27, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 724-2 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLE L. 724-3
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Par amendement n° 28, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le texte présenté pour l'article L. 724-3 du code de la propriété intellectuelle.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 28, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 724-3 du code de la propriété intellectuelle est supprimé.

ARTICLES L. 811-1 ET L. 811-2
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 811-1 et L. 811-2 du code de la propriété intellectuelle, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Nous avons achevé l'examen des articles du code de la propriété intellectuelle.

Je mets aux voix l'article 1^{er} et le code de la propriété intellectuelle (partie législative) modifié par les amendements que le Sénat a adoptés.

(L'article 1^{er} et le code de la propriété intellectuelle sont adoptés.)

Article 2

M. le président. « Art. 2. - Les références contenues dans les dispositions de nature législative à des dispositions abrogées par l'article 5 de la présente loi sont remplacées par des références aux dispositions correspondantes du code de la propriété intellectuelle. » - *(Adopté.)*

Article 3

M. le président. « Art. 3. - Les dispositions du code de la propriété intellectuelle qui citent en les reproduisant des articles d'autres codes sont de plein droit modifiées par l'effet des modifications ultérieures de ces articles. »

Par amendement n° 29, M. Thyraud, au nom de la commission, propose, dans cet article, après les mots : « code de la propriété intellectuelle », d'insérer les mots : « (partie législative) ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. La commission des lois propose une modification rédactionnelle qui a son importance.

L'article 3 du projet de loi contient l'expression de la théorie du code « pilote » et du code « suiveur ». Il est évident que cela concerne la partie législative et non la partie réglementaire. Il appartiendra donc au Gouvernement de prendre des dispositions.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est favorable à cet amendement, puisque cette mention figure à l'article 1^{er}. Il y a là une cohérence que je salue.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 29, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 3, ainsi modifié.

(L'article 3 est adopté.)

Article 4

M. le président. « Art. 4. - Les dispositions inscrites à la présente loi sont applicables aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte, à l'exception des articles L. 421-1, L. 421-2, L. 422-1 à L. 422-10 et L. 423-2. »

Par amendement n° 30, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de rédiger comme suit cet article :

« Les dispositions de la présente loi sont applicables aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Le texte qui nous est présenté contient deux parties - il en sera de même pour toutes les codifications - une loi de codification et des dispositions annexées.

Parmi les dispositions annexées figure l'article L. 811-1, qui concerne l'application des dispositions aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte.

L'amendement n° 30 de la commission tend à ce que ce soit la loi de codification elle-même qui soit applicable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est favorable à cet amendement.

Il se permet seulement, dans un esprit de purisme, de suggérer une rectification afin de remplacer les mots : « Les dispositions de la présente loi sont applicables » par les mots : « La présente loi est applicable ».

Cette rédaction me paraît être un progrès dans l'élégance et dans la concision.

M. le président. Monsieur le rapporteur, acceptez-vous la suggestion de M. le secrétaire d'Etat ?

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Tout à fait, monsieur le président.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 30 rectifié, présenté par M. Thyraud, au nom de la commission, et tendant à rédiger comme suit l'article :

« La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 30 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 4 est ainsi rédigé.

Article 5

M. le président. « Art. 5. - Sont abrogés :

« - les articles 418, 422, 422-1, 422-2, 423-1, 423-2, 423-5 et 425 à 429 du code pénal ;

« - les articles premier à 16 de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles ;

« - la loi du 3 février 1919 prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique ;

« - les articles A, 1 à 7-3, 7-4 (premier alinéa) et 8 à 9-1 (premier alinéa) de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine ;

« - l'article 1^{er} de la loi du 4 avril 1931 rendant applicables aux Français, en France, les dispositions de conventions internationales qui seraient plus favorables que celles de la loi interne pour protéger les droits dérivant de la propriété industrielle ;

« - la loi n° 51-444 du 19 avril 1951 créant un Institut national de la propriété industrielle ;

« - la loi n° 51-1119 du 21 septembre 1951 concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique et abrogeant la loi validée du 22 juillet 1941 relative à la propriété littéraire ;

« - la loi n° 52-300 du 12 mars 1952 réprimant la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure ;

« - la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique ;

« - la loi 57-803 du 19 juillet 1957 instituant une limitation des saisies-arrêts en matière de droit d'auteur ;

« - la loi n° 64-689 du 8 juillet 1964 sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur ;

« - la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention ;

« - la loi n° 70-489 du 11 juin 1970 relative à la protection des obtentions végétales, à l'exception de son article 36 ;

« - la loi n° 77-682 du 30 juin 1977 relative à l'application du traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1970 ;

« - la loi n° 77-683 du 30 juin 1977 relative à la convention sur la délivrance de brevets, faite à Munich le 5 octobre 1973 ;

« - la loi n° 77-684 du 30 juin 1977 concernant l'application de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun (convention sur le brevet communautaire), faite à Luxembourg le 15 décembre 1975 ;

« - la loi n° 78-742 du 13 juillet 1978 modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 précitée ;

« - la loi n° 84-500 du 27 juin 1984 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention, modifiée ;

« - les articles 1^{er} à 51, 53, 55 à 66 de la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle ;

« - l'article 95 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ;

« - la loi n° 87-890 du 4 novembre 1987 relative à la protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'Institut national de la propriété industrielle ;

« - la loi n° 90-510 du 25 juin 1990 tendant à rendre identique, pour les médicaments et les autres produits, la durée effective de la protection assurée par les brevets ;

« - les articles 1 à 19, 21 à 47 et 49 à 54 de la loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 relative à la propriété industrielle ;

« - la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991 relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service. »

Par amendement n° 31, M. Thyraud, au nom de la commission, propose de supprimer le cinquième alinéa de cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de conséquence qui tient compte du vote du Sénat sur les dispositions relatives aux appellations d'origine.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. C'est un amendement de coordination, auquel le Gouvernement ne peut être que favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 31, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 5, ainsi modifié.

(L'article 5 est adopté.)

Article additionnel après l'article 5

M. le président. Par amendement n° 32, M. Thyraud, au nom de la commission, propose, après l'article 5, d'insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« Le début de l'article A de la loi du 6 mai 1919 modifiée relative aux appellations d'origine est ainsi rédigé : "Ainsi qu'il est dit à l'article L. 721-1 du code de la propriété intellectuelle, constitue une appellation d'origine"... (Le reste sans changement). »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Thyraud, rapporteur. Cet amendement tend à établir une passerelle entre la loi du 6 mai 1919 et l'article L. 721-1 du présent code, où figurera, à titre principal, la définition des appellations d'origine.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. C'est encore un amendement de coordination auquel le Gouvernement est tout à fait favorable.

Au demeurant, cet amendement répond au vœu de l'Assemblée nationale, qui souhaitait établir la passerelle que vous venez d'évoquer, monsieur le rapporteur.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 32, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 5.

Vote sur l'ensemble

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je vous rappelle que la parole peut être accordée, pour cinq minutes, à un représentant de chaque groupe.

La parole est à M. Minetti.

M. Louis Minetti. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, les sénateurs du groupe communiste et apparenté sont d'accord avec cette codification. Nous voterons donc ce projet de loi. Nous le ferons d'autant plus volontiers que des dispositions de ce texte visent à sauvegarder les auteurs et la création :

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous savez combien nous voulons défendre les droits des auteurs. Le dernier texte qui y avait trait, et qui portait sur le dépôt légal, a montré notre attachement à la culture française, à la spécificité française en matière de création, de conservation et de valorisation de notre culture.

Mais, face aux créateurs, se dressent invariablement les puissances d'argent, qui ont avant tout le souci de la rentabilité financière. L'auteur est souvent seul et désarmé face à ces chasseurs de profits immédiats. Il nous faut donc toujours plus protéger les créateurs et la culture en général.

Nous l'avons fait à l'occasion de tous les projets relatifs aux quotas de diffusion en matière d'audiovisuel. Mon amie Muguette Jacquaint, député de Seine-Saint-Denis, l'a fait, le 19 décembre dernier, avec le fameux amendement appelé « amendement S.A.C.E.M. », qui impose des quotas de diffusion de chansons françaises sur les radios nationales, notamment des œuvres de jeunes chanteurs.

Ces dernières semaines, au Printemps de Bourges, j'ai pu mesurer la satisfaction des acteurs de la culture française qui étaient là et qui, tous, nous ont remerciés pour cette action, je tiens à le dire ici. Cela montre que nous devons toujours, quand nous légiférons, chercher à améliorer notre production nationale d'œuvres.

Toutefois, nous nous devons d'évoquer les craintes que nous inspire l'Europe, telle qu'elle se construit.

Ce n'est un secret pour personne que de fortes pressions s'exercent sur la commission chargée de la directive sur les droits d'auteurs, pressions venues essentiellement d'outre-

Manche et d'outre-Atlantique. Or, dans ce domaine, chacun en conviendra, notre pays fait partie de ceux qui protègent très bien les droits d'auteurs. Cela remonte d'ailleurs à la Révolution française ! Je formule donc, pour conclure, le souhait que notre nécessaire travail de codification ne sera pas dénaturé par des directives venant de Bruxelles. Pour l'heure, je le répète, le groupe communiste et apparenté approuve ce projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Après avoir suivi le débat, j'indiquerai que, malgré quelques modifications de fond, ce projet de loi nous paraît suffisamment acceptable pour être approuvé par le groupe socialiste.

M. le président. La parole est à M. Cartigny.

M. Ernest Cartigny. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le groupe du rassemblement démocratique et européen votera ce texte tel qu'il ressort de nos travaux.

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat. Monsieur Minetti, j'ai été naturellement très sensible à tout ce que vous avez dit en faveur des auteurs. A cet égard - vous le savez bien, d'ailleurs - votre préoccupation rejoint celle du Gouvernement, non seulement celui auquel j'appartiens, mais également tous les gouvernements de gauche qui se sont succédé depuis 1981 et qui ont eu l'occasion, me semble-t-il, de donner des signes tangibles de leurs préoccupations en ce qui concerne la protection des droits d'auteur et la promotion des droits voisins. Tous les créateurs et auteurs de ce pays le savent bien.

Cela dit, il est clair que tout progrès à cet égard est souhaitable et sera salué.

S'agissant de la procédure qui a été utilisée aujourd'hui par la Haute Assemblée, je voudrais, au nom du Gouvernement, remercier à la fois M. le rapporteur et tous les sénateurs. En effet, nous avons su, de concert, allier promptitude et efficacité.

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je voudrais, à mon tour, remercier M. le secrétaire d'Etat et M. le rapporteur. Ils ont parfaitement compris quel était l'esprit de cette procédure et ils l'ont utilisée l'un et l'autre avec talent, compétence et concision.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

4

DÉPÔT D'UNE QUESTION ORALE AVEC DÉBAT

M. le président. J'informe le Sénat que j'ai été saisi de la question orale avec débat suivante :

M. André Fosset, prenant acte de la récente déclaration du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la

culture, selon laquelle « il ne peut être question d'accepter les mutilations, les exclusions, surtout à l'égard du savoir », lui demande quelles mesures concrètes il entend prendre pour garantir le maintien de l'enseignement du latin et du grec. Si la limitation du choix des lycéens à deux options, qui hypothéquait gravement sa survie, semble pour l'heure reconsidérée, la possibilité d'une troisième option n'est pas clairement et formellement affirmée pour l'avenir.

M. André Fosset demande au ministre quelles assurances il peut donner au Parlement sur ce sujet, qui préoccupe vivement enseignants et élèves. (N° 16.)

Conformément aux articles 79 et 80 du règlement, cette question orale avec débat a été communiquée au Gouvernement et la fixation de la date de la discussion aura lieu ultérieurement.

5

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au mardi 19 mai 1992, à seize heures et le soir :

Discussion du projet de loi (n° 23, 1991-1992) modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament.

Rapport (n° 333, 1991-1992) de M. André Bohl, fait au nom de la commission des affaires sociales.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi est fixé au lundi 18 mai 1992, à dix-sept heures.

Délai limite pour le dépôt des amendements à trois projets de loi

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements :

1° Au projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant adaptation au Marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (n° 316, 1991-1992) est fixé au mardi 19 mai 1992, à dix-sept heures ;

2° Au projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (n° 314, 1991-1992) est fixé au mercredi 20 mai 1992, à dix-sept heures ;

3° Au projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (n° 310, 1991-1992) est fixé au samedi 23 mai 1992, à dix-sept heures.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures cinquante.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique
DOMINIQUE PLANCHON